

En première ligne pendant le(s) confinement(s)

Une enquête hydro-alcoolisée
des étudiant·es de M1
du Master de Sciences sociales

Carnets d'enquête du Département
de sociologie et d'anthropologie

2021-1

Table des matières

ENQUETER SUR UNE EXPERIENCE COLLECTIVE DE RUPTURE.....	5
CAISSIER.ERE ET ETUDIANT.E : DES EXPERIENCES CONTRASTEES DANS UN MEME SUPERMARCHÉ 9	
ISABEL : VOIR LES BONS COTES DE LA SITUATION MALGRE LES CONTRAINTES.....	12
ELISEU : UNE EXPERIENCE DU CONFINEMENT VALORISEE	17
LA NECESSITE DE MANGER, TROIS VOIX AUTOUR DU MARAICHAGE LOCAL	21
LAURENCE : LE CONFINEMENT COMME EPREUVE A SURMONTER DANS LA SOLIDARITE	25
HIPPOLYTE : VIVRE MIEUX DANS LE « MONDE PARALLELE » DE LA FERME	29
DELPHINE : ENTRE NECESSITE, PLAISIR ET COLERE SUR LE MARCHE DE PLEIN AIR.....	33
PRENDRE SOIN DES AUTRES ET PRENDRE SOIN DE SOI.....	37
SANDIA : FAIRE SON TRAVAIL D’AIDE-SOIGNANTE, ENTRE SENTIMENT DU DEVOIR ET « REQUISITION »	41
LAYLA : AIDE A DOMICILE SANS PROTECTION NI RECONNAISSANCE POUR NE PAS RESTER « ENFERMEE A LA MAISON »....	45
HAMADI : UN PSYCHIATRE QUI SURMONTE SA PEUR DANS UNE UNITE COVID	50
CAROLE : UN ENGAGEMENT DANS LE TRAVAIL EN TEMPS DE CONFINEMENT	53
TRAVAIL DU SEXE : MAINTENIR UNE ACTIVITE STIGMATISEE	59
DIDIER : MAINTENIR LE TRAVAIL DU SEXE EN TEMPS DE PANDEMIE	65
ELISA : GAGNER DE L’ARGENT MALGRE LES PRISES DE RISQUES	70
CAMILLE : « POUR CE PRIX-LA, EN FAIT, TU ME RESPECTES ! ».....	75
LIVREURS EN CONFINEMENT : PEDALER SEUL DANS DES RUES VIDES	79
HUGO : IL FAUT BIEN USER DES FAILLES DANS UN SYSTEME FRACTURE.....	81
MATTEO : TEMPS, ESPACE ET ARGENT POUR UN LIVREUR EN CONFINEMENT	84
SAMI : ENTRE SALARIAT ET AUTOENTREPRENARIAT.....	88
SYLVAIN : UN SYNDICALISTE EN « PREMIERE LIGNE ».....	91
ANNEXE : GUIDE D’ENTRETIEN	97

Enquêter sur une expérience collective de rupture

Yasmine Siblot

Livia Velpry

Travailler « dehors » pendant le confinement

Déstabilisées par la pandémie et après un deuxième semestre universitaire « à distance » chaotique et parfois très éprouvant, nous avons abordé la rentrée de septembre 2020 avec la ferme volonté de reprendre le cours de nos pratiques pédagogiques, fortement axées sur la formation aux sciences sociales par la pratique de l'enquête. C'était décidé, advenue que pourra, nous allions réaliser avec les étudiant·es de première année du Master l'enquête collective devant structurer le premier semestre de ce cursus, en lien avec deux enseignements sur les méthodes d'enquête ethnographiques (assuré par Anaïs Leblon) et sur les méthodes d'enquête quantitatives (assuré par Marie-Paule Couto).

Nous voilà donc fin septembre 2020, dûment masquées ainsi que les 16 étudiant·es suivant cet enseignement, parti·es pour une nouvelle enquête collective. Le thème que nous leur avons proposé était pensé comme un retour sur l'expérience du confinement strict du printemps 2020, mais aussi un moyen d'explorer ses conséquences et plus largement celle de l'épidémie de COVID sur les inégalités sociales, notamment dans le territoire environnant notre université, celui de la Seine-Saint-Denis : il s'agissait d'étudier rétrospectivement les situations et conditions de travail des personnes ayant dû travailler « dehors » pendant cette période d'enfermement domestique et, pour beaucoup, de télétravail, alors que la vie reprenait quasiment « normalement ». Nous avons la double préoccupation de rendre compte de l'exceptionnalité de la période vécue entre mars et mai 2020 mais aussi de l'acuité de ses conséquences sociales dans le département où un cumul de facteurs d'exposition au coronavirus liés notamment au travail mais aussi aux conditions de logement ont rendu la population très vulnérable tant sur le plan sanitaire qu'économique¹.

La couverture médiatique sur l'exposition des « métiers de première ligne » a été importante pendant le confinement, pour souligner à la fois leur caractère essentiel et leur position dévalorisée dans le monde du travail ; cette production a donné lieu à un travail d'analyse de représentations de ces travailleurs et travailleuses à partir de revues de presse (dans le cadre du cours assuré par M.-P. Couto). Nous disposons déjà en septembre de diverses données statistiques de cadrage sur les conséquences de cette

¹ Conseil Emilie et Khlal Myriam, « Covid-19 : les classes populaires paient-elles le plus lourd tribut au coronavirus en France ? », *The Conversation*, 18 mai 2020.

période en termes d'emploi, de conditions de travail et de conditions de vie, et nous les avons étudiées collectivement². Mais peu de publications traitaient alors de la diversité des expériences des personnes qui ont travaillé hors de chez elles à ce moment-là³. Nous avons donc proposé aux étudiant-es de documenter ces expériences personnelles de travailleuses et travailleurs dans leur diversité pour recueillir leur point de vue sur le fait d'avoir continué à travailler à l'extérieur de leur domicile mais aussi pour mieux connaître les situations de travail concrètes, leurs aménagements, les modalités d'exposition à la maladie et la perception de ce risque pendant « le » confinement. Le questionnement s'est affiné et de nouveaux thèmes sont apparus. Au fil des lectures et à l'issue de plusieurs séances de travail et de discussion, nous avons ainsi construit collectivement, et utilisant un outil collaboratif (un « wiki »), un premier guide d'entretien visant à interroger les personnes sur cette période certes récente, mais que nous percevions alors comme révolue (voir en annexe). L'objectif était aussi que les étudiant-es puissent réaliser autant que possible des observations de lieux de travail ou d'objets liés au travail.

Enquêter sur « le » confinement pendant un reconfinement

Si le thème général a été choisi par les enseignantes, le choix des métiers et activités de travail à étudier plus spécifiquement a été effectué par les étudiant-es, invité-es à travailler en petits groupes sur des situations proches ou comparables. Le choix initial d'accorder une attention particulière à la Seine-Saint-Denis imposait aussi une contrainte, celle de privilégier la situation de personnes y résidant ou y travaillant. Les membres du groupe ont donc cherché des entrées sur le terrain en partant de leurs centres d'intérêt, de leurs questionnements mais aussi de leurs expériences professionnelles et de leurs contacts personnels, et des opportunités, car il fallait faire vite, l'enquête devant être achevée à la fin du semestre. Une réflexion a été développée tout au long du semestre sur les relations d'enquête nouées dans ce contexte si particulier, en lien avec le travail mené dans le cours assuré par Anaïs Leblon.

Plusieurs thèmes sont apparus : le travail dans la santé, dans les transports, la livraison à vélo, le travail informel, le travail bénévole dans les associations, le développement de

² Nous avons principalement travaillé sur les textes suivants : Lambert Anne, Cayouette-Remblière Joanie, Guéraud Elie, Le Roux Guillaume, Bonvalet Catherine, Girard Violaine, Langlois Laetitia, « Le travail et ses aménagements : ce que la pandémie de covid-19 a changé pour les Français », *Population et Sociétés*, n°579, juillet 2020 ; DARES, « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre pendant la crise sanitaire Covid-19 », *Synthèse des résultats de l'enquête flash* – avril 2020 ; Des Chiffres & Des Luttés (Collectif de mobilisation des agents de la Statistique publique), « Covid-19 : Comment les « premières lignes » ont-elles été protégées contre le virus ? », numéro 03, 2020 ; Flamand Jean, Jolly Cécile, Rey Martin, « Les métiers du temps du corona », *Note d'analyse*, France stratégie, n° 88, avril 2020.

³ Plusieurs sont parues depuis notamment : Lambert Anne, Cayouette-Remblière Joanie (dir.), *L'explosion des inégalités. Classes, genre et générations face à la crise sanitaire*, La Tour d'Aigues, INED, Editions de l'Aube, coll. « Monde en cours », 2021 ; Mariot Nicolas, Mercklé Pierre, Perdoncin Anton (dir.), *Personne ne bouge. Une enquête sur le confinement du printemps 2020*, Grenoble, UGA Editions, 2021.

l'offre de « naturopathie », le travail dans les écoles, dans les supermarchés, sur les marchés, dans l'agriculture, le « travail du sexe »... Certaines de ces pistes n'ont pas abouti (la naturopathie, le bénévolat, le travail informel), d'autres se sont précisées (le travail périscolaire, le maraîchage biologique). Les contacts ont parfois été très rapides à établir, mais parfois beaucoup plus longs, voire complexes et ont nécessité de diversifier les modes de prise de contact et d'élargir l'aire géographique au reste de la région parisienne, voire au-delà. Il s'est avéré plus simple de contacter des livreurs à vélo par le biais de réseaux sociaux (comme Facebook) qu'en se rendant sur leurs lieux de travail, et les premières associations de travailleuses·eurs du sexe contactées se sont montrées hostiles à la démarche d'enquête sociologique, ce qui a là encore conduit à passer par des réseaux électroniques (comme Instagram).

L'enquête a donc progressivement démarré, mais nous n'avions cependant pas anticipé la mise en place d'un nouveau confinement et d'une forte dégradation de la situation sanitaire telle qu'elle s'est fait sentir de manière croissante en octobre. Le « reconfinement » de novembre et décembre 2020 a eu une triple conséquence : d'une part, il a mis fin au travail collectif hebdomadaire, ou du moins l'a rendu plus difficile, même si les séances d'échanges en visioconférence se sont maintenues. D'autre part, il a rendu beaucoup plus compliqué le travail d'enquête, impliquant dans la majeure partie des cas de réaliser des entretiens à distance par visioconférence ou téléphone. Enfin, il a conduit à redéfinir la situation et la compréhension que nous en avons : en expérimentant ce deuxième confinement (et plus tard un troisième), l'exceptionnalité de la situation de confinement du printemps 2020 a d'abord semblé s'estomper dans nos perceptions, même si chaque nouveau confinement a eu des caractéristiques différentes (meilleure anticipation, maintien de possibilités de déplacement plus étendues...).

Mais paradoxalement, au fil des mois et de ces phases successives de reconfinement et de déconfinement, et de notre adaptation aux nouvelles contraintes et normes formelles et informelles qui se sont imposées, l'exceptionnalité « du » confinement du printemps 2020 s'est réaffirmée. Les récits recueillis au travers de cette enquête nous ont aidé·es à en prendre la mesure et à en entretenir la mémoire, alors même que le travail d'euphémisation et d'ajustement que chacun·e de nous a réalisé pour pouvoir vivre « avec le virus » nous a conduit·es à oublier en partie tout ce que cela impliquait en termes de contraintes de renoncements. « Le » confinement du printemps 2020 a en effet constitué une rupture brutale et de grande ampleur : c'était la première phase de découverte de cette maladie, avec une grande part d'inconnu et de peur, un confinement très strict et très long subi presque du jour au lendemain et sans aucune anticipation, avec pas ou peu de protections même élémentaires (masques, gel), en particulier pour les personnes continuant à travailler « dehors ».

Cette enquête offre donc un témoignage sur cette période de bifurcation⁴, sans retour en arrière et à la « normale » antérieure possible, grâce à des entretiens réalisés peu de temps après, ce qui a permis de garder la trace de la contrainte matérielle, économique et morale très forte qui s'est exercée sur les travailleuses et travailleurs exposés durant cette période, mais qui révèle aussi d'autres dimensions moins attendues de cette expérience.

Nous avons fait le choix d'une présentation sous la forme de portraits, comme autant d'éclairages sur des situations, pour restituer de façon vivante et condensée la manière donc cette expérience du confinement a pris place et sens, pour chacun·e, dans un contexte et une trajectoire spécifique.

Faire face à la rupture

Seize portraits composent ce recueil⁵. Ils dessinent des situations et activités de travail variées, que nous avons organisés en cinq chapitres⁶. Aux emplois de « première ligne » attendus car mis en avant pendant le confinement que sont les soignants, les caissières, les livreurs ou le transport, s'ajoutent des activités moins visibles, telles que le travail du sexe, le maraîchage ou le périscolaire. Les enquêtés sont souvent de jeunes adultes (10), en partie étrangers (5). Les hommes y sont plus nombreux (9) que les femmes (7). D'un point de vue géographique, 6 vivent ou travaillent en Seine-Saint-Denis, 6 ailleurs en région parisienne, 4 hors de la région parisienne. Il n'est pas question de rechercher une représentativité ici, mais plutôt d'éclairer, de façon impressionniste, une diversité de façons dont le travail pendant le confinement a été vécu, quand il se déroulait hors de chez soi.

Quelques résultats apparaissent au fil de la lecture. Dans des univers de travail différents, ce travail collectif documente des inégalités qui ont déjà été repérées par les études statistiques : inégalités de protection vis-à-vis de la contamination selon les statuts, inégalités de reconnaissance du travail, fragilisations liées aux conditions de travail plus difficiles. Du point de vue de l'expérience du confinement, les portraits montrent combien elle est orientée par les autres éléments de la situation de vie de la personne. On constate ainsi la variabilité des attitudes individuelles face à une situation de crise, et ce même dans des situations de travail proches ou identiques. Dans le même supermarché, deux caissier.es ont ainsi une perception très différente de la peur de la contamination. Enfin, un autre élément commun à ces portraits, plus inattendu, concerne les bénéfices de la situation. Certes, travailler dehors, s'engager dans le travail, expose à la maladie, mais c'est aussi une façon d'agir, de sortir, d'échapper au confinement domestique et à l'angoisse.

⁴ Grossetti Michel, Bessin Marc, Bidart Claire, *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*. La Découverte, « Recherches », 2009.

⁵ Tous les prénoms sont fictifs.

⁶ Nous remercions Anne Toppani de sa relecture attentive.

Caissier.ère et étudiant.e : des expériences contrastées dans un même supermarché

Agnaldo Bata
Barnabé Dovergne

Des inégalités au travail rendues visibles pendant le confinement

L'enquête menée par la Dares⁷, avec l'appui de l'INSEE⁸, sur les activités et les conditions d'emploi de la main d'œuvre pendant la crise sanitaire montre qu'à la fin du mois de mars, près d'un quart des salarié.es travaillaient « sur site » malgré le risque de contamination au COVID-19 (sur le lieu de travail et lors des trajets). Pour les employé.es du secteur du commerce, les chiffres montent à 30%. De plus, selon l'enquête syndicale *Travail en situation d'Epidémie* menée par le collectif Des Chiffres & Des Luttés⁹, le risque de contamination n'est pas le même pour tous les salarié.es qui ont travaillé, ce qui révèle des inégalités déjà existantes sur le marché du travail en France. On peut noter que les femmes étaient plus nombreuses que les hommes à continuer à travailler dans des secteurs d'activité où le contact physique avec le public est nettement plus régulier. Par ailleurs, on observe que la fonction publique hospitalière, les artisans, les commerçant.es et les employé.es du secteur alimentaire étaient surreprésenté.es dans ces professions qui n'ont pas télétravaillé ou interrompu leur activité. Toujours selon cette enquête, c'est d'abord la manipulation d'équipements ou d'objets potentiellement contaminés qui semblait être la situation de risque de contamination la plus fréquente durant le confinement du printemps 2020 car 66% des salarié.es déclarent y être confronté.es.

⁷ La Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques, au ministère du Travail, produit des analyses, des études et des statistiques sur les thèmes du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. DARES, (2020), *activité et conditions d'emploi de la main d'oeuvre pendant la crise sanitaire COVID-19* ; synthèse des résultats de l'enquête flash, avril 2020 ; [En ligne] consulté en septembre 2020 sur le lien : https://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/dares_acemo_covid19_synthese_17-04-2020.pdf

⁸ INSEE - L'Institut national de la statistique et des études économiques collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur l'économie et la société françaises (<https://www.insee.fr/fr/accueil>)

⁹ COVID-19 : Comment les Premières lignes ont-elles été protégées contre le virus ?; Revue Des Chiffres & Des Luttés - collectif de mobilisation des agents de la statistique publique ; n° 03, juin 2020 ; [En ligne] consulté en septembre 2020 sur le lien : <http://www.ugict.cgt.fr/articles/references/covid-19--comment-les--premieres-lignes--ont-elles-ete-protegees-contre-le-virus>

Être caissier.ère, être en « première ligne » face à la pandémie ?

Les salarié.es travaillant comme caissier.ère ont été particulièrement exposé.es pendant la crise sanitaire. Il s'agit d'un emploi à la fois féminisé, peu qualifié, particulièrement précaire, soumis à de nombreuses contraintes relationnelles avec le public¹⁰ et largement dévalorisé. De plus, les contraintes liées à la manipulation d'articles achetés par les clients, de manipulation d'argent, et de proximité physique avec les clients sont autant de risques de contamination inhérents à ce métier. Une recherche dans les titres de presse nationale nous a permis de constater que le métier de caissier.ère était l'un des métiers (hors profession du secteur de la santé) les plus régulièrement cités comme profession de « première ligne ou de seconde ligne » pendant le confinement, accédant ainsi d'une forme de revalorisation médiatique¹¹.

Deux entretiens dans un supermarché d'un quartier populaire d'Île-de-France complétés par des observations

Les deux caissier.ères avec lesquelles nous avons mené deux entretiens durant le mois d'octobre sont employées par le même supermarché d'un quartier populaire en Île-de-France, où il et elle ont continué à travailler pendant le confinement. Nos entretiens, sachant que le métier de caissier.ère est soumis à de nombreuses contraintes relationnelles avec le public et contraintes physiques (manipulation des articles achetés par les clients, manipulation d'argent, proximité avec les clients), ont porté sur leurs expériences et leurs perceptions, durant la période de confinement, de la pandémie ainsi que sur les potentielles réorganisations de leur travail. Comment ont été pris en compte les risques de contamination et les contraintes inhérentes à l'activité ? Une part importante de notre questionnement concernait les raisons du maintien de leur activité pendant le confinement, et le cas échéant, les raisons qui les ont poussés à augmenter leur temps de travail. Nous avons accompagné les entretiens d'une série d'observations¹² du magasin où travaillent nos enquêté.es, ce qui nous a permis d'enrichir notre entretien et d'avoir une vision plus précise de certaines des mesures de protection prises.

Deux étudiants caissier.ères aux trajectoires semblables et aux expériences contrastées du travail pendant le confinement

Nos enquêté.es se situent tous deux dans la même tranche d'âge (22 et 27 ans), ce sont des étudiants, étrangers, qui travaillaient à temps partiel avant le confinement. Ils ont tous les deux mis à profit le confinement pour augmenter le nombre d'heures travaillées

¹⁰ Benquet Marlène, *Encaisser ! Enquête en immersion dans la grande distribution*. La Découverte, 2015.

¹¹ Recherche exploratoire sur 3 journaux de référence : Le Monde, Libération et Le Figaro, et sur le contenu de leurs articles du 1 mars 2020 au 31 mai 2020.

¹² Nous avons mené une série de 3 observations entre 12 et 20 octobre 2020.

par semaine, pour gagner un peu plus d'argent et conserver une « vie sociale ». Cependant, ils nous ont présenté des récits contrastés de ce qu'ils ont ressenti durant le confinement, et notamment dans leur rapport à la peur face au virus. Une des hypothèses que nous avançons pour expliquer cette différence est à la fois la différence de genre entre nos enquêté.es, mais également la situation familiale dans laquelle ils se trouvent, l'un vivant seul et l'autre avec son père.

Isabel : voir les bons côtés de la situation malgré les contraintes

Agnaldo Bata

Une relation « de proximité » malgré des limitations pendant la négociation de l'entretien

Assise devant un café dans un jardin à côté du marché Saint-Denis, Isabel me parle de son travail, de ses études et de sa vie sociale. Elle est jeune. Je lui donne 25 ans, mais je comprends plus tard qu'elle a 22 ans. Malgré le masque, sa voix affirmée, ses gestes calmes et son regard en derrière des lunettes, indiquent qu'elle se sentait à l'aise avec moi pendant cette rencontre.

Isabel est caissière dans un hypermarché situé à côté du marché d'un quartier populaire de la banlieue parisienne depuis deux ans et demi. Originnaire du Cap-Vert, elle a rejoint son père qui vivait en France depuis 2003. Elle est arrivée en 2013, à 15 ans, parce qu'au Cap-Vert elle n'avait pas la possibilité de poursuivre ses études. Avec son père, elle habite dans un appartement loué à Villiers-le-Bel, une commune située dans le Sud du département du Val d'Oise, non loin de la Seine-Saint-Denis. Son père travaille comme ouvrier dans le secteur de construction.

Aujourd'hui, elle est étudiante en Licence (L3) d'études internationales, à l'université Sorbonne-Nouvelle. Elle a déjà obtenu une première Licence en Portugais dans la même université. Je me suis appuyé sur les similitudes de nos situations (nous sommes étudiants, jeunes, étrangers, et lusophones¹³) pour nouer une relation de confiance avec elle pendant l'entretien.

Une caissière qui se sent « différente » des autres

Travaillant depuis déjà 4 ans environ, Isabel considère que sa trajectoire professionnelle est « différente » de celle de ses collègues au magasin. D'une part, sa nationalité la distingue – étant originaire d'un pays africain lusophone –, et d'autre part les emplois qu'elle a occupés avant d'être caissière, notamment dans le secteur du ménage, donnent une valeur particulière à son travail actuel. On comprend que c'est une chose qu'elle prend toujours en considération lorsqu'elle met sa vie en récit.

¹³ Bien que nous soyons originaires de pays de langue et expression lusophone, nous avons eu la conversation en français parce qu'il était plus confortable de parler de l'organisation de son travail dans la langue qu'elle utilise normalement dans son environnement de travail.

« ... Moi j'ai un parcours totalement différent déjà... par rapport aux gens qui sont là, [et avec qui je travaille] parce j'ai commencé par faire le ménage-ménage (elle rit) je venais du Cap-vert ... »

Après avoir passé environ un an à faire des ménages, Isabel a trouvé un travail au restaurant McDonald, où elle n'avait pas de tâche spécifique. Elle faisait « un peu de tout » et le sentiment d'être différente était toujours là en raison de ses difficultés avec la langue française. Etant aujourd'hui caissière, titulaire d'un contrat CDI, dans un magasin de grande taille, elle considère qu'elle a été promue professionnellement et a acquis une stabilité financière importante pour atteindre « l'indépendance » qu'elle recherchait quand elle a commencé à chercher un emploi à 18 ans.

Isabel a donc, au moment de l'entretien, réussi à stabiliser sa trajectoire sociale, toujours ascendante, passant du statut de jeune/adolescente étrangère dans un pays dont elle ne maîtrisait pas la langue, à celui d'étudiante dans l'enseignement supérieur en France, associé à un emploi qui lui offre une position sociale et lui permet d'entretenir des relations sociales avec d'autres jeunes de son âge.

L'opportunité financière du confinement

Travailler pendant le confinement pour Isabel était le comportement « *normal* » et même attendu par son employeur. Avant le confinement, elle avait l'habitude de travailler les samedis, dimanches et pendant les jours fériés. Au moment de prendre sa décision, Isabel a hésité, notamment car son père souhaitait qu'elle arrête de travailler, par peur de la maladie. Elle a finalement choisi de continuer à travailler pour des raisons financières (elle avait besoin d'argent et craignait de perdre cet emploi si elle ne travaillait pas), mais aussi sociales (pour avoir la possibilité « de sortir et voir les gens »).

« Agnaldo – Quand ton père a dit cela, tu penses que ça aurait été facile pour vous si tu avais choisi d'arrêter de travailler ?

Isabel – non... ça serait très compliqué maintenant pour trouver un boulot... heureusement [que] je ne l'ai pas fait d'ailleurs parce je serais déjà mise dans la « galère »»

La dimension financière a d'ailleurs pris encore plus d'importance lorsque les universités ont été fermées. Elle et d'autres collègues étudiants en ont profité pour augmenter leur nombre d'heures de travail et accroître ainsi leurs revenus. Si en temps normal, elle travaillait environ 20 heures par semaine, pendant le confinement elle est passée à environ 35 heures par semaine.

Une rupture importante s'est cependant produite lors de la mort d'une collègue du magasin, décédée du Covid¹⁴, et cela crée deux grands moments dans cette période pour Isabel.

Un premier moment où la peur est modérée, et les mesures de protection également

Au début de la pandémie, la peur n'était pas très forte pour elle, ni pour ses collègues du magasin, notamment parce que les informations sur la maladie et les mesures de protection n'étaient pas très claires :

« la manager de caisse (...) ne portait pas de masque, elle ne croyait pas à ça »

Les mesures mises en place ont d'abord été : la signalisation au sol, de distanciation d'un mètre entre les clients, les appels micro pour rappeler aux clients à ne pas toucher les articles à vendre et la limitation du nombre de clients dans le magasin (cela a provoqué un afflux de personnes en dehors du magasin sans pouvoir respecter la distanciation).

Quand le port du masque est devenu obligatoire, il n'y avait pas de stock, une situation qui n'a pas inquiété ni Isabel, ni ses collègues, parce que, à son avis, c'était une situation commune à toute la France. Mais, contrairement à ses collègues, elle a choisi de suivre les mesures de protection, quand c'était possible, parce qu'elle avait tellement peur d'être touchée par la maladie :

Agnaldo - Et même quand tout le monde disait que cela ne fonctionnait pas, quel a été ton choix personnel ? Tu as choisi de porter ou de ne pas porter le masque ?

Isabel - De le porter.

Agnaldo - Tu as toujours porté le masque pendant ton travail ?

Isabel - Je ne le portais pas tout le temps parce qu'on n'en avait pas assez. Mais je préférais en porter. Quand je le pouvais, j'en portais.

Un second moment marqué par l'installation de la peur et des mesures toujours peu protectrices

Quand sa collègue « a été touchée » puis est décédée du Covid-19, la peur et la préoccupation ont augmenté parmi les travailleur.ses du magasin, qui ont alors compris « que ça pouvait vraiment toucher quelqu'un de leur entourage ». Si jusqu'alors, la maladie était considérée comme quelque chose de lointain, ils ont commencé à accroître leur vigilance.

¹⁴ Sa collègue est décédée au mois de mars. C'était le premier décès lié à la maladie enregistré parmi les travailleur.ses du groupe de son magasin, et il a été médiatisé dans la presse locale.

Le décès de sa collègue a marqué un point de rupture sur la manière dont Isabel percevait la maladie. Elle a été affectée psychologiquement, et cela lui a fait reconsidérer la décision de continuer à travailler.

Isabel - C'était un choc, moi je pleurais, je ne savais pas comment réagir et je n'avais pas envie de venir travailler le jour d'après.

Agnaldo - Et pourquoi ?

Isabel - Parce que j'avais peur de la maladie.

Ce sentiment a été accru par le « silence » de la part de la direction du magasin :

Agnaldo - La direction a dit quelque chose ?

Isabel - Ils n'ont rien fait.

Pour se remettre du choc subi, elle est restée à la maison pendant 15 jours, en arrêt-maladie. A ce moment-là, l'esprit de solidarité collective a été déterminant dans son choix de continuer à travailler, car elle n'était pas la seule personne exposée au risque, tous ses collègues l'étaient.

Au magasin, les choses ont dû changer¹⁵ pour rassurer les travailleur.se.s. La distribution des masques par la direction a augmenté et ils ont « essayé » de mettre en place la distribution de gel hydroalcoolique parmi les travailleur.se.s et les client.es, mesures qui, de l'avis d'Isabel, n'étaient pas effectives parce que le manque de stock était toujours une réalité au magasin, comme partout en France.

L'autre raison, selon elle, qui a rendu les mesures inefficaces était le manque de personnel pour les faire respecter. La responsabilité était laissée aux client.es eux-mêmes.

« Non... il n'y jamais eu des personnes pour faire respecter les règles ; il y avait des conseils sur ce qu'il faut faire mais il n'avait pas de personnes pour contrôler ».

Le seule mesure possiblement efficace a été la séparation des caissier.ères et la mise en place d'une protection transparente (les plexiglas ont fait l'objet d'une demande de la CGT) entre les caissier.ères et les client.es.

Un respect des règles laissé à la discrétion des client.es

Pendant cette période, Isabel se sentait exposée au virus dans certains endroits ou moments. C'est notamment le cas dans les transports publics, qui étaient toujours pleins, et au magasin quand les clients ne suivaient pas les mesures recommandées. Dans ce

¹⁵ A la suite de la mort de cette caissière, le magasin a été dénoncé par la Confédération générale du travail (CGT) pour le manque de moyens pour protéger ses travailleur.se.s, notamment l'absence de plexiglas aux caisses et la non distribution de masques au personnel (https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/03/28/aicha-issadounene-52-ans-caissiere-chez-carrefour-morte-du-covid-19_6034780_3234.html)

dernier cas, compte-tenu du fait que personne n'était chargé de faire respecter les règles, Isabel a dû adopter des stratégies pour se protéger :

Agnaldo – Et quand le client enlève le masque qu'est-ce que tu fais ?

Isabel – Nous essayons de créer un peu plus de distance (elle rit)

Agnaldo – Même avec la protection ?

Isabel – Même avec la protection, le seul moyen c'est de reculer un peu quand ils enlèvent le masque.

Au début du confinement, les client.es ont « vidé » les rayons, provoquant une grande pénurie de certains produits. Par conséquent, le magasin était toujours bondé, exposant tout le monde au risque.

Un autre comportement des clients a inquiété Isabel, le cas de ceux qui avaient l'habitude d'aller au magasin pour acheter seulement un ou deux produits. C'est un comportement qu'Isabel a observé avec un peu de révolte :

« quand je voyais des gens qui venaient pour acheter une baguette... je me disais... vous venez, vous faites prendre des risques aux gens qui sont obligés de venir... alors... que vous pourriez rester chez vous. Il y a une fois une personne elle est venue plusieurs fois pour acheter une baguette... c'est une personne de plus dans les transports... »

Il semble que la peur d'Isabel était plus forte du fait des risques induits par le comportement des clients, que par rapport à celui induit par le manque de mesures de protection des travailleur.se.s.

Profiter au mieux de cette situation « inévitable »

Finalement, malgré les contraintes liées au fait de travailler à l'extérieur pendant le confinement, malgré la peur d'être contaminée et de contaminer son père induite par le manque de mesures de protection au magasin, par le comportement des clients et par la promiscuité dans les transports publics toujours remplis, Isabel a choisi de continuer à travailler et de privilégier la dimension positive de cette situation « inévitable », puisqu'après quelques semaines de confinement il était clair pour elle qu'il fallait apprendre à vivre avec la maladie.

Elle a gagné un peu plus d'argent, a eu la possibilité d'avoir « une vie sociale », et finalement elle a vu son métier valorisé, malgré les longues heures de travail :

« J'ai compris pendant le confinement justement qu'il a de gens qui valorisent notre métier, il y a eu beaucoup de personnes qui sont venues nous remercier »

Eliseu : une expérience du confinement valorisée

Barnabé Dovergne

Réaliser un entretien avec un étudiant en sociologie, une interaction délicate

Eliseu me retrouve, souriant sous son masque, à 11 heures, entre deux bâtiments de l'université Paris 8. Il est aussi avenant qu'il a été amical lors de nos échanges pour prendre rendez-vous. Un léger accent transparait lorsqu'il parle. Je lui précise rapidement qu'il s'agit de mon premier entretien sociologique. Toujours jovial, il prend note de mon inexpérience et m'explique que cela ne pose aucun problème, car lui s'y connaît sur le sujet. Nous nous installons rapidement au chaud dans le snack à l'entrée de l'université. Habillé de manière décontractée, Eliseu est à l'aise lorsqu'il me raconte son parcours. Loin d'être timide, il semble être ici comme chez lui. L'un de ses amis s'arrête même pour échanger quelques mots avant que je ne lance l'enregistrement de notre entretien. Quand le snack devient vite trop bruyant, nous nous déplaçons dans une salle de classe libre, au troisième étage d'un bâtiment de l'université.

Eliseu m'apprend qu'il est mozambicain, arrivé en France il y a quatre ans, grâce à une bourse de l'Ambassade de France qui récompensait son mémoire de fin de licence sur l'orpaillage. Il a suivi le même master de sociologie et d'anthropologie que moi quelques années auparavant, et se trouve maintenant à la Sorbonne depuis deux ans où il cherche un stage pour valider un Master 2 en économie sociale et solidaire. Lorsque je mentionne que j'ai quelques connaissances sur l'orpaillage, il est surpris et content de pouvoir échanger sur le sujet. Cela accentue la connivence entre nous, liée au fait d'avoir suivi le même cursus.

Cependant, s'appuyant sur mon aveu d'inexpérience dans le domaine de l'entretien, Eliseu me fera des remarques sur les questions que je lui pose tout au long de notre discussion. Une façon pour lui de reprendre le contrôle de l'interaction entre nous. A la fin de l'entretien, il renversera même la situation en prenant le rôle de l'enquêteur et en faisant de moi l'enquêté, quand il me demande à son tour :

« Bah peut-être la première question que j'aurais bien aimé te poser, c'est qu'est-ce que tu comprends, qu'est-ce que tu as conçu, qu'est-ce que tu appris avec le confinement ? c'est la même question que tu m'as posée ... »

Eliseu, un étudiant en sociologie déterminé

Eliseu se considère d'abord comme un étudiant en sociologie et d'anthropologie de 27 ans. Il a suivi une formation de premier cycle universitaire en histoire au Mozambique, dans sa capitale Maputo, même s'il est originaire du centre du pays. Son père est agriculteur, sans activité aujourd'hui, et ses frères vivent tous au Mozambique.

Eliseu vivait à Paris au moment du confinement, dans un appartement sous-loué à une amie dans le 18^{ème} arrondissement, et habite maintenant à la Plaine Saint-Denis, dans un studio. Il s'est très bien intégré dans le tissu social étudiant parisien. Quand c'est possible, il sort régulièrement faire la fête avec ses amis, et souhaiterait déménager à nouveau dans Paris pour faciliter ces sorties. Bénéficiant de ce capital relationnel et d'une certaine connaissance du modèle universitaire français, il n'hésite pas à aider ses compatriotes mozambicains venus étudier à Paris. Il entretient même une relation privilégiée avec l'ambassade du Mozambique, qui indique son contact aux nouveaux arrivants.

N'ayant pas de bourse ou d'autres ressources provenant de sa famille, Eliseu travaille pour subvenir à ses besoins dans un hypermarché de Saint-Denis depuis un an.

« Je suis étranger, je suis pas boursier, j'ai pas de parents ici, parce que moi je suis tout seul. Donc il faut que je travaille et voilà. Les études ... »

Eliseu est en CDI étudiant, avec un contrat de 12h par semaine mais travaille plutôt 17 à 18 heures avec les heures supplémentaires. Il dit ne pas être vraiment intégré à l'équipe du magasin, et que ce travail n'en est pas vraiment un. Il dit même qu'en ce moment *« il se repose un poil entre guillemets »*. Eliseu ne discute pas trop avec le reste de ses collègues, qui *« habitent en banlieue »* et desquels il souhaite manifestement se distinguer. Seule sa copine, originaire du Cap-Vert et autre enquêtée de ce chapitre, lui donne l'occasion de parler et d'avoir un contact social sur son lieu de travail.

Eliseu affirme aussi avoir une relation privilégiée avec sa supérieure hiérarchique, la « conseillère » qui est en charge de la répartition des tâches dans le magasin, qui organise le planning de travail, et fait le lien avec le reste de la hiérarchie du magasin. Il peut, par exemple, se permettre de lui demander de changer de poste de travail pour mettre des produits en rayon, quand il souhaite rompre avec la « monotonie » de tenir la caisse.

« Normalement, je travaille comme caissier, mais voilà, ... on a le pouvoir de négocier. C'est l'avantage de Carrefour. Bah voilà, pour moi avec notre conseillère ... bah voilà, tu peux demander, voilà (...) ! »

Eliseu, avant d'être caissier dans un hypermarché à Saint-Denis, se considère donc d'abord comme un sociologue. Il profite d'ailleurs de son activité professionnelle pour faire de la recherche. Pendant qu'il travaille, il réalise souvent des observations et prend toujours son journal de terrain avec lui, avec le projet de rédiger des articles sur le travail de caissier. Cela se ressent tout au long de notre discussion, que ce soit dans la montée en généralité de certains de ses propos, ou lorsqu'il évoque son article en cours d'écriture qui porte sur les questions que je lui ai posées sur ses relations avec ses supérieurs hiérarchiques. Cependant, cela ne conduit pas à une « concurrence » entre nous durant l'entretien concernant la recherche.

« C'était mieux pendant le confinement ! »

Quand nous abordons la question du confinement, Eliseu prend d'emblée ses distances avec un discours centré sur l'angoisse provoquée par la maladie. Il l'affirme : le Covid-19 ne lui fait pas peur. Il relativise ses effets sur la société, sur les populations mais aussi sur sa propre vie, en comparant cette épidémie à celle de la grippe espagnole. Même s'il ne le mentionne pas, l'Afrique australe dont il est originaire, est une région où les incertitudes sont nombreuses et qui a connu d'autres pandémies (tuberculose, VIH ...). Selon lui, la propagation d'un virus ne doit pas arrêter toute la société, et l'activité notamment doit continuer pour permettre au gens de survivre. Il ne comprend pas les personnes qui sont restées « cachées » pendant cette période.

« c'est que, on a un début, on a le moment du pic, ou le moment que ça va vraiment accrocher, et après ça va passer. Tu vois, donc c'est en fait ça, j'ai dit bah, la société, on va pas tous mourir ... »

Eliseu considère d'ailleurs la maîtrise partielle de la propagation du virus comme quelque chose de normal, qui ne devrait pas susciter une peur telle que celle qu'il constate autour de lui. L'ensemble des mesures prises par le gouvernement lui semblent ne pas avoir été très efficaces, et plus à contrecourant de ce qu'il fallait faire. Le principal thème qu'il développe à propos du confinement est alors son impact sur le travail.

« Comment est-ce qu'on va mener le travail pour arrêter la pandémie. (...) comment est-ce qu'on travaille ? Comment est-ce qu'on arrive à maîtriser la maladie ? Là, c'est le plus important. Et normalement, je crois qu'on pourrait bien sûr continuer à travailler tranquillement. (...) »

Pour Eliseu, le confinement a avant tout généré des changements au travail. D'abord, le nombre d'heures de travail au magasin a largement augmenté. De 17 à 18 heures de travail par semaine, il est passé à 26 heures. Certains salariés plus âgés, considérés comme personnes à risque, ont choisi d'arrêter leur travail. Cela a libéré du temps de travail dans le magasin. Eliseu a saisi l'opportunité d'augmenter sa paye en travaillant plus. Cela s'est fait sans que son contrat de travail ne soit modifié. En effet, étant étranger, il ne peut pas légalement signer de contrat avec un nombre d'heures trop important.

Les mesures prises par le magasin ont été mises en place au fur et à mesure et non pas dès le début du confinement, que ce soit le lavage des mains au gel hydroalcoolique, le fait de porter des masques, le nombre limité de clients dans le magasin, la présence d'une caissière par îlot au lieu de deux. D'ailleurs, les caissières ont dû faire face, comme ailleurs, à une pénurie de masques. Pourtant, Eliseu salue les responsables qui ont été présents et visibles durant le confinement.

Finalement, pour lui, le travail de caissière a été aussi une source de liberté et un espace de relations sociales contre l'isolement induit par le confinement. Il porte alors un regard très positif sur son activité, contrairement à ce qu'il déclarait sur son travail « hors confinement » au début de l'entretien.

« Et, le seul endroit où je [pouvais] aller, et voir des gens et discuter, entre guillemets, c'était au Carrefour ! »

Eliseu a également le sentiment que ses rapports aux clients se sont nettement améliorés pendant cette période, et ce même s'il a dû rappeler à l'ordre certains clients qui ne respectaient pas certaines mesures de « distanciation sociale ». Lorsque des conflits avec les clients ont émergé, il souligné qu'il a été soutenu par sa propre hiérarchie.

« Mais c'était quelque chose d'incroyable. » « Tous les trucs là, mais c'est incroyable que pendant le confinement, le comportement des gens était vraiment cool. »

Eliseu présente ainsi, lors de nos échanges, un témoignage plutôt positif de son expérience lors de ce confinement, dans lequel il euphémise sans doute les difficultés qu'il a pu traverser.

La nécessité de manger, trois voix autour du maraîchage local

Emilie Borné
Vincent Esclade
Joan Galleri

L'enquête commune sur le travail sur site pendant le confinement, lié à la crise sanitaire de la covid-19, nous a menés à nous intéresser au milieu professionnel du maraîchage local, soit par le biais du travail sur les marchés, ou pour la pratique agricole même. Nous rassemblons ici trois portraits d'enquêtés aux trajectoires et aux métiers différents, trois profils éclairant ce secteur particulier de l'agriculture en Île-de-France sous différents angles. Ces trois personnes ont chacune des spécificités dans la manière de faire face à la période du confinement, mais nous décrivent toutes trois une forte activité professionnelle, faite de transformations mais aussi de ventes importantes, alors même que le contexte est marqué par la fermeture administrative de nombreux marchés sur le territoire français.

Un premier travail autour d'une revue de presse (*Le Monde, Le Figaro, Libération*) sur le secteur agricole avec des mots clés s'y rapportant, le montre en difficulté, soumis à différents problèmes (débouchés, main d'oeuvre). Cette image, différente de celle rapportée par nos enquêtés, peut se comprendre comme celle de l'agriculture productiviste et de la monoculture. Ce secteur d'activité, représentant 2,2% de la production totale française¹⁶, peut sembler négligeable, non pris en compte dans l'enquête flash menée par la DARES¹⁷, ou non mentionné dans le rapport de l'enquête Coconel¹⁸. D'autres analyses¹⁹ se sont cependant attachées à mettre en évidence certaines spécificités du milieu agricole, un des secteurs, composé majoritairement d'hommes, ayant continué une activité forte pendant le confinement, comme la rémunération intérieure au salaire médian. Le rapport considère aussi ces métiers comme peu vulnérables économiquement, et si les maraîchers se disent peu en contact face à face, moins de 30%, des personnes du côté de la vente alimentaire sont quant à elles très exposées à des risques de contamination.

¹⁶ INSEE, *Tableau de l'économie française*, édition 2018.

¹⁷ DARES, « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre pendant la crise sanitaire Covid-19 », *Synthèse des résultats de l'enquête flash* – avril 2020.

¹⁸ Lambert Anne, Cayouette-Remblière Joanie, Guéraud Elie, Le Roux Guillaume, Bonvalet Catherine, Girard Violaine, Langlois Laetitia, « Le travail et ses aménagements : ce que la pandémie de Covid-19 a changé pour les Français », *Population et Sociétés*, n° 579, juillet 2020.

¹⁹ Flamand Jean, Jolly Cécile, Rey Martin, « Les métiers du temps du corona », *Note d'analyse*, France stratégie, n° 88, avril 2020.

Laurence, une cinquantaine d'années, gérante d'une petite exploitation agricole, rencontrée sur un marché par Emilie, avait l'habitude de vendre ses légumes sur le marché de Senlis dans l'Oise, mais sa fermeture lui a demandé de repenser son réseau de distribution en proposant des paniers, et un succès de bouche à oreille lui a permis de sauver et même développer son activité, qui augmente un peu sur la période.

Hyppolite, jeune homme de vingt-quatre ans, travaillait comme ouvrier agricole dans une exploitation maraîchère biologique de l'Essonne avant, pendant et après le premier confinement. Il relate le confinement de son point de vue de travailleur saisonnier, qui vivait dans son van sur l'exploitation. Une situation particulière, dans une ferme aux nombreux canaux de diffusion dont une vente à la ferme restée ouverte tout le long du confinement, y voyant une affluence record.

Delphine, notre troisième enquêtée, est âgée de vingt-cinq ans : c'est une étudiante qui travaille tous les dimanches sur le marché de Fontenay-sous-Bois, dans le Val-de-Marne, pour un maraîcher. Le statut particulier de ce marché, situé sous des halles mais à l'air libre, a permis sa réouverture dès la deuxième semaine de confinement. Depuis sa position de vendeuse en contact avec ses clients, mais qui n'est pas présente sur l'exploitation, elle nous rapporte un autre point de vue sur l'activité maraîchère produite localement, qui complète le trio.

Les trois enquêtes donnent à voir trois situations de travail très différentes dans le secteur du maraîchage local, de la production à la vente. La combinaison des différentes données, recueillies par les enquêteurs, a permis de dépeindre un autre visage du confinement à rebours de l'image de crise sanitaire et économique. Tout d'abord parce que l'activité économique a été maintenue et en augmentation dans ce secteur, mais aussi du point de vue social car ces espaces de travail ont été le théâtre de nombreuses interactions sociales parfois intensifiées, entre collègues ou avec la clientèle. Elles présentent un fort contraste avec les expériences du reste de la population confinée. Cependant ce mouvement ne s'est pas fait sans de réelles transformations dans l'organisation du travail, qui ont plus ou moins affecté les trois enquêtés, que ce soit dans leurs vies professionnelles ou personnelles.

S'il nous a été possible de tirer certaines lignes communes à partir des cas de nos trois enquêtés, la trajectoire personnelle spécifique de chacun nous donne à voir des manières différentes d'aborder la vie pendant le confinement. Tout d'abord dans leur rapport à ce moment de crise, les ressources morales des trois enquêtés sont très différentes : Laurence développe un discours autour de la " foi", une colère s'exprime de la part de Delphine, tandis qu'Hippolyte conforte un projet d'installation collective en maraîchage biologique.

Leurs rapports à l'actualité et leurs manières de s'informer peuvent aussi donner des pistes d'explication dans la manière dont ils ont vécu cette période, tout comme leurs discours sur la parole politique. Si Delphine est très critique, Hyppolite a une forme de confiance envers les actions du gouvernement, même s'il doute de certains choix économiques, là où Laurence s'inscrit dans une dynamique de lutte locale, autour

d'actions pour faire rouvrir son marché. Leurs situations géographiques différentes en est une autre, Delphine vit en milieu urbain et Laurence et Hyppolite en milieu rural sur une exploitation agricole.

Dans une enquête liée à la maladie Covid-19, celle-ci ne tient pas une place principale dans le discours de nos enquêtés, au contraire des effets du confinement comme la privation de liberté, pour Delphine ou sa non privation chez Hyppolite. Un autre sentiment qui prédomine chez eux est celui d'utilité, en tant que travailleurs qui apportent des éléments nécessaires à la vie : que ce soit vendre ou produire le « bien manger ». Ils associent un système de valeurs positives à la production locale, créatrice de lien social, ce qui leur permet de tenir dans cette période de crise.

Laurence : le confinement comme épreuve à surmonter dans la solidarité

Emilie Borné

Fin octobre 2020, moins d'une semaine avant le second confinement, je rencontre Laurence sur le marché de Senlis. Ni elle ni moi ne savons qu'un nouveau confinement va être mis en place ; c'est sûrement parce que, je le constaterai plus tard, elle a la même volonté que moi de s'éloigner des actualités pour se préserver. Elle a une cinquantaine d'années, une fille adolescente, et elle est avec son mari propriétaire d'une exploitation agricole d'une dizaine de salariés dans l'Oise. Ils vendent leurs fruits et légumes toutes les semaines, sur deux marchés différents. Mardi 8h30, vêtue d'une tenue pratique, polaire et bottes, elle est en train de tendre une corde sur des plots de signalisation pour matérialiser un espace entre l'étal et les clients du marché. Une semaine auparavant, elle avait accepté tout de suite de faire un entretien avec moi au sujet de sa situation professionnelle pendant le confinement. A mon arrivée elle me propose d'aller dans un café pour échanger plus au calme. Finalement, le café se révèle presque plus bruyant que la rue. Cela ne nous empêche pas de nous entendre, nous nous installons donc au fond, avec comme ambiance sonore une télévision, allumée sur BFMTV. Laurence commence tout de suite par me raconter comment elle s'est organisée pour faire face à la fermeture du marché.

Une adaptation rapide à la situation

Avant même l'annonce de la fermeture du marché, une idée avait déjà germé dans l'esprit de Laurence et son mari : pourquoi ne pas composer des paniers de légumes et les proposer à la livraison ? L'idée est tout de suite proposée aux clients du marché, et des cartes avec leurs coordonnées pour commander sont distribuées. Dès le début du confinement, à la mi-mars, la nouvelle organisation est lancée. Cela demande plus de travail, de temps, de préparation, de nouvelles compétences : une personne est recrutée pour assurer les livraisons dans la ville de Senlis, dont Laurence n'est pas assez familière. La nouvelle organisation demande une adaptation parfois difficile ; le travail est complètement différent de la vente sur les marchés. Pourtant, tout semble bien se dérouler et, selon Laurence, tout le monde dans l'entreprise est sur le pont, avec motivation et donnant de sa personne, malgré le stress et la fatigue. Tout au long de l'entretien, dès qu'elle aborde un sujet difficile, Laurence met en avant l'optimisme et la solidarité dont elle et son entourage ont fait preuve. Au fil des semaines, les commandes s'enchaînent et se font plus nombreuses, de nouveaux clients arrivent grâce au bouche à oreille. La livraison permet à Laurence et son mari de ne pas subir de perte de revenus ; au contraire, leurs revenus de la période se révèlent égaux à ceux de la vente au marché en période normale, voire parfois légèrement supérieurs. Contrairement à ce qu'on

pouvait voir dans d'autres milieux professionnels, le confinement n'est donc pas synonyme de perte de revenus pour Laurence.

Une mobilisation locale

Dans le discours de Laurence ne transparait pas de peur du virus, de contamination, ou d'inquiétude pour la situation. Elle n'exprime pas non plus de ressentiment ou de colère envers la situation et les décisions du gouvernement. Laurence, c'est une force tranquille. Pour autant, elle a des opinions et des engagements. Ainsi, elle se positionne clairement contre la fermeture des marchés. Son mari et elle se mobilisent d'ailleurs auprès de la préfecture : au cours de la période, ils appellent plusieurs fois le préfet pour lui demander de reconsidérer la fermeture des marchés, en insistant sur le fait qu'avec des précautions (masques, distances de sécurité), les marchés en plein air ne présentent pas particulièrement de risque de contamination. Laurence notamment ne comprend pas comment les supermarchés, grands espaces fermés où se croise beaucoup de monde, ont pu être autorisés à rester ouverts, alors que dans un même temps les marchés de plein air étaient fermés.

De plus, avant la fermeture du marché puis dès sa réouverture, Laurence a fait en sorte de respecter tous les gestes barrières et de prendre des précautions. Masques, gants (vite abandonnés parce qu'ils se sont révélés finalement peu hygiéniques), gel hydroalcoolique, matérialisation d'un espace entre l'étal et les clients pour qu'ils n'approchent pas trop ; les produits étaient uniquement touchés par Laurence ou ses collègues, disposés dans un cageot puis donnés aux clients. L'idée de nettoyer l'argent leur est même venue à l'esprit : ne disposant pas de lecteur de carte bancaire, ils étaient contraints d'être au contact de monnaie toute la journée. Ils ont tenté de laver pièces et billets en les immergeant dans une boîte remplie d'alcool, mais le séchage des billets s'est avéré trop fastidieux. La volonté de bien faire fait partie des traits de caractère de Laurence, mais en mettant en place toutes ces précautions, elle cherchait également à convaincre les responsables et notamment le placier que le marché pouvait rester ouvert si les gens respectaient les mesures barrières. Ainsi, les prises de position de Laurence concernant les mesures sanitaires, tout comme son engagement s'incarnent de manière locale et spécifique : c'est parce que cette mesure de fermeture des marchés la touchait directement en tant que maraîchère que Laurence a exprimé son mécontentement. Par contre, elle n'a pas émis d'opinion sur la situation globale vis à vis du Covid en France.

Le rôle essentiel des relations avec les clients

Le succès des livraisons de paniers, Laurence le doit en partie à ses anciens clients et ses habitués. Le fait que les clients aient été réceptifs dès le début à sa démarche a permis à Laurence de réussir ce pas de côté dans son travail. Les clients habitués, par le bouche à oreille, ont amené aussi de nouveaux clients, donnant au système de livraison de paniers une ampleur croissante. Il est possible que certains clients aient délibérément commandé des paniers dans le but de soutenir les moyens et petits producteurs comme

Laurence dans cette période difficile. A cet élan de solidarité s'est peut-être ajouté le mouvement du « mieux manger », qui prône le retour depuis quelques années à une alimentation plus saine, plus locale et touche notamment les plus jeunes. Laurence évoque cette évolution et considère que son métier joue un rôle essentiel en donnant envie aux gens de manger plus de légumes et plus localement, à travers la sociabilité particulière du marché, très différente des supermarchés :

« Après c'est pas tout le temps tout le temps mais, oui on ressent, y a même une recrudescence de jeunes. Qui viennent à notre étal. Alors qu'avant on les avait pas quoi. Je trouve que ce qui est important de voir c'est qu'il y a une communication. On leur dit, des fois, on leur parle de recettes, on les incite à manger mieux aussi, c'est tout bête mais des fois vous avez envie de manger des légumes mais vous avez pas la recette avec quoi. Donc à chaque petit légume, nous aussi on fait nos légumes à la maison on sait un peu, c'est un vécu, après on partage ce vécu c'est tout. »

La solidarité et la foi, des ressources dans l'épreuve

La traversée de cette période a également été facilitée par l'entourage professionnel et familial de Laurence. Elle salue la réactivité de ses collègues et employés, qui ont comme elle continué à venir travailler avec motivation et se sont adaptés, non sans difficulté mais avec bonne volonté, à la nouvelle organisation de travail. Elle décrit l'émergence dans l'entreprise, de façon naturelle, d'une solidarité qui était nécessaire à la complexité de la situation. Son entourage lui apporte un très grand soutien, à la fois pour effectuer le surplus de travail, et pour surmonter la maladie de son mari. Sa famille s'organise autour d'elle pour lui apporter aide matérielle et affective : sa fille adolescente « fait tout à la maison » et son mari, bien que souffrant, constitue le soutien moral de Laurence et de la famille, en relançant la motivation des uns et des autres dès que c'est nécessaire :

« oui c'est ça que je voulais vous raconter, c'est qu'en fait quand même malgré sa maladie il nous portait derrière, il nous a soulevé des énergies que on aurait pas cru. Vous voyez c'est lui qui nous a portés psychologiquement quoi. Il nous a dit bha surtout vous tombez pas, voilà, redressez vous si ça va pas... »

Il faut tenir. Il ne faut pas faiblir. Il faut être solidaire. Cette force mentale, Laurence la puise auprès de son mari et également dans sa foi. Elle explique que dans cette occasion, le fait d'être croyante l'a aidée à tenir du point de vue psychologique et à garder de l'espoir. Dans la traversée douloureuse qu'elle a effectuée, où les difficultés soudent l'entourage, on sait qu'il faut continuer malgré tout pour s'en sortir :

« Bon après, c'est vrai que la maladie a été là, ce qui a fait que les gens ont pensé à moi, ont pensé à mon mari, c'était un peu plus, un peu plus de proximité, mais c'était agréable aussi. Les gens échangent vraiment, ils participent plus, ils sont plus, oui, y a quelque chose y a un échange, y a un vrai échange. C'est quelque chose de magnifique quoi, moi j'ai la foi et je pense que, à travers la foi des fois on a, on a les yeux pour voir tout ça quoi. Heureusement c'est ce qui sauve. 'Fin ça sauve pas la foi mais, c'est pas ça que je veux dire mais ça peut sauver des gens de situations quoi... »

Emilie : Ça aide.

Laurence : Oui ça aide bien sûr. De croire en ces choses là oui bien sûr. »

Dans tout son discours, la période du confinement et la maladie de son mari apparaissent comme une même épreuve, une souffrance à traverser sans faiblir, tout en soutenant ses proches et en étant solidaire avec les autres.

Hippolyte : vivre mieux dans le « monde parallèle » de la ferme

Vincent Esclade

« *Je sais pas comment définir ce lieu* » me confie Hippolyte lors de notre entretien à propos de la ferme Lepain, située en Essonne à proximité de la vallée de la Tanneuse, où il a travaillé entre septembre 2019 et octobre 2020 en tant qu'ouvrier agricole. Cette phrase exprime la complexité à saisir ce « *lieu* » aux multiples facettes, où Hippolyte a vécu la période du confinement lié à la crise sanitaire du covid-19 entre mi-mars et mi-mai 2020. Le portait que fait de lui-même ce jeune homme de 24 ans, solitaire, peu inquiet par la maladie, peu conformiste, voire prenant un certain plaisir à se déplacer quand même, brisant les règles, se révèle finalement plus complexe.

Travailleur saisonnier puis enquêteur, un terrain déjà connu

J'ai rencontré Hippolyte en août 2020, quand j'ai rejoint l'équipe de la ferme. Elle emploie des ouvriers agricoles, entre 5 en hiver et jusqu'à 15 en été, un chef de culture, un gérant et des vendeuses, majoritairement des femmes. Au moment de faire le choix d'un enquêté, j'ai combiné plusieurs critères : le fait de travailler à la ferme avant le confinement, le fait d'avoir moi-même travaillé avec la personne, le fait d'occuper un poste de travail positionné dans le bas de l'échelle sociale. L'entretien en lui-même s'est déroulé dans un climat détendu de rires entendus. Cependant certains moments de gêne sont venus émailler cette discussion, comme autour de la question de la manière de s'informer, où entre ma position d'enquêteur, étudiant en sociologie, et le fait qu'Hippolyte se dévoile peu en général, ont rendu les réponses hésitantes. Les nombreuses interactions à la fois professionnelles et personnelles dont j'ai été témoin sont autant d'observations qui viennent nourrir ce portrait.

Un retour à un territoire connu après des années nomades

Hippolyte est un jeune homme de 24 ans, dont la trajectoire résidentielle est faite de différents déplacements. Après avoir grandi dans la ville limitrophe de la ferme Lepain, il déménage vers 13 ans dans le sud-est de la France. Il reste attaché à ce territoire où il conserve amitiés fortes et liens familiaux. Son père ingénieur météorologue dans l'industrie nucléaire et sa mère infirmière ont grandi dans le département. Après l'obtention de son bac ES, sans mention, il se décrit comme « *perdu* » mais déjà intéressé par le secteur agricole. Pendant un an il mêle voyage et travail grâce aux woofings²⁰ puis reprend ses études, un BTS agricole, en Lozère, loin de sa famille. Cette formation,

²⁰ Le wwoofing (Wwoof : Worldwide Opportunities on Organic Farms) consiste à donner de son temps en participant à des tâches diverses auprès des exploitations agricoles biologiques ; en contrepartie le ou la « woofers » est logé-e et nourri-e.

destinée à des conseillers bancaires dans le milieu agricole, lui permettra d'effectuer un stage comme ouvrier agricole dans une exploitation maraîchère, qui confirmera sa volonté de « *rester là-dedans* ». A la suite de son diplôme il effectuera pendant un an une nouvelle période de voyage.

A son retour, Hippolyte souhaite se rapprocher du milieu agricole, mais aussi de ses amis, en choisissant l'Ile-de-France, et effectue un service civique à Nanterre dans un jardin éducatif. Son arrivée à la ferme Lepain, il la doit à son cousin Raphaël, qui y travaille déjà et vit dans le même village : il s'agit donc d'un retour dans un environnement connu au plus proche de son réseau d'amis gardé depuis son adolescence. Cette situation familière lui permet de trouver un logement facilement chez une de ses grands-mères, dans cette zone géographique où les loyers sont élevés. Les catégories sociales les plus représentées sur la communauté de commune sont les retraités, puis les cadres et professions intellectuelles et les professions intermédiaires avec des revenus moyens élevés (INSEE). Son statut d'ouvrier agricole payé au SMIC horaire lui permet d'obtenir un revenu fluctuant en fonction du nombre d'heures effectuées. Hippolyte enchaîne les contrats à durée déterminée, il ne comptait rester travailler que quelques mois à la ferme mais s'y est finalement « *un peu trop plu* ».

Il souhaitait au départ quitter la ferme Lepain début février 2020 pour voyager en Australie. Le début de l'année 2020 ouvre de nouvelles perspectives avec un projet d'installation en maraîchage avec une amie et son cousin dans le Loir-et-Cher à Saint-Fiacre, mais pousse aussi à s'adapter avec l'arrivée de la crise sanitaire. Ces deux événements, ainsi que les incendies de l'époque, le poussent à annuler son voyage. Il repense donc l'organisation de son année et dans la perspective de ce projet d'exploitation agricole en groupe, décide de rester à la ferme Lepain plus longtemps. C'est aussi à ce moment qu'il décide d'acheter un van aménagé dans lequel il pourra vivre et qui lui permettra de « *dormir ailleurs quand, dès que j'en avais envie* ». Cette envie de longue date se retrouve dans les pratiques d'autres membres de sa famille comme son père ou sa sœur.

Le « monde parallèle » de la ferme Lepain, un espace de travail et de socialisation

La ferme Lepain offre un espace étendu, 10 hectares pour le maraîchage, en limite du village. Les maisons de la famille Lepain se trouvent à côté, avec deux hangars, dont un où se trouve l'espace réfectoire. Ce dernier est constitué d'une cuisine donnant sur une sorte de jardin clos laissé à la disposition des salariés. Cet espace permet aussi d'accueillir les saisonniers, soit dans le mobil-home installé dans le jardin ou en tentes sur le reste de l'espace, deux y étaient plantées à mon arrivée. Au milieu du jardin est installée une table pour les repas. Attenantes à la cuisine se trouvent deux toilettes et une salle de bain. L'ensemble donne un lieu spacieux, ouvert, accueillant et rassembleur, dont Hippolyte vante le confort. Il peut y garer son van et accéder aux commodités dont son habitat peut manquer. Le deuxième hangar, situé à proximité des terres agricoles, accueille la vente à la ferme et abrite les pièces réfrigérées pour conserver les légumes, ainsi que le matériel. C'est aussi un espace laissé par Pierre à notre disposition, gage de

sa confiance, pour l'organisation de fêtes. Cet environnement permet aux employés de la ferme de se retrouver et construire une dynamique sociale et festive. Cette ambiance doit beaucoup à Pierre, qui affirme sa volonté de construire une atmosphère positive et agréable. Hippolyte la décrit comme « *relax* », « *détente* », et « *cool* » et rend plus agréables les tâches parfois répétitives, longues et physiques.

C'est dans ce cadre de travail favorable à la construction de liens amicaux et sociaux, qu'arrive la période du confinement. Pierre a décidé pour la première année d'augmenter le nombre d'ouvriers saisonniers pendant l'été, ce qui permet que chacun travaille moins d'heures afin de limiter la fatigue. Hippolyte vit dans son van installé dans le jardin. Cette situation résidentielle et professionnelle spécifique, où lieu de vie et de travail se confondent, fait de lui un travailleur sur site en temps de confinement sans avoir besoin de se déplacer. Il est d'une certaine manière confiné sur son lieu de travail au grand air. Tout comme l'atmosphère sociale de la ferme atténue la pénibilité du travail, la période de confinement d'Hippolyte est auréolée d'une image positive. Les collègues n'ayant « *rien à faire chez eux... le soir* », restent entre eux après le travail pour les « *apéros* » et passent encore plus de temps ensemble. De plus, le travail dans les champs et l'espace commun ouvert donnent la possibilité de passer la journée en extérieur, loin de l'image de la vie confinée.

C'est à travers ce prisme que se construit ce sentiment de « *monde parallèle* » autour de la ferme, et qui fait dire à Hippolyte, « *je n'étais pas malheureux pendant le confinement* ».

Un rapport au confinement et ses effets dans la distance

A travers les propos d'Hippolyte, une bulle positive semble entourer et protéger la ferme, laissant les effets négatifs du confinement et de la maladie aux "autres", ceux en dehors de la ferme. Ses déplacements pour faire les courses ou pour le travail lui rappellent ce qui se passe à l'extérieur, où les gestes et autres mesures barrières se mettent en place et où il doit porter son masque. Il se décrit aussi comme « *une bouffée d'air frais* » lorsqu'il voit des amis pour qui le confinement est pesant.

Au fil des questions cependant, une image plus complexe se dessine, dans laquelle Hippolyte a aussi subi les effets du confinement. Tout d'abord, sa réembauche en mars, après la fin de son contrat suivi d'un mois de vacances, est retardée. Il doit travailler quelques temps sans être déclaré, le dialogue et les démarches avec le comptable étant difficiles. La teneur du travail change aussi pour Hippolyte, la préparation des paniers des AMAP²¹ prend une plus grande place dans son travail, ces derniers devant être constitués à l'avance et non livrés en vrac. Le temps de travail dans les champs en est diminué d'autant, alors qu'avec le printemps arrivent les plantations pour l'été et l'automne. Le maintien des livraisons aux AMAP se fait aussi dans une certaine incertitude. Les salles communales habituelles étant fermées, il faut trouver de

²¹ AMAP : Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.

nouveaux lieux où livrer, en changeant parfois d'une semaine à l'autre pour éviter les dénonciations par des voisins. La vente à la ferme est aussi complètement remodelée spatialement afin de respecter les mesures de distanciation sociale. Les pauses déjeuners entre certains salariés ont été décalées, pendant un temps, pour éviter trop de croisements dans la cuisine. Pierre a aussi laissé le choix aux salariés, au début du confinement, de rester travailler ou pas.

Toutes ces transformations n'ont cependant pas été que négatives. La vente à la ferme a connu des records d'affluence, les horaires ont même été étendus pour l'occasion et sont restés les mêmes depuis. De nombreux bénévoles sont venus aider pendant la période, amapiens et autres personnes travaillant dans la restauration qui se trouvaient au chômage partiel. Ces nouveaux arrivants dans la bulle de la ferme rappellent l'existence des mesures barrières ; les amapiens par exemple se tiennent à distance. Pierre décide aussi de continuer à embaucher les saisonniers pour l'été et c'est même à cette époque qu'il décide d'augmenter son nombre de saisonniers habituel, montrant une certaine confiance et une volonté d'expansion. Pour Hippolyte, la semaine se termine souvent par des week-ends à Saint-Fiacre, pour travailler sur son projet d'exploitation en groupe, complétant la dynamique positive.

D'un point de vue plus personnel, Hippolyte semble garder une distance avec la situation sanitaire, par exemple en s'informant à travers des pages de médias parodiques sur les réseaux. Il met en place différentes stratégies pour combattre certains autres effets du confinement, comme l'utilisation de jeux en réseau qui lui permettent de garder le contact avec certains amis. Il se détache vite des informations et des chiffres pour ne pas "ressasser". La maladie semble être aussi lointaine ; Hippolyte me dit ne pas y avoir « été confronté personnellement », mais il me parle pourtant de personnes de sa famille qui ont eu la Covid-19. Il ne s'inquiétera pas non plus pour sa mère, infirmière qui travaille en ESAT²² sur site pendant le confinement. Lui-même sera le sujet de l'inquiétude et de la réprobation de sa famille, en raison de ses déplacements à Saint-Fiacre, mais aussi de la part des amis qui l'accueillaient au début du confinement avant d'aller vivre dans son van. Au sein de l'univers de la ferme, il se fait discret. Entouré de personnes critiques, sceptiques et d'autres plus angoissées ou concernées, il prend peu la parole. Je suis surpris quand il me confie être confiant dans les tests, les gestes barrières et les autres règles sanitaires, et dans l'action gouvernementale, tout en admettant attendre le retour du temps d'avant ce confinement toujours bien présent.

²² Etablissement et service d'aide par le travail.

Delphine : entre nécessité, plaisir et colère sur le marché de plein air

Joan Galleri

Delphine a installé son ordinateur dans son séjour-cuisine, où elle décortique des châtaignes tout au long de notre entretien. Elle s'en amuse et notre échange est chaleureux.

Delphine est une femme âgée de vingt-cinq ans, qui vit dans un studio aménagé au premier étage d'une maison de ville dans un quartier résidentiel de Montreuil. Titulaire d'une licence et d'un master d'Histoire de l'Art, elle prépare depuis plusieurs mois une thèse qu'elle espère débiter en septembre 2021. En attendant, et afin de financer sa vie montreuilloise, elle enchaîne – et parfois cumule – plusieurs stages et emplois. Si depuis son entrée en master, la majorité d'entre eux se situent dans le domaine de la culture, elle est aussi employée depuis quelques années par un agriculteur-maraîcher afin d'assurer la vente de fruits et légumes sur le marché de plein vent situé à Fontenay-sous-Bois, dans le Val-de-Marne le dimanche matin. Il s'agit d'une activité rémunérée que Delphine dit exercer avec plaisir, dans la mesure où elle apprécie le contact avec la clientèle du marché ainsi qu'avec le monde agricole.

Un marché exceptionnellement autorisé à ouvrir

L'entretien s'est orienté rapidement vers le marché de Fontenay, qui n'a été fermé que le premier dimanche du confinement, avant de rouvrir dès le 29 mars 2020. Selon Delphine, c'est la situation géographique du marché, qu'elle décrit comme largement ouvert, au beau milieu de sa place et sans rien autour de lui, qui ont rendu possible sa réouverture.

« Tous ces marchés-là ont fermé pendant le confinement. Sauf ce marché, le marché de Fontenay-sous-Bois qui est resté ouvert, excepté la première semaine des mesures parce qu'il était un peu... ils n'étaient pas très organisés. »

Les gestes barrières et les différents dispositifs sanitaires ne semblent pas avoir eu d'effet négatif sur la fréquentation du marché. La clientèle a toujours été fidèle au rendez-vous chaque dimanche – voire même plus nombreuse du fait de la fermeture des marchés aux alentours. Afin de garantir le maintien du marché, le maraîcher qui emploie Delphine a dédoublé son étal, ce qui a nécessité plus de manutention et donc plus de main-d'œuvre. Le temps de présence de Delphine sur le marché a donc augmenté, ce qui lui a permis d'accroître ses revenus durant le confinement.

Préserver sa liberté de mouvement grâce au travail

Delphine répond aux différentes questions concernant son activité pendant le confinement avec un certain entrain. De son point de vue, la situation exceptionnelle que

représente la période n'a pas créé de tensions et ce ni avec les clients, heureux d'interagir avec des personnes en dehors de chez eux, ni avec ses collègues et son employeur, pour qui le maintien de l'activité a été source de satisfaction plus que d'angoisse. Au début, explique Delphine, les mesures sanitaires ont été respectées puis au fur et à mesure le masque était moins porté :

À partir d'un moment, il y a eu un relâchement sur les masques, moi y compris. Parce que, c'est difficile de tenir les mesures avec la même (bruit de prise de gorge)... rigueur de bout en bout. Donc oui, à partir d'un mois, on avait quand même un petit relâchement. Enfin, un mois, c'est-à-dire, mai-juin. Et après l'été... c'est vrai que cet été, on était sans masque, donc bon...

A la question de savoir si par son métier elle se trouvait en « première ligne » face à la pandémie, Delphine se montre dubitative. Si elle reconnaît volontiers le caractère impérieux des métiers de santé, elle-même n'a pas vécu le sien comme particulièrement dangereux :

Pour les soignants, parce que les soignants, je pense qu'ils sont constamment exposés. Mais je ne connais pas trop... Je n'ai pas été à leur place. Mais je pense que pour les gens qui travaillent dans les commerces, en tout cas, il y avait moyen facilement d'être protégé. Quand tu travailles en supermarché, où tu es à ta caisse... bah si tu as la bonne volonté de mettre du gel souvent et que tu l'as à ta place, tu as moins de risques.

Delphine raconte qu'elle n'a pas eu peur de tomber malade et qu'au contraire, le fait de pouvoir sortir de chez elle, de se rendre à vélo à Fontenay-sous-Bois et de continuer à côtoyer ses collègues a été une source de joie et un soutien psychologique. La seule crainte qu'elle exprime concerne son grand-père, à qui elle livrait de la nourriture en bas de la maison de retraite :

Je devais livrer les courses de mon grand-père maternel à Vincennes. Parce que j'habite vraiment à cinq minutes. Et du coup, je me disais : « ah lala, mais si, si je l'attrape au marché et tout ». Donc en fait, j'étais assez inquiète de retourner de retourner au marché et je faisais vraiment attention. Et j'ai continué de livrer mon grand-père et, au bout d'un moment, lui-même, il en a eu marre. Il avait envie d'avoir un prétexte pour sortir donc j'ai arrêté de le livrer et j'ai fait moins attention.

Un jugement sévère sur la politique sanitaire

Cependant, Delphine a mal vécu le confinement et la privation de liberté qu'il sous-entend. Son enjouement, teinté parfois d'un relativisme, laisse peu à peu place à une certaine colère lorsqu'il s'agit d'évoquer le contexte lui-même. Delphine explique que le confinement annoncé le 17 mars intervient dans une période déjà difficile à vivre. Delphine était affectée par le décès d'un proche lorsque le gouvernement a annoncé des mesures sanitaires. La poursuite de son activité sur le marché de Fontenay a été un élément positif pour Delphine, en nourrissant son besoin essentiel de liberté.

Ses mots sont durs à l'égard du gouvernement et de ses décisions jugées comme contradictoires et liberticides : « J'ai beaucoup de mal... sur la restriction des libertés, sur les contradictions... ». Elle pointe du doigt le ton « paternaliste » ainsi que le vocable guerrier du président, qui participent à créer ce sentiment de colère qu'elle décrit à plusieurs reprises lors de l'entretien : « Une guerre, d'un temps exceptionnel, avec des efforts exceptionnels à faire pour combattre cette guerre, enfin pour gagner la guerre. Ce n'est pas quelque chose que j'approuve ».

La relation à l'information est un autre des points qu'elle soulève. Si, dès le début, Delphine suit la progression numérique de la pandémie ainsi que les autres informations diffusées par les principaux canaux médiatiques, elle finit par se sentir intoxiquée au point de décider, à l'approche d'un possible second confinement, de se tenir loin de l'actualité : « là, ça fait vraiment une semaine que je regarde plus les chiffres mais d'habitude je regarde toujours les cas. Le nombre de cas et le nombre de décès. [...] Du coup, je suis complètement déconnectée, vraiment, de l'épidémie depuis une semaine ».

Ainsi, si l'activité de Delphine sur le marché de Fontenay a constitué un élément positif pendant la période de confinement, elle est très critique sur la gestion gouvernementale de la crise et sur le fait d'avoir été privée de liberté. Au cours de l'entretien, l'optimisme immédiat de Delphine est contrebalancé par les perspectives globales, par exemple en ce qui concerne le sort de la culture.

L'entretien se termine cependant sur une note sereine de Delphine quant à ses perspectives actuelles :

J'avais beaucoup moins de revenu. Et puis, j'avais déménagé donc ça faisait beaucoup de frais et moins de revenu donc là c'était plus compliqué. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Après je sais que je vais bien être occupée parce que je prépare une thèse, donc c'est parfait ça pendant un confinement. (rire).

Delphine aborde le second confinement en continuant d'exercer son activité sur le marché mais aussi en poursuivant un service civique à la mairie de Paris qui, s'il devait à l'origine concerner l'animation d'activités avec des enfants, s'est transformé en un service civique associant entretien et jardinage au Parc Floral. Une combinaison qui comble le besoin insatiable de liberté de Delphine, pour qui le contact humain ainsi que le lien étroit avec la nature sont une priorité.

Prendre soin des autres et prendre soin de soi

Faouzia Abdallah Mze
Riwadi Adinani
Leila Mansouri
Catherine Massana

Le confinement du printemps 2020 lié à la crise sanitaire a bouleversé la vie sociale à tous les niveaux sur les plans sanitaire, social et économique. Il a affecté la société dans ses structures, dans son fonctionnement collectif, altérant les rapports humains et se manifestant à travers une grande disparité de réactions individuelles.

Les enjeux inhérents au confinement ont été vécus par nos interviewé.es avec des répercussions sociales et économiques différenciées selon les réalités de chacun.e. Mais pour toutes et tous, ce moment constitue une rupture avec un avant et un après. Comment nos enquêté.e.s ont pu s'adapter à ce nouveau contexte de travail inédit ? Comment ces ruptures peuvent-elles être observées ? Comment appréhender les bifurcations sociales qu'elles engendrent ? Dans quelle mesure peut-on repenser des formes de resocialisation à travers les nouveaux réaménagements que cela implique ?

Nos quatre portraits sociologiques sont réunis autour de la thématique « du soin », qui revêt ici plusieurs sens : soin médical, soin caritatif, soin social. Ces différents angles d'observation sont adoptés à travers les cas de ces enquêté.e.s rencontré.e.s pour des entretiens semi-directifs dans le cadre de l'enquête collective des professions mobilisées pendant le confinement.

Engagement au travail et discours de vocation pour faire face à la peur

Nos enquêté.es exercent des métiers liés au soin et plus largement, au *care*. L'un est interne en psychiatrie, une est aide soignante, une autre aide à domicile et enfin une est R.E.V. (Responsable éducatif ville). Si les métiers d'aide soignante et interne en psychiatrie sont directement liés au soin et à la santé mentale, les métiers d'aide à domicile et de responsable éducatif ville relèvent de la prise en charge non médicale d'autres personnes : enfants, personnes âgées, personnes sous tutelle. Il est question de prendre soin des autres.

Le rôle social qu'ils-elles exercent dans la société revêt une importance particulière pour les enquêté.es dans ce contexte de crise sanitaire, puisque Hamadi, l'interne en psychiatrie, dit se sentir « inutile » lorsqu'il est placé en quarantaine. Sandia, l'aide soignante, elle évoque même son « devoir » à exercer pendant la pandémie. Carole, la Responsable éducatif ville, dit oublier la Covid-19 lorsqu'elle se trouve en présence des enfants.

Nos enquêté.es savent qu'ils prennent des risques en étant au service d'autrui. Certains le vivent avec des craintes et d'autres les ignorent. Certaines comme Layla et Carole ne

veulent surtout pas céder à la panique autour de la pandémie, mais ce n'est pas le cas de Hamadi, l'interne en psychiatrie qui avoue avoir peur. Plusieurs raisons peuvent expliquer son angoisse, le fait qu'il ait cru avoir la maladie mais aussi son rapport à la migration. Il venait d'arriver en France pour effectuer un stage lorsque les contaminations de Covid-19 ont augmenté. Il pensait alors à sa famille, vivant en Tunisie et qui n'avait pas les mêmes moyens et accès aux soins.

Mais toutes et tous ont continué leurs missions avec courage : à travers le travail de soin ou d'attention envers les autres prodigué par nos enquêté.es, pendant le confinement, il et elles mettent en avant leur vocation.

Se dévouer sans protection

Pourtant ce rapport vocationnel au travail pour autrui n'entraîne pas une indifférence quand aux conditions dans lesquelles il s'exerce : la question du matériel de protection a été au cœur de nos enquêtes, avec des différences importantes. Dans les structures publiques, le matériel n'a pas manqué. L'interne en psychiatrie d'un hôpital et la responsable éducatif ville n'ont rien dénoté de cet ordre-là. Pour Carole, un protocole spécial a été mis en place pour prendre en charge les enfants à l'école : la cantine fermée, toutes les fenêtres des salles utilisées ouvertes, l'école « coupée » en deux, zones fermées et zones ouvertes, prise de température des aliments froids à la cantine, et des masques, du gel et des blouses étaient disponibles pour les adultes. Pour Hamadi, l'interne en psychiatrie, une unité spéciale Covid-19 a été mise en place pour traiter les personnes atteintes par le virus, la cellule Orion, et des tenues de protection ont été données aux soignants.

Par contre dans les structures privées ou libérales, des manquements ont été observés. Dans la clinique de Sandia, il a fallu que le personnel revendique des mesures renforcées face à la pénurie de masques et de surblouses, et les blouses et masques jetables ont dû être stérilisés et réutilisés. Layla, aide à domicile travaillant pour une agence du service à la personne, a dû utiliser son propre matériel. Elle s'est donc fourni en gel et en masques et a dû réclamer des gants à son employeur. Elle a eu le sentiment de faire partie des « grand·es oublié·es » parmi les travailleurs et travailleuses du confinement.

Un travail en premier ligne qui n'exclut pas une fragilisation économique

Bien qu'ayant travaillé durant cette première phase de confinement, deux des personnes rencontrées ont déclaré avoir été fragilisées économiquement. Certain·es qui exercent des professions précaires en termes de rémunération ont vu leur salaire diminuer. C'est le cas de Layla qui a vu sa rémunération baisser, car elle est payée à l'heure. Certain·es de ses clients ont arrêté définitivement les prestations de service durant le confinement, d'autres les ont arrêtées temporairement et repris après le confinement et d'autres les ont continués. Alors qu'avant le confinement, elle avait environ 7 patients dans la semaine, elle s'est retrouvée avec 3 patients par semaine pendant le confinement.

Carole, 54 ans, qui a deux métiers à temps partiel, comédienne et R.E.V. (Responsable éducatif ville) dans un groupe scolaire à Paris 20^e, a perdu l'un de ses emplois et une de ses sources de revenus, en dépit des aides de l'État envers les professions culturelles.

Même si les conditions sanitaires ont rendu le travail de nos enquêtés complexe, en créant une rupture avec leur organisation précédente (avant Covid), une chose n'a pas été "rompue", c'est leur dévouement : prendre soin des autres a aussi été, en dépit des risques élevés de contagion, une manière de prendre soin de soi, en étant actifs·ves et utiles face à une situation très difficile et angoissante, comme il et elles l'expriment, chacun·e à sa manière.

Sandia : faire son travail d'aide-soignante, entre sentiment du devoir et « réquisition »

Faouzia Abdallah Mze

Un entretien chaleureux, comme « en famille »

Dans le cadre de notre enquête collective, j'ai choisi d'étudier la situation des aides-soignantes qui ont travaillé pendant le premier confinement de mars 2020, période très tendue de la crise sanitaire. Après plusieurs tentatives infructueuses dans mon entourage, j'ai été mise en contact par ma belle-sœur avec sa tante, aide-soignante à Marseille, qui a travaillé à cette période. Celle-ci a accepté de faire l'entretien avec moi, un samedi, jour où elle a un peu de temps entre ses contraintes professionnelles et domestiques. L'entretien s'est fait par téléphone car nous étions de nouveau confinés, samedi 7 novembre 2020 après-midi, et a duré un peu moins d'une heure. Bien que nous ne nous connaissions pas auparavant notre relation enquêtrice-enquêtée a été bonne. J'étais à l'aise au téléphone et elle aussi. La prise de contact était fluide et rapide, comme si nous nous connaissions déjà dans la « vraie vie ». J'ai perçu Sandia comme une femme très gentille, souriante, ouverte d'esprit et au grand cœur. Je pense qu'elle m'a considérée comme un membre de sa famille, sa nièce par exemple, qui avait besoin d'aide afin de valider un cours. Son langage était normal, il n'y avait pas de formes de domination, c'était comme si on discutait normalement, qu'elle me racontait un peu de son vécu professionnel pendant le confinement. J'ai senti que Sandia était très enthousiaste, qu'elle avait hâte de me dire tout ce qu'elle savait par rapport au Covid-19. J'ai aussi perçu que mon enquêtée est une personne passionnée de ce qu'elle fait et qui aime partager son expérience professionnelle. Elle était très contente et à la fin de l'entretien m'a dit « j'espère que j'ai bien répondu à toutes tes questions » en souriant.

Sandia est d'origine comorienne, comme moi. Elle est née à Madagascar, mais vit en France depuis son jeune âge. Elle est mariée et elle a sept enfants, six filles et un garçon. Son mari est comorien également et travaille lui aussi dans le domaine de la santé, dans la stérilisation et la livraison de matériel médical à domicile. Sandia a la cinquantaine, elle n'a pas fait des études supérieures, mais une formation d'aide-soignante qu'elle a suivie après sa classe de troisième. C'était une formation d'un an mise en place par la mission locale de Marseille. Elle a obtenu son diplôme en 1992 et a travaillé dans une maison de retraite, puis dans une agence d'intérim avant d'être embauchée dans la clinique où elle travaille encore aujourd'hui. Elle y est entrée comme intérimaire, dans plusieurs services et depuis elle n'a pas quitté la clinique. Elle a fait différentes choses comme de la stérilisation et aujourd'hui est aide-soignante dans un service de dialyse. Elle se sent à l'aise dans son poste, et aime bien ce qu'elle fait. Il y a deux équipes dans son service, cinq infirmières et deux aides-soignants dans chaque équipe et pour vingt

patients. Sandia travaille 3 jours par semaine et un samedi sur deux et cela n'a pas changé pendant la période du premier confinement ; son mari travaillait pour sa part du lundi au vendredi pendant cette première phase de la crise sanitaire.

Quand le devoir s'impose : décision, peur, organisation familiale

Quand j'ai demandé à Sandia quelles étaient les raisons qui l'ont poussée à continuer à exercer son métier pendant le confinement, si c'était un « choix personnel » ou si cela avait été imposé par la clinique elle m'a répondu que c'était un « choix personnel » mais dans ses propos j'ai compris qu'elle ne le percevait pas comme un « choix » mais comme une obligation morale inhérente à son métier, mais aussi que cela avait été en partie imposé. Ce « choix » ne semble pas avoir été difficile mais n'était pas non plus « personnel » :

« Bah en fait, choix personnel oui parce qu'on était déjà dans le terrain...euh on n'est pas assez nombreux pour dire que, on reste à la maison. Mais un choix personnel... En vrai, on n'avait pas trop le choix aussi, on était pris au piège, on n'avait pas le choix. C'était comme ça, en choisissant ce métier... euh on n'avait pas le choix. On devait être là, on avait besoin de nous, voilà, on était là. Alors on était toutes là. Après [notre supérieure] pouvait nous arranger un petit peu par rapport aux enfants, le planning. Mais ça, c'était un choix que moi, j'avais choisi. Mais sinon on était tous là. (...) On était réquisitionnés en fait. Tous les aides-soignants, les infirmiers, on était réquisitionnés, tout ce qui était santé personnelle de santé, on était réquisitionnés. On faisait partie dans notre clinique des gens qui étaient réquisitionnés ».

Ces propos sont paradoxaux. On comprend d'une part qu'en choisissant le métier d'aide-soignante, elle acceptait de prendre des risques afin d'aider les patients : d'où le sentiment de devoir. Mais d'autre part, elle dit qu'ils étaient « réquisitionnés ». Je pense que si elle a employé le terme réquisition, elle l'utilise au sens où la situation sanitaire ne leur permettait pas de rester avec leur famille pour se protéger du virus, parce qu'ils n'étaient pas assez nombreux dans le service de dialyse. Ils n'avaient pas d'autre choix que de continuer à remplir leur devoir et à prendre toutes les précautions nécessaires afin de se protéger et protéger leurs familles. La clinique avait besoin de tout son personnel sans exception.

La question de la peur de la contamination et de la transmission du virus ne domine pas les propos de Sandia. C'était un sentiment normal et elle a partagé cette crainte mais cela n'a pas envahi son quotidien, ni chez elle ni dans son lieu de travail. Elle et son mari avaient bien sûr le souci de ne pas « amener » le virus dans leur foyer. Pour réduire le risque de contamination, ils avaient leurs propres méthodes pour épargner leurs enfants.

« Je pense que tout le monde avait peur, on prenait nos précautions, alors moi qu'est-ce que j'ai fait, alors moi le matin, j'avais trois vêtements que je mettais que pour aller travailler et quand j'arrivais, je ne les faisais pas rentrer dans la maison, je me changeais..., j'ai une cour, je me changeais dans la cour. Je laissais tout dans la

cour, et les chaussures et tout ça, et mon mari... On ne mettait rien à l'intérieur de la maison, on laissait tout à l'extérieur de la maison et puis après vous savez, on allait se doucher et voilà quoi. On faisait ça pendant des mois. Et au bout de 3 à 4 jours, on lavait nos vêtements, on lavait que nos vêtements, nos vêtements de travail. Vis-à-vis des enfants, oui on faisait attention à ça, moi je désinfectais beaucoup, que ça soit à la maison ou au boulot on désinfectait tout, les portes voilà, on essayait de se protéger comme on pouvait quoi. Et pour l'instant ça a l'air de marcher, car pour l'instant, je ne l'ai pas attrapé. »

De ce fait, une organisation familiale s'est imposée lorsqu'ils ont su qu'ils allaient travailler tous les deux. Le mari de Sandia travaillait du lundi au vendredi et Sandia travaillait trois jours par semaine. Elle prenait en plus de ses jours de repos un jour chaque semaine pour s'occuper de ses enfants parce qu'elle y avait droit dans le contexte du confinement. Pendant ses jours de travail, c'était sa fille âgée de 22 ans qui s'occupait de ses six frères et sœurs.

Faire face au Covid (presque) sans protection

Pendant le confinement, la clinique a réorganisé le travail. Des taxis ont notamment été mis à disposition pour les personnels n'ayant pas de voiture, afin d'aller les chercher à leur domicile et de les raccompagner. C'était un moyen avoir le personnel au complet, faciliter les déplacements, mais aussi éviter les retards.

« En fait, on ne pouvait pas faire autrement, car [pour] recruter une personne à ce moment-là, il aurait fallu la former et on n'avait pas le temps de former. Pas le temps de former, pas du tout alors c'est pour ça qu'ils ont préféré prendre ceux qui étaient déjà là quoi. Tu pouvais être une infirmière d'un autre service et te retrouver pendant le Covid en dialyse, ou alors tu pouvais être de dialyse et te retrouver en chirurgie ou en médecine... voilà. »

En effet, la clinique avait fermé certains services comme le service du bloc, et les personnels allaient aider dans d'autres services comme la « réa ». Par ailleurs dans les services ouverts les soignants mangeaient deux à deux ou quatre par quatre afin d'éviter l'afflux et les contacts des collègues dans la salle de pause.

Ensuite, les patients dialysés n'allaient pas en même temps à la clinique, il y avait des groupes du matin et de l'après-midi. La clinique a également arrêté de servir des repas aux patients qui devaient garder leurs masques tout le long de la dialyse (4 ou 5 heures de dialyse) même s'ils n'avaient pas eu le temps de petit-déjeuner ou de déjeuner.

« Les horaires n'ont pas changé, on a juste, au lieu qu'ils arrivent tous toujours à sept heures moins le quart, ils arrivent tous en même temps, on a essayé de leur donner des horaires échelonnés, il ne faut pas qu'ils se retrouvent tous dans la salle d'attente voilà, alors ça commencé de sept heures, sept heures et quart. Bon en faisant ça, ils ne faisaient plus les 4 h, les 5 h de dialyse. »

Dans le service de Sandia, il y avait deux parties, une partie pour les patients dialysés sans Covid et une autre partie pour les patients dialysés ayant le Covid. Les personnels tournaient dans les deux côtés, un jour chacun ou deux jours chacun. Quand ils recevaient les patients ayant le Covid, ils mettaient des blouses, des gants et des masques afin d'éviter d'être contaminés par le virus. Mais au départ la clinique n'avait pas ce matériel de protection, il a été obtenu petit à petit. Les soignants ont dû revendiquer des mesures de protection pour que la clinique pense à stériliser les matériaux déjà utilisés en attendant d'obtenir du matériel neuf.

« Mon service est un peu spécial parce que nous on a des patients qui viennent de chez eux c'est-à-dire des patients qui viennent le matin avec des ambulanciers, qui se font dialyser pendant quatre ou cinq heures et après qu'ils rentrent à la maison. Mais avec le Covid, les patients qui avaient le Covid étaient hospitalisés à [la clinique] au départ. Alors on allait les chercher, on se mettait en tenue, les tenues étaient un peu... Au départ on avait quelques blouses voilà. Et après, on s'est retrouvés en rupture de blouses. Alors la clinique a ouvert un service de stérilisation, c'est-à-dire, ils lavaient nos blouses jetables, ils les restérilisaient et on les réutilisait parce qu'on avait des ruptures de blouses. C'était le seul moyen qu'ils avaient trouvé, alors on avait ça, les masques au départ, on n'avait pas beaucoup, on essayait de s'arranger, on avait droit à trois masques, je crois, par jour et que normalement, on devait changer toutes les quatre heures ».

Le cadre de service de dialyse informait tous les jours les personnels de l'évolution de la maladie dans la clinique, et des nouveaux cas, afin de se protéger et protéger les autres, mais aussi des nouveaux décès.

Ce travail m'a permis de comprendre les conditions de travail des aides-soignants de cette clinique pendant les premiers temps de cette période de pandémie. C'était une situation très difficile pour tout le monde, mais pour les personnels soignants, cela a été très délicat : ils ont fait face à beaucoup de difficultés et ont dû se relever à chaque fois pour continuer à soigner leurs patients. Ils ont notamment subi la perte de patients qu'ils avaient l'habitude de voir tous les jours depuis de très longues années. Ils ont également dû travailler en dépit des ruptures de stocks des matériaux de protection contre le Covid. Sandia dit que le confinement n'a pas beaucoup changé le contenu de leur travail contrairement à d'autres institutions médicales. Mais à ses yeux c'est plutôt le Covid qui les a fait changer.

Layla : aide à domicile sans protection ni reconnaissance pour ne pas rester « enfermée à la maison »

Riwadi Adinani

J'ai obtenu le contact de Layla Moussaoui par l'intermédiaire d'une ancienne voisine. Lors de notre premier échange par téléphone, Layla m'a informé qu'elle avait bien travaillé pendant le confinement, mais qu'elle avait aujourd'hui démissionné de son poste pour exercer une autre profession. Elle semblait désabusée par sa hiérarchie et j'ai proposé qu'on en parle durant l'entretien. Quand j'ai évoqué le lieu de l'entretien, Layla m'a clairement dit qu'elle préférait que l'échange se fasse par téléphone et n'ayant pas vraiment le choix, j'ai accepté. L'entretien a duré un peu moins de 40 minutes, ce qui est un peu court, mais je relativise car Layla parlait vite et elle a donné beaucoup d'informations et répondu à toutes mes questions, formulées ou non. Layla était chez elle et nous avons été interrompues une ou deux fois par l'un de ses enfants. Nous avons ri de ces moments inattendus. L'atmosphère générale était plutôt bonne. Layla s'est montrée volontaire et sympa, tout en ayant une posture professionnelle. Je me suis présentée de manière très formelle comme une étudiante en sciences sociales effectuant une enquête sur les professionnelles ayant travaillé pendant le confinement du printemps 2020. J'ai expliqué vouloir m'entretenir avec des aides à domicile car je m'intéresse aux métiers de service et d'aide à la personne. J'ai perçu chez l'enquêtée une envie de prendre le contrôle de la situation, elle a proposé qu'on se tutoie mais elle a gardé une certaine distance. Ses premières réponses semblaient gênées mais elle s'est rapidement montrée à l'aise et s'est prêtée au jeu en répondant précisément à mes questions. J'ai senti une forte personnalité de la part de l'enquêtée car elle n'a pas hésité à se plaindre de sa hiérarchie et pointer du doigt ce qui n'allait pas et ce que la hiérarchie aurait dû faire. À la fin de l'entretien, Layla a dit plusieurs fois qu'elle cherchait à m'aider en participant à l'entretien mais je pense aussi que Layla cherchait à décrire (ou à dénoncer ?) le mauvais fonctionnement de l'association pour laquelle elle avait travaillé. Elle ne s'est pas privée pour parler de tous les dysfonctionnements qu'elle a eu à affronter. De mon côté, j'adhérais au discours de Layla même si je ne le disais pas explicitement afin de ne pas l'orienter mais je faisais preuve d'empathie et de compassion envers ses paroles afin de l'inciter à en dire davantage.

Une aide à domicile à la recherche d'une reconversion

Originaire du Val-de-Marne où elle a passé trente années, elle a « atterri » dans le 93 après son mariage. Elle a mis entre parenthèses le travail durant 9 ans pour élever ses trois enfants aux âges rapprochés. « Un regret d'avoir arrêté de travailler pendant aussi longtemps », dit-elle car elle peine aujourd'hui à trouver sa voie professionnellement. Pour cette aide à domicile qui cherche à se reconverter, il est difficile de trouver du

travail après une si longue interruption. Le portrait de Layla donne à voir son rapport complexe au temps : elle souhaite être maîtresse de son temps et redoute d'être « dépassée », ne supportant pas le mode de vie « speed ». Mais cette attention à la maîtrise de son temps lui pose des difficultés alors qu'elle cherche à changer de voie professionnelle.

Layla a obtenu un baccalauréat professionnel en secrétariat. Comme plusieurs aides à domicile dans son cas, sa formation initiale n'est pas celle qui lui permet d'exercer sa profession. En effet, 36% des aides à domicile ne sont pas diplômées et celles qui le sont, ont des diplômes les préparant à d'autres que celui de l'aide à domicile²³. Layla n'a d'ailleurs pas tout de suite exercé, après son baccalauréat professionnel secrétariat, en tant qu'aide à domicile : elle a longtemps été animatrice auprès d'enfants. Mais la venue au monde de ses propres enfants a modifié ses projets.

Durant l'entretien, les enfants de Layla nous interrompent. Leur mère s'excuse poliment et nous reprenons le fil. Pour ses trois enfants, Layla a arrêté de travailler pendant 9 ans. Elle a choisi d'être mère au foyer pour élever ses enfants encore en bas âge. Mais si c'était à refaire, Layla ferait peut-être un choix différent.

« Avec du recul, vaut mieux faire une formation à côté, ou vaut mieux travailler avec un petit temps partiel, etc. Parce qu'après c'est pas évident de reprendre le chemin du travail après des années ».

Cette rupture avec le monde du travail l'oblige à reprendre le chemin de la recherche d'emploi. En effet, pour les emplois administratifs son diplôme de secrétariat ne suffit pas, car elle est soumise aux soupçons des potentiels employeurs qui ne comprennent pas ses choix et en particulier, son long retrait du marché de l'emploi. Ils doutent donc de ses compétences et la rupture totale avec le monde professionnel pendant plusieurs années empêche Layla de trouver du travail dans son domaine de formation initiale.

« Déjà t'es pas crédible dans le monde professionnel, on t'accepte pas. On te dit « t'as fais quoi pendant toutes ces années » et que tu dis « ouais je me suis occupée de mes enfants ». Ben, c'est pas trop crédible pour eux. C'est pas... Voilà, ils t'acceptent pas vraiment telle que tu es. Et même pour une maman, c'est bien d'avoir une vie sociale, à l'extérieur. Après, c'est vrai, c'est pas évident de jongler entre les nounous, les ci, les ça mais avec du recul j'aurais préféré faire une formation car là, je suis obligée de tout recommencer. »

Elle se tourne alors vers l'aide à domicile, car avec son expérience importante dans le domaine socio-culturel, elle peut faire valoir son savoir-faire dans les relations aux autres et leur prise en charge. Elle travaille pour une agence prestataire à temps partiel : avant le confinement, elle avait à sa charge environ 7 personnes âgées par semaine.

²³ Avril, Christelle. « Ressources et lignes de clivage parmi les aides à domicile. Spécifier une position sociale : quelles opérations de recherche ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 191-192, no. 1, 2012, pp. 86-105.

Cette activité est précaire, car elle est rémunérée à l'heure, ce qui l'expose à des pertes de ressources si une des prises en charge s'arrête, ce qui a été le cas durant le confinement. Mais Layla dit avoir fait le choix de travailler à temps partiel afin de pouvoir bénéficier de temps pour s'occuper de ses enfants. En effet, ce temps partiel lui permettait de pouvoir aménager ses horaires pour déjeuner avec ses enfants qu'elle n'a pas inscrits à la cantine. Elle avait négocié cela avec son employeur.se qui s'était montrée compréhensive.

Dégradation des relations avec l'employeuse, exposition aux risques sanitaires et perte de revenus

Le maintien de son activité pendant le confinement a cristallisé des tensions avec son employeuse. À plusieurs reprises, Layla pointe du doigt les dysfonctionnements dans son agence, qu'elle attribue à celle qu'elle nomme la « patronne ». La crise sanitaire a fait prendre conscience à Layla des manquements de l'agence notamment en ce qui concerne la fourniture du matériel de protection sanitaire. Les aides à domicile devaient en effet se procurer elles-mêmes leur équipement.

« En termes de matériel, j'ai remarqué que j'avais rien en fait. J'avais pas de gants, j'avais pas de... Et en fait je me suis dit, mais en fait elle aurait dû me fournir des gants depuis le départ. (...) »

« Après pour le gel, masque, c'était autre chose. [on est interrompues par son fils] Donc du coup, quand ça a commencé, elle nous a fourni une boîte de gants, 4 masques pour te dire et même pas du gel. J'ai dû me fournir ».

Pour justifier ce manque de matériel de protection, l'employeur a évoqué une pénurie, mais Layla soupçonne plutôt un manque d'organisation de la part de la directrice de l'agence.

« Alors elle, elle nous disait que c'était, comment dire, qu'il n'y en avait pas, que c'était une pénurie, etc. Que je devais aller chercher du gel au bureau (...). J'ai jamais su en fait si c'était elle qui était brouillon ou bien si y avait vraiment une pénurie mais normalement dans ce milieu là, y a pas trop de... ».

En ce qui concerne les clients de Layla, si certains portaient un masque, d'autres ont refusé de porter. Mais il était délicat de refuser de travailler pour eux car durant cette période de confinement, le nombre de clients de Layla a diminué de plus de moitié, et elle ne travaillait plus qu'auprès de 2 à 3 personnes par semaine. Cela a eu des conséquences financières importantes puisque Layla étant payée à l'heure par l'agence, ces heures non travaillées n'étaient pas rémunérées.

Concernant une éventuelle prime d'État allouée aux travailleurs de première ligne, Layla n'en a pas bénéficié et elle soupçonne même son employeuse de l'avoir touchée à sa place.

« Moi j'ai pas eu droit à la prime. Je faisais pas partie de la catégorie... On était un petit peu oubliés. Et je pense que même c'est ma patronne qui a dû avoir la prime. Je sais pas comment ça s'est passé ».

Cette chute de revenus alors même qu'elle a continué à travailler en « première ligne » suscite son amertume. Cependant la rémunération n'était pas la seule raison pour laquelle elle a maintenu son activité professionnelle durant cette période.

Ne pas rester « enfermée à la maison »

Attachée à sa liberté et à son indépendance, elle a en effet choisi le maintien de son activité professionnelle durant le confinement car cela lui permettait de pouvoir sortir, de ne pas rester « enfermée à la maison ». Layla précise bien qu'elle n'était nullement dérangée de travailler pendant cette période, supportant mal les restrictions fortes qu'elle comportait.

« Moi j'étais bien contente de pouvoir travailler pendant le confinement. Ça m'a permis de souffler, de respirer, de... Je suis déjà anti-règles alors je suis pas très maison ».

Layla utilisait ainsi son attestation d'emploi pour pouvoir se déplacer librement.

« Alors la seule chose de bien qu'elle a faite ma patronne, c'est qu'elle m'a donné une attestation (...) donc je prenais l'attestation partout où j'allais. Je peux te dire que même si je faisais des courses personnelles je prenais l'attestation avec moi. »

Peu craintive de la Covid-19, Layla a apprécié le confinement car il lui a permis un changement de rythme qu'elle a apprécié.

« Le confinement c'était moins speed quand même, car tu sais de base, on a un rythme assez speed, entre les activités sportives, l'école, le travail... T'as une ligne de conduite. Toute la journée, c'est un peu à la militaire donc pour moi ça a été juste, le seul côté positif du confinement. Et je sais pas si tu es d'origine musulmane comme moi mais pendant le Ramadan ça a été un kiff de le passer pendant le confinement car justement on n'avait pas ces journées de dingue où on court tout le temps, on avait tout notre temps. T'avais pas d'impératifs donc y avait pas d'école, tu vois, tu faisais l'heure de la douche quand tu voulais. Avec les enfants, y avait plus les routines à la militaire comme en ce moment et pour moi ça a été le seul point positif, ça a été ça ».

Après le déconfinement : l'abandon de l'activité d'aide à domicile

Quelques temps après le déconfinement, Layla a arrêté d'exercer en tant qu'aide à domicile. Diplômée d'un baccalauréat professionnel secrétariat, elle ne considère pas le travail d'aide à domicile comme étant son métier de prédilection et n'apprécie pas les tâches liées aux soins corporels, comme la toilette, qu'elle refuse d'accomplir. Elle a toujours perçu cette activité comme temporaire.

« Après le congé parental, j'ai voulu reprendre le chemin du travail. Je me suis dit, je vais rester dans le social et m'occuper des personnes âgées. Je voulais vraiment me spécialiser dans ça mais bon... après je me suis dit que je vais retourner dans la bureautique. Moi de base quand j'avais postulé, j'avais fait des annonces, de base je voulais juste m'occuper des courses, de la compagnie, tout ça, c'était vraiment histoire de reprendre le chemin du travail et c'est la patronne qui m'a contactée, qui m'a proposé ce travail-là ».

Ce parcours est commun à celui de nombreuses aides à domicile : majoritairement femmes, issues de formations autres que celles de leur profession, elles peinent à se reconverter professionnellement²⁴. Ne considérant pas le travail d'aide à domicile comme leur « métier », elles peinent à trouver un équilibre entre leur désir de liberté et d'indépendance et l'absence d'embauche dans un autre domaine professionnel.

Elle cherche donc à nouveau un emploi dans le domaine administratif mais confrontée aux refus des employeurs d'embaucher une employée inexpérimentée, elle est retournée dans le domaine social. Elle est actuellement AESH (Accompagnants des Élèves en Situation de Handicap) dans une école.

« J'ai pas repris, j'ai arrêté. J'ai changé de travail. (...) J'ai pris un autre travail en attendant de... Je veux retourner dans l'administration. Là je suis AESH dans une école. »

Layla est donc dans l'attente d'une reconversion professionnelle. Elle exerce dans le domaine social le temps de trouver un emploi dans le domaine administratif.

²⁴ Avril, Christelle, article cité.

Hamadi : un psychiatre qui surmonte sa peur dans une unité COVID

Leïla Mansouri

J'ai eu le contact de Hamadi par l'intermédiaire d'une psychiatre avec qui je devais faire un entretien mais qui a dû quitter la région parisienne. Je lui ai aussitôt envoyé un message sur WhatsApp, en me présentant et en présentant l'entretien. Après quelques échanges concernant le RDV, il m'a proposé de nous tutoyer, ce que j'ai accepté car nous avons le même âge. L'entretien a duré 1h20 minutes au bout desquelles j'entendais l'enquêté laver la vaisselle et préparer le diner. Il a d'ailleurs répondu très vite à mes dernières questions. Mais je crois que l'entretien a été réussi, j'ai pu poser beaucoup de questions même si j'en avais encore de nombreuses autres à lui soumettre. Je pense qu'Hamadi a accepté de faire cet entretien parce qu'il a été sollicité par l'intermédiaire d'une psychiatre de l'hôpital, qui lui a demandé de parler de son expérience au sein de l'unité Covid où il a travaillé. Cet entretien lui a permis de dévoiler son expérience au sein de l'hôpital en tant que nouvel arrivant en France.

Une exposition brutale au virus

Hamadi est un médecin généraliste tunisien, originaire de la région de Sousse. Il est issu d'une fratrie de trois enfants, sa sœur aînée est médecin, et sa cadette étudiante en médecine, toutes les deux en Tunisie. Leurs parents appartiennent à une catégorie sociale aisée, son père est retraité du Ministère des Finances et sa mère était fonctionnaire de l'État. La médecine a été pour lui et pour ses sœurs une vocation. Il a obtenu un bac en Sciences expérimentales en 2004, et dans le cadre d'un accord entre le Maroc et la Tunisie, il a étudié à Casablanca pendant les quatre premières années de ses études de médecine. Après ces quatre années, il a continué ses études en Tunisie et a obtenu son doctorat en médecine généraliste. Il décide de suivre une spécialité en psychiatrie après un stage dans un service de psychiatrie à l'hôpital de Tunis réalisé durant ses études. Mais après avoir obtenu son diplôme en médecine, les possibilités d'intégrer un hôpital en Tunisie étant faibles, il n'a pas trouvé de poste et est resté au chômage pendant deux ans. Il a alors décidé de réaliser son rêve de faire un internat en psychiatrie en France.

Hamadi venait d'arriver en France, avait trouvé un poste d'interne à l'hôpital Ville-Evrard à Saint-Denis dans le service de psychiatrie, et commençait à peine à prendre ses marques dans ce service, quand la crise sanitaire s'est déclarée. En voyant le nombre des cas de Covid-19 s'accroître de jour en jour, le doute par rapport à son avenir comme médecin interne en France s'est installé mais il n'a pas voulu céder à la panique. À l'annonce du confinement, une réorganisation du travail s'est imposée : sa cheffe de service lui a proposé de rejoindre l'unité Covid fraîchement installée à l'hôpital pour y travailler en tant que psychiatre.

Pour ne pas laisser place à la peur, sa seule consolation était de rester fidèle à sa vocation en tant que médecin : soigner et assurer la continuité des soins malgré les circonstances. Convaincu que cela n'était possible que dans le cadre d'un travail d'équipe avec la contribution de chacun, il tenait à assumer sa part de responsabilité et avait décidé d'accepter la proposition de sa cheffe de service, mais les circonstances en ont décidé autrement.

Un isolement forcé et angoissant

Le jour même de cette prise de décision, il était sur son lieu de travail quand il a commencé à avoir une toux sèche, donc suspecte ! Il s'est enfermé dans un bureau pour assurer certaines tâches en évitant le contact avec les collègues et les patients. Il sentait un fond d'inquiétude et de distraction qu'il a réussi à étouffer malgré le doute et les questions qui tournaient dans sa tête à ce moment-là : avait-il le Coronavirus ? Serait-il le vecteur de la maladie dans le service ? pourrait-il gérer sa culpabilité si c'était le cas ? Avec l'accord de sa cheffe, il a quitté les lieux pour rentrer chez lui, dans sa chambre d'interne proposée par l'hôpital. La consigne était de respecter un isolement strict de 14 jours, qui sera une période de montagnes russes émotionnelles pour lui. A partir de ce moment, les jours ont été semblables. Enfermé à la maison, il regardait les infos trois fois par jour : « rien ne va, un cri d'alerte international, le Coronavirus inquiétait de plus en plus » raconte-t-il. Il a fini par arrêter de regarder les infos devenues de plus en plus une source d'angoisse. Sa seule échappatoire était de sortir faire une marche dans le parc.

A cette angoisse, s'ajoute le sentiment d'inutilité du fait de ne pas pouvoir apporter sa contribution et son aide à ses collègues, ne serait-ce que minime, pour gérer cette crise. Doute, peur et colère s'en suivent. Il en vient presque à souhaiter avoir le Coronavirus : « ça pourrait même être libérateur ! » dit-il, la maladie évoluant favorablement dans la majorité des cas. Mais l'inquiétude domine car l'évolution de la maladie est imprévisible, inquiétude redoublée par l'annonce du fait qu'une de ses sœurs en Tunisie a contracté le virus.

Enfin soigner : une vie au jour le jour

Les 14 jours de confinement ayant enfin touché à leur fin, tout est rentré dans l'ordre et il a pu être intégré à Orion, l'unité qui lui avait été proposée par sa cheffe de service et qu'il avait accepté de rejoindre juste avant sa mise en quarantaine, une unité où étaient pris en charge les patients Covid-19+ de son hôpital.

Le voilà à Orion en face à face avec l'ennemi tant redouté qu'est le Coronavirus pour assurer le suivi psychiatrique des patients atteints d'une infection Covid-19 moyennant « un bon travail d'équipe et une harmonie parfaite entre soins somatiques et psychiatriques », selon la description de Hamadi.

Pour ce faire, il fallait avant tout se protéger soi-même pour pouvoir continuer à soigner : surblouses, surchaussures, gants, masques et visières étaient ses alliés. Telle était devenue sa routine. Pesante au départ, rapidement surmontable par la suite car la

motivation et la vocation ont rapidement pris le dessus sur l'appréhension et la peur. Au contact des patients, il oubliait la tension ambiante, le temps passait vite malgré l'inconfort de la tenue. Un seul objectif : accompagner les patients dans leur combat contre le Coronavirus. Il s'est rapidement attaché à cette unité où il voyait des patients en sortir sans complications de la maladie et cette simple constatation était à la fois gratifiante et réconfortante.

La journée finie, il rentrait chez lui avec le sentiment étrange de vivre au jour le jour : dormir et se réveiller le lendemain pour constater qu'il n'avait pas les signes de la maladie et donc qu'il pouvait continuer à accomplir son devoir. Il a travaillé à Orion pendant trois semaines et en garde un bon souvenir. Par la suite, il a repris son travail au sein de son service de psychiatrie. « Cette expérience était, pour le moins que l'on puisse dire, enrichissante tant sur le plan professionnel que personnel. Le combat est probablement encore long mais nous nous en sortirons certainement gagnants ».

Carole : un engagement dans le travail en temps de confinement

Catherine Massana

Découvrir de nouveaux aspects de la vie d'une proche

L'horloge du café indique dix-huit heures trente, Paris s'étire. J'ai rendez-vous avec Carole, dans un café, –La chope Saint-Fargeau – à la sortie du métro du même nom, le décor est planté. Carole, 54 ans, a deux enfants et deux métiers en poche ; comédienne et R.E.V. (Responsable éducatif ville) dans un groupe scolaire du 20^{ème} arrondissement de Paris, en zone urbaine sensible dans un R.E.P. (Réseau d'éducation prioritaire), et comme dit Carole, elle travaille « avec des enfants qui ont une grande nécessité que l'école et le périscolaire les accompagnent ».

Carole, une proche parente, a tout de suite accepté ma demande d'entretien afin de m'aider et peut-être par envie de transmettre plus en détail ses expériences pendant le confinement mais également pouvoir parler de son métier. Je suis soulagée de savoir que je peux compter sur elle, même si je ne mesure pas les effets de notre proximité familiale sur le rôle que je vais lui demander d'assumer, celui d'enquêtée dont le témoignage est une contribution essentielle à ma recherche. Mais le déroulement de l'entretien me réserve des surprises, car mon enquêtée me fait découvrir des pans de sa vie que je méconnaissais.

Revenons sur son parcours, à la suite de son Bac + 2 « lettres, art, expression, communication spécialité théâtre », elle intègre une troupe de théâtre domiciliée à l'époque dans le 92, et poursuit une formation de Commedia dell'arte qui la propulse sur les planches du Café de la Gare dans le Marais à Paris et c'est ainsi qu'elle commence sa carrière de comédienne. Parallèlement, elle a passé son B.A.F.A. et travaille en tant qu'animatrice à la ville de Paris avec un statut de vacataire, puis elle prépare le B.A.F.D. qu'elle obtient puis passe le concours pour devenir fonctionnaire de la ville de Paris à temps partiel ; elle estime que ces deux choix professionnels ne sont pas un hasard dans son parcours de vie. Si au départ, elle a cumulé ces deux métiers pour des raisons économiques, ils lui apparaissent désormais complémentaires, et sa vie s'est construite sur l'importance de son rôle social, à travers ces deux fonctions sociales que sont le théâtre et l'animation périscolaire.

Tout au long de notre entretien, je perçois l'importance que revêt son statut de fonctionnaire, assurant une sécurité de l'emploi, ce socle de stabilité professionnelle lui permettant d'investir la dimension plus symbolique des deux métiers qu'elle assume, mettant en avant des valeurs communes d'échange et de partage.

Travailler pendant le confinement : une évidence en tant que Responsable

Les postes de « Responsable Educatif Ville » ont été créés en 2013 lors de la réforme des rythmes éducatifs et dépendent de la D.A.S.C.O., la direction des affaires scolaires de la ville de Paris.

Carole a travaillé antérieurement dans les 8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements et travaille dans un très gros groupe scolaire du 20^{ème} qui comporte une école maternelle et une école polyvalente maternelle et élémentaire, situé dans un quartier gentrifié à la limite du périphérique. Elle est chargée de l'école élémentaire avec trois cents élèves et douze classes. Elle a deux collègues R.E.V. qui travaillent dans les autres écoles, chacune des REV proposant des pédagogies différentes dans le développement des actions périscolaires.

En tant que responsable du périscolaire, Carole est le « pendant » de la directrice de l'établissement : elle est amenée à rédiger le projet pédagogique, à recruter des animateurs, à mettre en place des projets, des activités périscolaires, à développer des partenariats en collaboration avec l'Education nationale et les associations de quartier. Elle dirige une équipe de quatorze animateurs qui encadrent les enfants de six à douze ans, dans leurs activités extrascolaires. Elle encadre également de jeunes animateurs associatifs qui travaillent les mardis et vendredis ; elle a la responsabilité de leurs besoins en formation, les évalue, met en place des réunions, des activités, des projets avec eux.

Le travail pendant le confinement n'a pas été imposé, la hiérarchie a demandé aux R.E.V., pour ceux qui le souhaitent, d'ouvrir certains points d'accueil pour accueillir les enfants du personnel soignant. Pour Carole, c'est une évidence.

« ...je ne me suis jamais posé la question, je me suis dit oui bien sûr il faut que je vienne travailler..., les responsables qui étaient d'accord pour venir travailler allaient tourner sur la semaine... on allait se répartir les journées, et d'autant plus... que je n'ai pas chez moi des personnes âgées ou des enfants en bas âge, donc je n'avais pas peur pour mon foyer. »

Une réorganisation drastique du travail périscolaire

Avant le confinement, l'accueil du public, enfants et parents, se faisait dans les règles inhérentes aux établissements scolaires.

« ... avant le confinement, on n'avait pas peur... de leur donner la main, les enfants sont très tactiles, ils viennent nous voir très fréquemment alors il faut quand même faire très attention... on a la charte de l'animateur où on doit faire très, très attention... avant le confinement, on était beaucoup plus libres au niveau de l'encadrement des enfants... »

Avec le confinement, les mesures sont beaucoup plus drastiques, les trois R.E.V. mettent en place un fonctionnement conforme aux mesures sanitaires exigées par leur hiérarchie, à savoir des protections à l'entrée des établissements scolaires avec le gel

hydroalcoolique pour tous, les parents ne pouvant pas pénétrer dans l'enceinte des écoles maternelles, un cahier permettant les échanges entre les parents et le personnel, chacun utilisant son propre stylo. Outre le gel, les masques, les blouses, les gants, les repas froids sont livrés tous les matins, le personnel périscolaire prend la température des repas-barquettes, tout est à usage unique et jetable, rien n'est gardé ni conservé. Quant aux enfants, ils sont tenus de respecter une distance de sécurité de deux mètres entre eux, ce qui est alors aisé car il n'y a alors que dix à trente enfants présents.

La mise en place des mesures sanitaires est de grande ampleur ; au niveau spatial, l'école a été scindée, désinfectée, les seuls lieux utilisés étant le préau et quatre salles de classe.

Quand les institutrices finissent leurs cours le matin, le périscolaire prend le relais, et les classes sont désinfectées. Les enfants présents sont inscrits sur un cahier, leurs heures d'arrivée sont notées avec le nom du référent responsable, afin d'avoir une « traçabilité » complète de leur présence sur site, toutes ces informations étant notifiées et envoyées au supérieur hiérarchique. Carole m'explique qu'elle continue de recevoir du matériel sanitaire jetable de la part de la mairie et qu'elle a un contact référent sanitaire Covid qu'elle peut joindre par mail ; si un enfant ou un parent d'élève est testé positif, elle en informe sa hiérarchie et le référent Covid.

Autre changement, l'échelonnement, la souplesse des horaires de sortie des enfants en fonction des horaires de travail des parents [personnel soignant, pompiers ou S.A.M.U.] ; de ce fait, le personnel périscolaire pouvait finir plus tôt. Concernant les déplacements du personnel périscolaire, des dérogations étaient envoyées par mail aux animateurs ; Carole pour sa part se déplaçait en voiture.

De plus, et peut-être surtout, il n'était possible de proposer aucune activité collective périscolaire aux enfants présents, le travail s'apparentant alors à de la « garderie ».

« En fait on était tous inquiets, les enfants un peu moins... mais en aucun cas, ils ne pouvaient jouer au ballon, donc ils avaient leurs propres ballons, ils avaient des petits sacs en plastique que la D.A.S.C.O. nous avait donnés, dans lesquels il y avait leurs feutres, leurs stylos et uniquement leurs accessoires... on n'a absolument pas mis en place notre métier... nous, on est dans la collectivité et on est dans l'échange, le partage... et là, on est juste... chacun est dans sa bulle et on devait rester dans notre bulle. »

Pour Carole, le métier a changé et à ses yeux les mesures sanitaires mises en place à travers le port des blouses, des masques, des gants, et la distanciation physique, ont affecté davantage le personnel périscolaire que les enfants eux-mêmes qui trouvaient la situation « un peu bizarre » mais s'y sont adaptés.

S'adapter et entretenir la « flamme » de l'engagement au travail

Carole raconte que les adultes aussi se sont progressivement adaptés à la situation :

« ... en fait, quand tu es au contact d'enfants, tu oublies le Covid, tu oublies la pandémie... les enfants sont sur l'instant présent et ça m'a fait plutôt du bien de travailler sur cette période tellement difficile plutôt que de broyer du noir et tourner en rond chez moi, oui, j'étais au contact d'enfants qui eux sont tellement loin de ça même s'ils jouaient... ils sont dans l'instant présent donc, non, je n'avais pas cette angoisse... »

Mais cette adaptation était plus ou moins grande selon le contexte de travail. A propos du sentiment d'insécurité, elle explique en effet qu'avec les mêmes consignes, le même protocole sanitaire, l'anxiété pouvait être vécue de manière différenciée, selon l'angoisse des uns ou la souplesse des autres, comme elle a pu s'en apercevoir en ayant travaillé dans deux structures différentes pendant le confinement. Dans la première école la directrice était tendue, angoissée et Carole a pris en considération toutes les mesures sanitaires suggérées par celle-ci. Dans la deuxième école, avec une directrice plus souple, le travail était plus aisé, toujours avec les gestes barrières mais l'angoisse en moins.

Carole s'attache également à susciter un « engagement » des animateurs, auxquels elle demande « d'avoir la flamme », « flamme » qu'elle véhicule elle-même dans sa vie, dans tout ce qu'elle entreprend et qu'elle souhaite insuffler dans son travail, aux animateurs, aux enfants. Elle se voit comme une femme qui élève les consciences, particulièrement dans un contexte de dégradation sociale et de fragilisation des conditions de vie des enfants scolarisés dans cette zone urbaine sensible, de désocialisation pour ceux qui ont un grand besoin que l'école et que le périscolaire les accompagnent. Elle ne baisse pas les bras, et continue d'allumer « la flamme ».

Une période de fragilisation et de questionnements

Ce récit ne doit pas occulter le fait que cette période a aussi bousculé Carole. Les animateurs et R.E.V., qu'ils aient ou non travaillé, ont perçu leurs salaires en totalité durant les deux mois de confinement du printemps 2020. Mais Carole n'est R.E.V. fonctionnaire à la ville de Paris qu'à temps partiel, et le confinement a ébranlé sa situation économique avec des rentrées financières moindres. Face à l'épidémie du Covid-19, le gouvernement a mis en place des mesures d'aides financières envers les artistes du spectacle vivant, dans la mesure où les théâtres et salle de spectacles ont été contraints de fermer, mais en dépit de cette indemnisation partielle la situation financière de Carole a été fragilisée.

Carole travaillait deux jours par semaine à l'école, le reste du temps elle était confinée chez elle avec son compagnon et son fils. Elle considère que les liens entre eux se sont améliorés pendant deux mois de confinement, mais le temps passé avec sa famille n'a permis aucune autre activité :

« ... c'était plutôt positif parce qu'on s'est retrouvés à vivre au quotidien ensemble... ça a resserré plus les liens... en ce qui me concerne, j'avais le sentiment que du coup j'allais avoir beaucoup plus de temps libre pour lire... en fait, je n'ai rien fait, mais

rien, j'ai juste passé du temps avec mon compagnon, mon fils, j'ai travaillé, mais je n'ai rien fait, non, je n'ai pas ouvert un bouquin... »

Elle dit avoir vécu ce confinement avec des questionnements, des projections sur l'avenir, elle se questionne sur le sens de son travail :

« on me confie des enfants et ce sont les citoyens de demain et j'ai encore plus la rage pour leur donner les outils nécessaires pour qu'ils puissent continuer à construire une société et moi je suis heureuse qu'ils soient heureux de s'épanouir, enfin je suis une femme tellement optimiste même si c'est difficile au jour d'aujourd'hui... »

Son engagement au travail semble avoir été renforcé par cette période du premier confinement, elle se sent investie dans son double rôle social : sur les planches, où elle fait rire « son » public, dans ses activités périscolaires, pour insuffler sa joie de vivre à « ses » enfants.

Travail du sexe : maintenir une activité stigmatisée

Mariana Escobar
Isabel Gerez
Sara Guerreiro

Travail du sexe et prostitution

Notre groupe a choisi de mener une enquête sur les travailleur.euse.s du sexe, pendant le confinement. Ces travailleurs et travailleuses ont été, comme beaucoup d'autres métiers stigmatisés, de grand.e.s oublié.e.s du confinement. Cet ensemble de portraits permet de mieux comprendre leurs difficultés, leurs peurs mais aussi leur incroyable résilience face à une période historiquement difficile.

Nous avons choisi d'utiliser les termes de « travail du sexe » et « travailleuse, travailleur du sexe ». Ces termes sont revendiqués par une partie des travailleur.euse.s du sexe eux-mêmes, notamment dans les milieux militants. Néanmoins le terme "travail du sexe" est très large, désignant différentes prestations sexuelles ou érotiques allant de l'escorting²⁵ aux massages érotiques, en passant par du striptease, entre autres. Il faut préciser de quel type d'activité il sera question dans le cadre de cette étude. Nous sommes conscientes que les termes de "prostitué" et de "prostitution" sont bannis par de nombreuses personnes de ce milieu, mais pour des raisons pratiques nous les utiliserons pour désigner un type spécifique d'activité qui est celle de travail du sexe dit « full-service » : des rapports sexuels en échange d'une contrepartie monétaire. Nos portraits portent donc sur des travailleur.euse.s de sexe full service, dénommé.e.s couramment prostituées/prostitués.

D'un point de vue sociologique, nous adopterons la définition proposée par Lilian Mathieu dans *Sociologie de la prostitution*²⁶ qui inscrit la prostitution dans la sociologie de la déviance : « La prostitution ne peut pas être définie selon des critères « objectifs » et en nombre limité, mais doit être appréhendée comme le résultat d'un processus social de désignation. (...) Lfa prostitution existe avant tout, sociologiquement parlant, comme un stigmaté particulier qui a été appliqué avec succès à une personne au point qu'elle se reconnaît dans cette catégorie (...). » Il a été primordial pour nous de comprendre cette spécificité pour appréhender un terrain façonné par ce stigmaté.

²⁵ L'escorting désigne un type de travail du sexe « exercé individuellement mais qui, à la différence de la prostitution de rue, ne s'initie pas par une rencontre directe entre prostitué-e et client. Elle relève à ce titre d'une forme de privatisation qui, par un gain de discrétion (permis notamment par le racolage sur Internet), met ceux et celles qui la pratiquent à l'abri du stigmaté et de la répression policière. » in Mathieu, Lilian. « III. Un univers composite », *Sociologie de la prostitution*. La Découverte, 2015.

²⁶ Mathieu Lilian, *Sociologie de la prostitution*, La Découverte, 2015, p. 21.

Les conditions d'exercice de la prostitution et le confinement

Le statut juridique actuel de la prostitution dans la législation française et le positionnement politique de l'État qui l'accompagne sont, selon de nombreuses associations militantes, le principal facteur de précarisation des populations concernées. Même si d'un point de vue juridique, la prostitution n'est pas punie par la loi, la législation mène, selon ces mêmes associations, à une répression institutionnelle et la condamnation morale du travail du sexe.

L'ambivalence du statut de l'activité, et les mesures qui l'encadrent, ont, dans le contexte du confinement de mars 2020, créé des situations particulièrement dures pour les personnes concernées. Les conditions d'exercice de cette activité, déjà difficiles, se sont dégradées lors du confinement.

Il faut tout d'abord savoir que l'activité prostitutionnelle fait souvent partie de l'économie informelle, même si les personnes exerçant la prostitution sont tenues de payer les impôts et peuvent être inscrites au registre des professions indépendantes. Pendant le confinement, ne pas avoir un statut professionnel qui assure une stabilité financière en cas de coup dur (comme le chômage partiel par exemple) a été une épreuve pour les personnes exerçant l'activité prostitutionnelle. Certain.e.s n'ont pas eu le choix, et ont dû continuer leur activité pour subvenir à leurs besoins.

La question du lieu d'exercice a été cruciale pendant le confinement. Car en effet, pour certain.e.s, cette question est fortement liée à celle du logement, qui est déjà problématique en temps normal. Les lois contre le proxénétisme punissent toute personne qui loue un logement à une personne exerçant la prostitution, ainsi non seulement il est difficile de trouver un logement, mais il faut en plus veiller à la discrétion si celui-ci est le lieu d'exercice de l'activité sous peine d'être expulsé.e. Cette contrainte particulière est redoublée par le contexte de confinement, les mesures sanitaires étant très largement basées sur le fait de rester "chez soi". Du fait des restrictions de mobilité, des fermetures de commerces et des espaces publics, le lieu principal de travail devient donc le lieu d'habitation, ce qui augmente encore le risque de se faire dénoncer par les voisins et donc de perdre son logement. Enfin, le non-respect des gestes barrières entraîne aussi des sanctions accroissant les difficultés et les dangers liés au fait de continuer à travailler.

De plus, une des particularités de la prostitution est qu'elle est, contrairement à ce qu'on pourrait penser, difficilement transposable en ligne. En effet, certain.e.s de nos enquêté.e.s nous ont expliqué que le travail du sexe en ligne est une autre branche du travail du sexe et ne mobilise pas les mêmes logistiques et modes de travail, même si tou.te.s font déjà une partie de leur travail en ligne, en l'occurrence la recherche de clients. Iels nous expliquent qu'il faut un certain savoir-faire qu'iels n'ont pas forcément : "c'est un travail vraiment d'influenceur auquel je ne suis pas du tout habituée".

Du point de vue de la santé, c'est une activité qui expose à de nombreux risques, on pense naturellement aux maladies sexuellement transmissibles, et notamment au Sida. C'est donc une activité qui implique de mettre en place des protocoles d'hygiène. Mais lors de cette crise sanitaire les TDS ont été confronté.e.s une nouvelle fois à des risques élevés de contagion. Même si des protocoles sanitaires ont été mis en place, le contact était inévitable pour ceux et celles qui ont continué d'exercer leurs activités de prostitution.

Ainsi pendant le confinement, les personnes exerçant une activité prostitutionnelle se sont trouvées démunies, souvent sans aucune aide financière, face à une crise sanitaire qui cumule les difficultés et aggrave les conditions de travail et de santé des TDS.

Enquêter sur une activité « cachée »

La difficulté de notre enquête est donc due à de nombreux facteurs. Tout d'abord, la prostitution faisant partie de l'économie informelle, car étant définie comme déviante, il n'existe pas de « données de cadrage », statistiques notamment, sur les effets du confinement sur cette activité. Pour comprendre l'impact du confinement sur les TDS, nous avons donc dû nous reposer principalement sur nos entretiens.

De plus, c'est un objet de recherche très politisé et à propos duquel les discours et les recherches manquent souvent d'objectivité et de rigueur scientifique. C'est pourquoi les réseaux militants sont très fermés, surtout envers des personnes qui voudraient utiliser la parole des travailleur.euse.s du sexe pour leur propre profit. La parole des TDS est un enjeu de lutte dans cette querelle sur la visibilité/invisibilité des sujets sur le travail du sexe. Le terrain nous a donc été très difficilement accessible et nous avons d'abord rencontré de nombreux rejets sur des réseaux militants du fait de notre statut d'étudiantes sociologues. Au début de notre enquête nous avons tenté d'entrer en contact avec des associations de travailleur.euse.s du sexe, les retours étaient tous méfiants, par crainte du sensationnalisme qui caractérise une partie des travaux sur le travail du sexe. La crainte de voir la parole de ses acteur.e.s déformée a été souvent à l'origine des refus d'entretien.

Très vite, nous avons compris qu'il serait inutile de chercher des enquêté.e.s sur des plateformes militantes, car celles-ci exerçaient une forme de *gate keeping*. Nous avons donc décidé de nous rendre directement sur le lieu de travail de certain.e.s TDS, à savoir des sites d'escorting. C'est notamment sur un de ces sites que Sara a pris contact avec Didier. Dans un second temps, une collègue de Master, qui avait des connaissances dans le monde militant, nous a mis en contact avec le/la militant.e Ausmoz qui tient une page Instagram dédiée aux TDS queer. Ausmoz a donc partagé notre demande d'entretien avec sa communauté, et nous avons ainsi trouvé deux autres enquêté.e.s. Ceci explique la surreprésentation de personnes trans parmi nos enquêté.e.s (trois sur quatre), car en effet nos demandes d'entretiens ont été distribuées dans des milieux de militantisme queer. C'est aussi pourquoi certaines de nos enquêté.e.s ont un discours si politisé sur leur travail.

Trois portraits contrastés

Nos enquêté.e.s ont des profils très différents même si elles se rejoignent sur certains points significatifs. Les entretiens ont été menés auprès d'un homme trans de 18 ans, d'une femme trans de 22 ans et d'un homme cis de 54 ans. Deux sur trois sont originaires des classes populaires et le dernier, le plus jeune, vient des classes moyennes-supérieures. Elles vivent dans des villes petites ou moyennes. Deux des enquêté.e.s sont jeunes, ce qui s'explique par le fait que ces personnes ont été contactées via des comptes militants TDS sur le réseau social Instagram. Or, ce réseau est un espace privilégié pour un militantisme jeune et notamment loin des grandes villes. Même si elles ont des positions différentes, elles ont tou.te.s des discours politisés sur leur métier, dans le sens où elles remettent en cause les politiques concernant leur travail et le stigmatisme qui lui est associé. Trois d'entre elles sont en contact avec des associations notamment Acceptess-t qui fournit un travail juridique, psychologique de soutien et de prévention des IST.

Pour ce qui est du rapport aux clients, mis à part Elisa qui ressent un profond dégoût envers eux, nos enquêté.e.s ont une certaine sympathie pour beaucoup des leurs, particulièrement, car elles effectuent une sélection au préalable, préférant ne pas rencontrer ceux qu'elles ne "sentent pas".

Le logement, comme lieu d'exercice de l'activité, est un point dont on ne soupçonnait pas l'importance. Certain.e.s ont peur d'être dénoncé.e.s par les voisins surtout à cause de la loi sur le proxénétisme, d'autres font en sorte de ne pas avoir de problèmes avec eux en créant des liens d'amitié et en s'assurant d'avoir un "alibi" pour les allers et venues dans l'appartement.

La dimension économique a aussi eu une place importante dans tous nos entretiens et elle motive de nombreux choix. Elle détermine notamment le nombre de clients et d'heures de travail, certain.e.s enquêté.e.s voyant 20 clients par semaine, d'autres 4 à 5 par mois. Les prix des prestations alternent également, et les revenus varient entre 3000 euros et 800 par mois. C'est la nécessité économique qui a déterminé le choix de continuer à travailler pendant le confinement pour 3 de nos 4 enquêté.e.s. Pour le dernier, c'est surtout l'ennui, le manque du travail et la détresse physique qui l'ont poussé à reprendre. Ainsi, bien que le facteur économique ait une place centrale, celui-ci joue de façon différente selon les personnes interrogées. Ainsi, Didier qui a assez d'économies pour partir à la retraite continue néanmoins de travailler. Alors qu'Elisa a particulièrement besoin d'un certain nombre de clients par semaine pour lui assurer une sécurité financière. Quant à Camille, le plus jeune, il vit chez ses parents mais leur doit une pension. Il est attaché à son indépendance financière tout en étant intransigeant avec le respect de la part des clients et pendant leurs négociations.

Les premières semaines après l'annonce du confinement ont été vécues comme un "grand moment de flou" pour beaucoup de nos enquêté.e.s. Tou.te.s ont drastiquement perdu des clients (peur du virus, impossibilité de sortir...), entraînant pour la plupart un besoin de diversification des pratiques. Parfois, les clients ont également changé leur

rapport aux TDS : ils négociaient plus souvent les prix, justifiant la négociation par l'effort qu'il leur avait fallu pour sortir de chez eux.

Dans l'ensemble les mesures sanitaires ont difficilement été appliquées. En effet, dans un métier dont l'essence même est de fréquenter autrui, le port du masque a rarement été appliqué, ou bien retiré pendant l'acte. Certaines d'entre elles, notamment Elisa, avouent avoir même accepté des rapports sexuels sans "préservatif" afin de maintenir un nombre de clients suffisant pour subvenir à leurs besoins. Le premier confinement a été de façon générale, un moment difficile et qui a demandé beaucoup d'efforts d'adaptation à la nouvelle situation.

Vers la fin de celui-ci, toutes avaient mis en place une organisation pour leur permettre de survivre sur le plan financier.

Didier : maintenir le travail du sexe en temps de pandémie

Sara Guerreiro

Un premier contact fructueux malgré la méfiance

C'est sur un site d' « escorting »²⁷ que je suis tombée sur l'annonce de Didier ; cela faisait des semaines que mes demandes d'entretien restaient infructueuses et son profil avait quelque chose d'assez particulier. Tout d'abord c'était un homme cis, noyé dans des annonces de femmes cis et trans. Il disait avoir 47 ans, il m'avouera plus tard en avoir 54, ce qui contrastait avec la moyenne d'âge des annonces allant plutôt des 18 aux 40 ans. Son texte, très détaillé, laissait déjà transparaître ses 22 ans d'expérience du métier, mais aussi sa façon de le concevoir qui se distingue d'autres profils. Ses photos, prises dans la chambre et le salon de l'appartement qu'il loue, renvoyaient l'image d'un endroit où je me serais sentie à mon aise. La décoration très « zen » (mot employé dans le texte de son annonce) avec de nombreux objets tels que : un lit à baldaquin, le couvre-lit, le tapis, des bâtons d'encens et de nombreux objets et tableaux, rappelait la culture asiatique. J'apprendrai qu'il a des origines vietnamiennes, qu'il a une maison au Cambodge et qu'il a beaucoup voyagé et vécu à l'étranger. Cette décoration rappelait la culture « Zazen » des années 70 et 80. On apercevait un téléviseur cathodique et un lecteur VHS. Il y avait quelque chose de très anachronique dans ses images, elles me rappelaient mon enfance.

C'était l'un des profils avec le plus d'images à caractère pornographique, mais qui en comparaison avec d'autres profils, étaient moins crues, et rappelaient, de par leur esthétique, les anciens films pornographiques en VHS des années 80. Certaines photos étaient récentes et d'autres dataient de dizaines d'années. Elles le montraient en scène nu, ou très dénudé, dans des positions suggestives ou en plein acte sexuel. L'image était souvent floue, la mise en scène relaxée et les corps « imparfaits » (si on les compare aux normes actuelles du porno et aux autres profils sur le site). Didier y avait un regard très doux et gentil, il pratiquait une sexualité qui pourrait être considérée comme « passive » dans le milieu homosexuel.

²⁷ L'escorting désigne un type de travail du sexe « exercé individuellement mais qui, à la différence de la prostitution de rue, ne s'initie pas par une rencontre directe entre prostitué-e et client. Elle relève à ce titre d'une forme de privatisation qui, par un gain de discrétion (permis notamment par le racolage sur internet), met ceux et celles qui la pratiquent à l'abri du stigmate et de la répression policière. » in Mathieu, Lilian. « III. Un univers composite », *Sociologie de la prostitution*. La Découverte, 2015.

Tous ces éléments me donnaient envie de le rencontrer en personne, mais encore fallait-il qu'il accepte de me recevoir et, sans surprise, il a d'abord manifesté une certaine méfiance.

« J'ai été très surpris moi, quand vous m'avez contacté, je me suis dit "c'est une blague, c'est quoi encore ce truc" après j'ai compris c'était sérieux (...) parce que d'abord naturellement avec ce métier on est très méfiants, méfiants avec les gens qui nous appellent, avec les clients, avec les sites qui nous contactent (...) »

Lilian Mathieu, qui a dédié un ouvrage à la sociologie de la prostitution²⁸, défend que ce qui caractérise la prostitution n'est pas l'échange monétaire mais bien sa caractérisation en tant qu'activité déviante. Dans le discours de Didier, ce stigmaté est omniprésent, il explique :

« On nous fait de tout. (...) (On) vit dans la méfiance tout le temps c'est une protection qu'on a, on est obligés de l'avoir, c'est pas comme quand vous faites un métier connu, reconnu, que tout le monde connaît qui est accepté dans la société etc. Nous ça à rien à voir. C'est un monde à part. Et du coup cette méfiance elle ressort tout le temps. »

J'ai ressenti cette méfiance lors de notre premier appel, mais très vite, une confiance s'est installée. Parce que Didier est un « vieux de la vieille » et qu'il sait désormais très vite comprendre, par téléphone, les intentions de ses interlocuteur.rice.s.

Nous devions nous voir chez lui, dans le sud de la France, quand, la veille de mon départ, une collègue m'apprend qu'elle est cas-contact et que je devais donc annuler mon rendez-vous. Ce fut un coup dur, c'était le 27 novembre 2020 et quelques jours plus tard, le second confinement était annoncé, nous forçant donc à faire l'entretien à distance via Skype.

Une vie en mouvement freinée subitement

Didier a commencé son activité il y a 22 ans, sur le minitel²⁹. Il était auparavant chauffeur routier et a dû arrêter cette activité du fait d'un handicap. Il recevait une pension d'adulte handicapé - « on survit quoi » - qu'il complétait en réparant des ordinateurs chez lui. Il explique que sans ce handicap, il serait probablement encore chauffeur routier, un métier qui lui plaisait, car il aime le mouvement. Né au Havre, il a voyagé dans toute la France et à l'étranger, passant au total plus de sept ans en Inde et au Vietnam. Une vie riche d'expériences variées, au cours de laquelle il s'est marié deux fois (mariage hétérosexuel) et a eu trois enfants, dont une fille infirmière qui vit aujourd'hui au Canada. Le sexe a toujours occupé une place importante dans sa vie :

²⁸ Mathieu, Lilian. *Sociologie de la prostitution*. La Découverte, 2015.

²⁹ Le Minitel (pour « Médium interactif par numérisation d'information téléphonique ») est un type de terminal informatique français commercialisé entre 1980 et 2012. Il a notamment accueilli des messageries dites « roses » commerciales proposant des échanges à caractère sexuel.

« Bah déjà j'ai toujours eu un rapport au sexe assez... euh... comment dire (en riant)... actif (en riant)... donc c'était pas très compliqué pour moi de de... d'aller là-dedans (dans l'activité prostitutionnelle) (...) ».

Avant d'être travailleur du sexe, Didier avait déjà été un client régulier. Il connaissait aussi le monde des clubs libertins dont les codes lui étaient familiers. Sa perspective est originale, car il adopte souvent le point de de ses clients pour les comprendre. Il a une clientèle très fidèle, majoritairement masculine (cis), mais il lui arrive aussi de recevoir des femmes (cis) ; il reçoit des personnes de classes sociales très variées, du « smicard » au « cadre ». Il parle avec affection de certains de ses clients, explique qu'il adopte souvent un rôle de « psychologue » et que pour lui la prestation sexuelle est une partie importante de son métier, mais elle n'en est pas l'essence : ce sont les liens qu'il tisse avec certains de ses clients qui lui permettent de vivre sereinement de son activité. Il raconte :

« à mes débuts, j'avais pas de clients fidèles, donc euh... j'enchaînais les clients et à la fin de la journée, parce qu'y a des malades hein faut... (pause, moment délicat) (...) Et en fait, j'ai changé ma façon de faire après... (...) C'est-à-dire qu'au téléphone, déjà, on sent les gens. S'ils vont être corrects avec vous ou pas. C'est aussi, c'est comme ça que j'en suis arrivé à fidéliser une clientèle ».

Il m'explique l'importance de comprendre ses clients, tout en les sélectionnant. C'est cette humanité que recherchent ses clients fidèles : boire un café après le rapport sexuel, parler de sa vie, être écouté, explorer ses envies sexuelles avec un professionnel.

Avant le confinement, la vie de Didier donc était vibrante ; il allait souvent voir des concerts, des matchs de foot et allait au restaurant. Il était content de sa vie bien remplie, de son travail et d'un confort économique qui lui permettait de prévoir de prendre sa retraite dans les deux prochaines années.

« Les 15 premiers jours j'étais complètement largué, c'est à dire qu'en fait j'ai coupé mes téléphones et j'ai réfléchi. (...) je me suis dit : "c'est pas possible, je peux pas faire ce métier". »

Didier travaillait essentiellement à la maison (une vingtaine de clients hebdomadaires), dans quelques clubs libertins et tous les dimanches dans un bordel en Espagne. Du jour au lendemain, après le 16 mars 2020, les clients ont cessé de venir. Son appartement reste vide et Didier souffre. Sous le choc, il reste en contact avec sa fille infirmière, au courant de sa situation, qui le conseille et le guide. Il a des économies, il continue de recevoir des aides de l'Etat, environ 1000 euros par mois, qui lui permettent de tenir le coup. Mais l'arrêt du métier et le contexte anxiogène global le déprime. C'est aussi un moment de crise existentielle, il songe à prendre sa retraite plus tôt que prévu, partir, changer de vie, chose qui était impensable avant le confinement. Voir ses économies, mises de côté pendant des années, filer lui pèse. Il éprouve aussi un malaise physique : son corps, habitué à une activité physique quotidienne et à beaucoup sortir, est désormais en manque. Didier dort mal, perd l'appétit et son moral se dégrade. Il

s'occupe comme il peut, en jouant à la PlayStation, en regardant la télévision et en lisant. Mais jour après jour, la solitude commence à lui peser.

Si Didier se sentait seul, ce n'était pas juste lié au fait qu'il vivait seul. Son métier est un métier « caché », dont le caractère illégal et déviant empêche de faire part de ses difficultés sous peine de dénonciation ; il m'explique qu'il y a très peu d'entraide, et que l'on est souvent livré à soi-même. Ce sont ces trois éléments, l'ennui, la solitude et le manque de son activité, qui le poussent à rallumer ses téléphones et reprendre le travail.

Reprendre le travail du sexe malgré les gestes barrières

Quand Didier décide de reprendre le travail, pour sortir de sa solitude et de son ennui, le constat est flagrant, il a perdu presque la totalité de sa clientèle. Durant la période du premier confinement, il n'a vu qu'une dizaine de clients. Selon Didier, plusieurs facteurs expliquent cela. Le premier, et le plus évident, est le respect des règles du confinement. D'un autre côté, il y a la peur de la maladie. Une partie de sa clientèle vient le voir quand elle est en déplacement, or l'arrêt du travail implique souvent l'impossibilité de se déplacer. Enfin, une partie considérable de sa clientèle est mariée, et pendant le confinement, il était difficile de justifier son absence auprès de son.a conjoint.e.

Didier remarque aussi, en comparaison avec la période hors confinement, qu'il reçoit un nombre considérablement plus élevé de « mythos », ces hommes qui appellent alors qu'ils savent pertinemment qu'ils ne se déplaceront pas. Il remarque aussi une augmentation du harcèlement et des « malades », auxquels il est habitué, mais qui décuplent en période de confinement. C'est pour ces raisons qu'il décide de ne plus recevoir de « nouveaux » clients et de se concentrer sur ceux qu'il connaît déjà et avec lesquels il entretient des liens de confiance, voire même d'amitié.

Cette baisse de clientèle semble concerner spécifiquement les périodes de confinement, car en effet « Bizarrement... heu... le mois de mai dès que le confinement s'est arrêté c'était flagrant. Les 15 premiers jours ça a été de la folie furieuse, à croire que les gens se sont retenus pendant 2 mois (rire). » Il raconte aussi que pendant tout l'été il a pu travailler convenablement mais qu'à l'annonce du reconfinement le téléphone a arrêté de sonner. Il pointe du doigt l'incohérence des consignes sanitaires qui crée chez les gens une sensation de confusion et des comportements incohérents : de nombreux clients disent ne plus venir par peur du virus, mais étaient parfaitement capables avant la pandémie de négocier l'absence de port de préservatif. Ces incohérences désolent Didier, il a parfois été déçu de la réaction de certains clients : « C'est bien gentil de m'appeler et savoir si je vais bien, mais le coup de savoir si je vais bien et pis ils viennent pas, je me suis dit « ils ont peur ». Mais après je peux comprendre. ».

« (Ils) arrivaient tous avec leurs petits sacs (de courses) (rire), c'était assez rigolo d'ailleurs, parce que... (...), fallait bien rire un peu »

Didier a pris la décision de reprendre l'activité avec sa clientèle habituée, des personnes qu'il connaît et auxquelles il fait confiance. Il était conscient qu'il prenait des risques et il

l'assume pleinement : la confiance qu'il faisait à ses clients fidèles était suffisante pour reprendre l'activité.

Quand je lui ai demandé s'il avait mis en place un protocole sanitaire, il m'a expliqué qu'il n'a rien ajouté à ce qu'il faisait déjà auparavant : lavage de mains et éventuellement une douche. Pour ce qui est du masque et de la distanciation, il explique : « Pour moi franchement dans l'absolu, je pense que c'est pas possible. (...) il n'y aurait plus rien d'autre derrière c'est... pis bon si on a plus tout ça, y a plus de caresses, y a plus de bisous, y a plus euh pfff (souffle) c'est... pfff (souffle) (léger sourire), moi qui suis assez comme ça, je suis assez doux... (...) Je pourrais pas faire... être en demi-mesure comme ça... euh de... calculer la distance, essayer de faire les choses avec le masque... ». Car en effet, les prestations de Didier font souvent partie de ce qu'on appelle la *boyfriend experience* (expérience petit-ami), ce sont de réels échanges sexuels et affectifs qui sont au cœur de ses prestations. De ce fait, il considère qu'un rapport sexuel qui respecte les « gestes barrières » est possible, et que ses clients l'auraient probablement accepté, mais que cela aurait dénaturé sa façon de travailler et de concevoir la sexualité. Aujourd'hui il se dépiste tous les 10 jours. Mais pendant le premier confinement, il était plus compliqué de se faire tester.

Ce portrait est un exemple de la manière dont l'apparition du virus et le premier confinement mis en place pour le combattre, ont constitué une douloureuse rupture avec « la vie d'avant ». Didier a la particularité d'avoir organisé sa vie autour de son métier : ses revenus, une bonne partie de sa vie sociale et même sa santé physique étaient directement dépendantes de son activité professionnelle. L'arrêt de celle-ci lui était tout simplement intolérable. Bien que content d'avoir revu certains clients, Didier a dû modifier ses critères de sélection se basant presque entièrement sur la « confiance ». Ce sont bien les mots qui occupaient mon esprit en fermant mon ordinateur à la fin de l'entretien, « confiance » et « méfiance », deux mots bien connus des travailleurs et travailleuses du sexe, qui posent la question des gens qu'on laisse, ou pas, entrer dans notre vie quand on est dans le besoin.

Elisa : gagner de l'argent malgré les prises de risques

Mariana Escobar

Une enquêtrice qui apprécie de pouvoir raconter son histoire

Elisa est une femme transgenre de 20 ans, elle habite seule dans un petit appartement à Poitiers.

Elle est très élocuente, elle a souhaité partager ce récit de vie avec nous. Intéressée par l'enquête, elle m'a contactée sur Instagram suite à une story d'Auzmoze, la personne militante qui a diffusé notre demande d'entretiens sur ses réseaux sociaux. Une rémunération avait été proposée pour cette participation mais elle l'a refusée car elle souhaite avant tout parler.

« C'est très bien de rémunérer franchement. Mais je ne suis pas venue pour ça, je préfère laisser les 30 euros pour d'autres TDS. ;) »

Avant l'entretien, je n'avais aucune information sur Elisa. J'avais seulement eu accès à son Instagram qui est assez professionnel. Cela m'avait permis de d'entrevoir son physique et son style, mais rien de plus que cela. Les photos qu'elle poste m'ont permis d'avoir un aperçu d'elle. Elisa est très jeune, j'ai pu constater qu'elle change souvent sa coiffure, elle a plusieurs styles de cheveux, ce qui façonne aussi son look : elle modifie leur forme et leur couleur en fonction du style qu'elle veut adopter. Elle est mince et on dirait qu'elle n'est pas très grande. Dès que nous avons été en contact, nous avons décidé de faire l'entretien sans délai. Je lui ai proposé de le faire via Zoom ou Skype mais elle ne se sentait pas à l'aise par visioconférence, et m'a demandé de le faire par téléphone. J'ai essayé de la convaincre, nous avons donc eu une petite négociation, mais j'ai finalement accédé à son souhait et nous avons initié l'appel. Même je n'ai pas pu interagir de manière visuelle avec l'enquêtrice, je considère que l'entretien par téléphone permet aussi d'accéder à des propos très intimes, car la personne interrogée est beaucoup plus à l'aise. J'ai eu l'impression justement que l'entretien pour Elisa était une manière de raconter son histoire, elle se confiait à moi.

Je n'ai aucune information sur l'endroit où se trouvait Elisa lors de l'entretien. Nous avons été interrompues deux fois par son téléphone professionnel. Il s'agissait de clients qui la contactaient, mais comme elle avait déjà atteint son objectif journalier, elle a simplement refusé les deux appels. Nous avons parlé longuement de sa vie, de son parcours dans le travail du sexe, de ses motivations personnelles, ses peurs, ses contraintes, sa situation face à la pandémie, entre autres.

« Personne ne m’a obligée, mais voilà, j’ai quand même été conditionnée par beaucoup de choses »

Élevée seule par sa mère dans un contexte difficile, issue d’un milieu social défavorisé, ayant subi des tensions familiales notamment entre son père et sa mère et ayant un rapport compliqué avec son corps dû à sa transidentité, Elisa affirme que même si elle a choisi d’être TDS, elle est consciente que ces facteurs ont influencé son choix :

« Ça a été assez choisi même si ça a été conditionné par beaucoup de choses la... Voilà ... La pauvreté, le fait aussi que bah, j’avais un rapport avec avec mon corps qu’était, qu’était...compliqué. (...) C’était quand même compliqué. Voilà c’était pas facile. Voilà, entre mes parents, voilà on n’avait pas d’argent, ma mère m’élevait seule, moi et ma petite soeur, qui est transgenre aussi... »

Elle avait 16 ans quand elle a commencé à avoir ses premières expériences dans la prostitution. À ce moment-là, elle habitait dans un petit village dans la campagne près de Poitiers avec sa mère. Elle raconte que, dans son village, le travail du sexe était très contraint. Il n’y a pas d’endroit précis où exercer l’activité, sauf les gares où “des femmes nigérianes sont sous l’emprise de réseaux”. De plus, il était impossible pour elle de recevoir les clients chez elle et la possibilité de travailler dans la rue n’existe pas “Y’a pas de bout de trottoir pour les femmes trans, entre guillemets”. C’est pourquoi elle a opté pour des sites internet. Elle trouve les clients via des sites d’escorting, ensuite ils organisent un rendez-vous et l’activité se fait dans des bois ou dans la voiture du client.

Son activité en tant que travailleuse du sexe est directement liée à sa transidentité. Ses expériences amoureuses et sexuelles l’ont déçue très rapidement, elle se rend compte qu’elle est très sexualisée, les hommes ne s’intéressent à elle que parce qu’elle est une femme trans, mais au-delà de ça, Elisa en tant qu’individu est effacée.

« J’étais très vite déçue, parce que voilà, on ne m’aime pas pour qui j’étais, mais pour ce que je représentais, à savoir un fantasme sexuel. (...) Donc après toutes les relations ratées que j’avais eues, tout le climat qu’y avait, et puis aussi je voulais vraiment commencer, euh, commencer ma transition. Fin voilà, y’a tout un tas de choses qui m’ont amenée, j’ai tout à fait choisi. »

Le milieu trans est fortement ancré dans le travail du sexe du fait de son exclusion. Elisa affirme que dans une période difficile pour elle, en l’occurrence sa transition, à la recherche de validation et d’estime de soi, le regard des hommes comptait beaucoup pour elle. Le passage vers le travail du sexe a été pour Elisa une option évidente. Son activité en tant que travailleuse du sexe a donc commencé quand elle était mineure, dans un très petit village, et très rapidement les institutions publiques locales l’ont appris. Elle a fait l’objet d’une mesure judiciaire et sociale et a été installée seule dans un appartement où elle vivait en autonomie encadrée par des éducatrices. À condition de poursuivre ses études, elle recevait un revenu mensuel et devait rendre des comptes précis sur tout ce qu’elle dépensait.

« Et voilà j'avais des petites enveloppes avec de l'argent liquide tous les mois. Euhhh, chaque enveloppe correspondait à un budget. Donc voilà, j'avais 250€ par mois pour faire mes courses ; 150 € tous les trois mois pour m'acheter des vêtements ; et puis 40€ d'argent de poche tous les mois. Oui ! 40€ par mois. (...) Et puis toutes les semaines voilà, on faisait le point avec mon éducatrice. On calculait, voilà, on calculait ce qui avait été dépensé. On regardait bien tous les tickets de caisse, etc. »

L'organisation rigoureuse de l'agent public qu'elle a perçu a une influence dans la manière de gérer son argent. Elisa est très organisée et tout au long de l'entretien les questions d'argent ont eu une place très importante. Elle est très attachée à maintenir son niveau de revenu. Même dans cette situation de fort encadrement, Elisa choisit de poursuivre son activité prostitutionnelle, tout en ayant peur des sanctions auxquelles elle risque de s'exposer.

« Alors que si voilà, l'éducatrice, l'aide sociale à l'enfance, les juges, savaient ce que je faisais, c'était fini. Fin voila, je perdais l'appartement et je retournais chez mes parents ou j'allais au foyer. Donc voilà, c'est là que j'ai commencé de toutes façons à avoir la peur au ventre quand je travaillais. »

Avant le confinement du printemps 2020, Elisa exerçait toujours son activité de travailleuse du sexe, mais elle avait également commencé à travailler dans un centre d'appels. Elle avait obtenu un contrat en CDD de 9 mois grâce à sa mère qui travaillait dans cette entreprise.

« Je me suis mise en mode : je suis une machine maintenant »

Pendant le premier confinement elle avait donc un CDD de téléopératrice grâce auquel elle gagnait le Smic. Ce travail lui a permis de ne pas continuer son activité de TDS et de respecter le confinement. Mais lors du deuxième confinement, en novembre 2020, ce contrat était terminé. Aussi, même si elle avait de l'argent de côté qui lui permettait de vivre tranquille pendant le mois de novembre, l'instabilité et l'incertitude du futur ont été déterminants. Ce deuxième confinement l'a confrontée à une réalité incertaine, du fait des perspectives d'extension du confinement jusqu'en janvier. Cette angoisse face au futur a joué un rôle décisif : ne voulant pas dépenser toute ses économies pour survivre, elle s'est confinée durant le mois de novembre puis a repris le travail du sexe.

« J'avais plus de travail, plus d'emploi fixe donc voila le travail du sexe c'est de nouveau ma seule source de revenu. Donc pour le confinement en fait euh j'avais, j'avais mon argent, de voilà, j'avais euh mille euros pour faire le mois de novembre. Je me suis dit bon, je vais respecter, on se dit bah voila jusqu'au premier décembre ou jusqu'au 5 décembre (...) Mais je ne pourrai pas tenir jusqu'à janvier quoi. Si ! bah en faisant très attention... Mais ça me frustre en fait, ça me frustre de me dire que que je ne peux pas mettre de côté ; que je ne peux pas le mettre de côté pour mes projets et que bah là tout ce que j'ai mis de côté, ça va être perdu en fait. »

Face à aux circonstances qui l'ont amenée à retravailler, les conditions de travail ont forcément changé. Son objectif journalier est de 100€, soit deux clients par jour. Mais

dans la mesure où la clientèle a considérablement diminué, elle accepte d'avoir des rapports non protégés, qui sont mieux rémunérés. La crise sanitaire rend les conditions de travail très difficiles. Non seulement elle s'expose au coronavirus, l'angoisse du futur s'accroît, mais elle risque aussi de contracter d'autres maladies, sans compter qu'elle laisse aussi de côté ses principes pour pouvoir percevoir un revenu. Elle dit qu'elle est devenue « une machine », c'est une métaphore qui me renvoie à l'image de l'homme-machine, reprise dans le film de Charlie Chaplin *Les temps modernes*. Cette affirmation d'Elisa me fait penser que les travailleurs·ses du sexe sont aussi des ouvrier·es du sexe, et dans le même temps elle met en lumière le contrat sexuel implicite dans les rapports de genre.

« Donc donc voilà j'ai quand même repris le travail, quand même la peur au ventre, la peur d'attraper le virus, fin voilà et puis et puis donc du coup j'ai commencé à faire des fellations non protégées parce que (...) j'ai un objectif financier. Il me faut tant, tant, tant pour, pour pouvoir atteindre mes objectifs, concrétiser mes projets etc donc, donc là il faut que j'aïlle vite. Il faut faire les clients à la chaîne, il faut tant de clients par jour, tant d'euros par mois, etc... Donc c'est pour ça que là oui je me suis mise en mode, je suis une machine maintenant. Je suis une machine. J'en ai conscience même si je sais que je suis un être humain, en réalité je me suis vraiment conditionnée à devenir une machine voilà euh à être le plus efficace possible, à faire plus d'argent »

L'exposition au virus est inévitable, les gestes barrières sont très réduits. Elle a établi tout un protocole sanitaire dans son travail, même si elle sait que l'exposition est inévitable. Une partie de ces gestes barrières étaient déjà présents dans son travail, ce qu'elle appelle « l'hygiène de base ». Ces règles sont également morales.

« Les gestes barrières c'est très dur, par exemple moi je peux pas me permettre de porter le masque ou d'imposer le port du masque obligatoire euh à mes clients. Il y en a qui le font mais enfin moi, je ne le fais pas, c'est trop compliqué à mettre en place. Donc ça fait partie des petits gestes barrières que j'essaye de mettre en place ou je leur passe voilà deux fois un coup de lingette sur le sexe, les testicules, tout, tout, tout, tout, ce que je vais devoir toucher, lécher, etc pour, pour voilà et c'est déjà aussi plus supportable. Aussi parce que bon voilà il y a les odeurs (...) c'est des trucs que j'ai de plus en plus de mal à supporter, c'est partie du dégoût moral et physique que j'ai... »

Le télétravail : « c'est un travail vraiment d'influenceuse auquel je ne suis pas du tout habituée. »

Face à cette pandémie, le télétravail est apparu comme une manière de s'adapter aux nouvelles contraintes. Mais si c'est une alternative viable pour certains, ça ne l'est pas du tout pour d'autres. Ainsi passer aux formes de télétravail n'est pas une bonne option pour toutes les travailleuses du sexe. En ce qui concerne Elisa, même si elle a tenté de se faire une place dans le monde du travail du sexe *online*, elle s'est vite rendue compte que

dans sa situation ce n'était pas rentable. Elle a commencé par utiliser son compte Instagram comme plateforme marketing, une mise en scène d'elle-même lui permettait d'attirer de nouveaux clients et de se créer un réseau, à partir de photos érotiques et provocatrices. Ses stories servent à attirer des clients et leur donner des actualités sur elle. Mais d'autres activités telles que Only Fans³⁰, ne sont pas rentables si la personne ne dispose pas d'un réseau assez large :

« J'ai tenté un truc aussi parce que tu vois en fait, c'est mon Instagram pro où je fais ma petite pub ma petite promo. Pour avoir des clients parce j'ai fait après le dernier confinement j'ai décidé de m'inscrire sur des sites de rencontres un peu mainstream entre guillemets, du style Tinder, Adopte un mec, voilà. »

« Moi ça m'a très vite gonflée en fait ! Moi ça m'a très vite gonflée, c'est pas mon truc, c'est pas ce avec quoi je suis habituée à travailler en fait. Y'en a qui se retrouvent vraiment, qui préfèrent ça en fait. C'est selon chacun de toute façon. Chacun a sa manière de procéder euh voilà, mais moi c'est pas du tout mon truc. C'est très compliqué, en fait, en plus j'ai, c'est pas rentable. Ça marche que pour celles qui ont vraiment déjà une grosse communauté, on va dire. Là, ça peut être très rentable effectivement ! Mais pour moi voilà qui suis pas très connue voilà, j'ai que quatre-vingt cinq abonnés sur mon compte Instagram et quelques abonnés sur mon MYM³¹ 5-6, tu vois ? Donc clairement c'est pas avec ça que tu paies ton loyer. »

Ainsi les compétences pour ce type d'activité en ligne sont tout à fait différentes de celles habituellement mises en œuvre par Elisa, qui a donc continué à pratiquer le travail du sexe à travers des rencontres physiques impliquant des prises de risques élevées.

Les conditions de vie des travailleuses du sexe sont très difficiles, le travail du sexe est souvent un travail inscrit dans une trajectoire sociale difficile et caractérisé par un abandon institutionnel problématique. Dans un contexte de crise socio-économique et sanitaire, être TDS expose ainsi à une très grande précarité.

³⁰ Plateforme de partage de vidéos et de photos payante connue pour ses contenus pornographiques.

³¹ Réseau social payant connu pour ses contenus pornographiques.

Camille : « Pour ce prix-là, en fait, tu me respectes ! »

Isabel Gerez

J'ai fait la connaissance de Camille sur le réseau social Instagram. Il a répondu à ma demande d'entretien avec un.e travailleur.se du sexe (TDS) qui aurait continué à travailler pendant le confinement du printemps 2020. Ma requête avait été diffusée sur Instagram par une figure connue du monde militant TDS (Auzmoz) et cela a sans doute joué dans la confiance qu'il a accordé à une inconnue pour parler d'une activité souvent stigmatisée.

Nous situant au moment de l'enquête dans la saison 2 du confinement, en novembre 2020, nous nous sommes entretenu.es via nos écrans interposés. Du peu que j'aie pu voir, Camille a une allure très juvénile, il a en effet 18 ans. Il est blanc avec les cheveux courts et châtain. C'est un homme transgenre, qui n'a pas suivi de traitement hormonal et n'a fait aucune opération. Il a de ce fait un corps perçu comme féminin et me dit que cela « rebute » parfois certains clients mais que dans l'ensemble ceux-ci s'adressent à lui au masculin. Avant l'épidémie, Camille rencontrait des hommes via des applications de rencontre gay, il leur donnait rendez-vous la nuit à l'extérieur, souvent pas très loin de chez ses parents. Ils allaient ensuite soit chez le client, soit à l'hôtel (ce que préfère Camille), ou ils restaient dans la voiture du client.

Des rapports compliqués avec ses parents

Camille vit chez ses parents, dans une ville moyenne de Nouvelle-Aquitaine, avec deux petites sœurs et un petit frère. Enfant d'un père éditeur et d'une mère attachée de presse, il me dit vivre dans un milieu plutôt aisé. Il doit néanmoins verser une pension à ses parents et payer ses études à distance en psychologie. Il s'est orienté vers le travail du sexe il y a un an et demi pour pouvoir payer ses études car il souhaite pouvoir quitter la maison familiale et louer un appartement.

« Bah j'avais besoin d'argent pour financer mes études en fait donc c'était un peu compliqué et puis en fait je me suis intéressé aux moyens que j'avais etc et comme j'avais pas vraiment d'expertise dans beaucoup de choses euh bah... j'me suis dit que le travail du sexe c'était pas une mauvaise chose en fait et euh et puis du coup bah ça s'est fait assez naturellement [...] »

Il me dit être entré « naturellement » dans le travail du sexe et le fait que sa mère ait eu une expérience dans cette activité l'a sans doute amené à se tourner plus facilement vers cette voie. Il me raconte ainsi que sa mère se faisait « attoucher » par son père quand elle était petite, qu'elle avait refoulé ces souvenirs mais qu'ils avaient ressurgi quand elle avait 16-17 ans. Elle avait essayé d'oublier en faisant énormément la fête et en se droguant et s'était ainsi mise à se prostituer pour acheter de la drogue et pour « faire payer les hommes de ce que son père lui avait fait ». Camille m'en parle comme de

quelque chose de « punitif [...] pas quelque chose qui la libérait en fait ». Camille fait donc une distinction forte entre la pratique de sa mère qui était « pour de mauvaises raisons » et la sienne qui s'inscrit selon lui dans un rapport plus sain et plus pratique d'une activité servant à financer ses études. La notion de liberté qu'il emploie ici est centrale et tout au long de notre discussion où il souhaite présenter son activité de TDS comme un moyen d'épanouissement. Cela se perçoit à nouveau lorsqu'il me parle d'Ausmoz, qu'il considère comme un exemple en tant que TDS et non binaire.

« moi ça m'apporte beaucoup de sérénité en fait, iel est super apaisé dans son travail et c'est super... j'sais pas inspirant en fait de voir ça et ça influence vachement sur ce que je fais et tout donc c'est cool »

Camille raconte que ses parents se doutent de son activité mais qu'ils préfèrent fermer les yeux. Avec l'un de ses premiers clients, ses parents avaient deviné ce qu'il faisait et avaient forcé Camille à porter plainte contre celui-ci. Ils n'en ont plus reparlé depuis cette histoire et préfèrent ne rien savoir.

« J'sais même pas ce qu'ils pensent, ils pensent que je fais un travail de nuit en fait et j'sais pas... Ils m'ont pas forcément posé de questions et j'pense qu'ils veulent pas vraiment savoir non plus et du coup bien juste je sors la nuit ils sont pas au courant et voilà. »

Malgré ces rapports tendus, Camille estime avoir la chance de ne pas subir son métier comme un simple moyen de survie. En vivant chez ses parents, il a peu de charges (le loyer qu'il leur verse et ses études) et il peut se permettre de refuser certains clients qu'il ne « sent » pas. Il préfère ainsi gagner moins d'argent mais assurer sa sécurité. Ayant une activité limitée à quatre ou cinq clients par mois avant le confinement, Camille gagnait souvent moins de 1000 euros.

L'importance des réseaux sociaux dans la construction d'un rapport collectif à l'activité de TDS

Bien qu'étant loin de la métropole parisienne et de son monde militant et associatif, Camille m'explique qu'il existe des liens de solidarité entre personnes TDS. Même s'il ne s'agit que de liens à distance, ces soutiens sont véritablement importants pour Camille.

« Comme j'suis abonné à pas mal de comptes du coup TDS ben parfois ielles postent des story genre "ah du coup si vous avez 2-3 tips par exemple pour les"... bah là c'était pour les attestations du coup j'avais parlé un p'tit peu avec la TDS et on avait parlé un p'tit peu pour s'entraider mutuellement et ouais ce genre de trucs c'est toujours cool. »

Camille travaille exclusivement via les réseaux sociaux à travers une application et un site de rencontres pour hommes gays. Il y rencontre des hommes, discute un peu avec eux et si cela se passe bien il leur explique que pour aller plus loin avec lui, ils devront payer. Certains le prennent mal ou changent totalement leur façon d'être, comme il le raconte :

« En fait de base il me parlait très bien, il me parlait avec des phrases c'était dingue wouaw (rire) et à partir du moment où je lui ai dit que j'étais escort il était en mode "ok prix" donc j'ai donné mes prix, "photo", attends déjà respecte moi en fait, fais des phrases mec ! Sois cool ! Et genre le gars était pas du tout respectueux, j'étais en mode "Mais... C'est pas parce que j'suis TDS que tu dois me parler mal en fait". »

On voit ici que Camille accorde une importance particulière à la notion de respect dans son travail. Il me dira plusieurs fois préférer « bloquer » (sur l'application) un homme irrespectueux et qui ne sait pas se remettre en question plutôt que d'accepter qu'il lui parle mal. Un aspect important de son travail est d'amener les hommes irrespectueux à changer d'attitude et d'obtenir le respect de ceux qu'il autorise à devenir ses clients. Il met ainsi fortement à distance ceux qui s'imaginent qu'ils payent pour disposer comme ils veulent du corps de l'autre et non pour des prestations et « [...] qui semblent comprendre que notre métier c'est genre pas de respect [...] ». Camille emploie ici « notre métier », qui rend compte de la dimension collective qui a structuré son rapport au métier de TDS comme étant construit sur des relations respectueuses entre êtres humains.

Être TDS pour Camille est donc une activité solitaire (puisque'il n'a aucun contact direct avec des collègues et qu'il est seul dans sa pratique face au client), mais elle s'inscrit pour lui dans un collectif. Son discours est très politisé et engagé car pour lui le travail du sexe est historiquement et socialement politique. Il en va de même de son identité et son rapport à son genre qui jouent un rôle central dans la manière dont se définit car le corps trans est fantasmé et sexualisé. Ainsi, il est important de prendre tout cela en compte pour comprendre ce que cela signifie pour Camille d'être un jeune homme trans et TDS.

« Y a pleins de gens aussi qui considèrent pas du tout le TDS comme un vrai travail et on fait beaucoup cette analogie dans le militantisme, de genre est-ce que quand tu vas chez ta boulangère tu négocies le prix de ton pain ? »

Camille perçoit l'entretien comme un moyen de se faire entendre, de pouvoir enfin parler en son nom. Il reproche beaucoup aux médias et à ceux qui les écoutent de parler du travail du sexe sans connaître réellement le sujet. Il regrette le fait que les personnes concernées ne soient jamais écoutées ou ne puissent pas s'exprimer. Or, je sens ce jour-là qu'il a beaucoup de choses à dire, un ras le bol et de la colère à exprimer. Camille revendique le droit de pouvoir exercer le travail du sexe comme n'importe quel autre métier et regrette la dégradation des conditions de travail notamment en lien avec le coronavirus et le confinement.

Pendant le confinement : moins de clients et moins de respect

Camille me raconte ne pas avoir eu particulièrement peur du virus ou même peur de se faire arrêter. Ce qui a le plus affecté son travail est la raréfaction des clients et surtout la baisse de la qualité de ses relations avec eux car ceux qui ont continué à recourir à ses

prestations étaient moins agréables. Camille déplore encore ces négociations qui étaient justifiées, aux yeux des clients, par leurs prises de risques sanitaires et légaux. Camille est passé de 4-5 clients mensuels avant le confinement, à 1 ou 2 clients par mois.

« Bah avec le confinement c'était beaucoup plus compliqué de travailler bah parce que déjà y avait beaucoup moins de clients et euh que y en avait beaucoup qui voulaient vraiment pas sortir, qui avaient peur, qui disaient "nan mais si on se fait attraper par la police" et du coup bah ça me poussait aussi à voir des clients qui avaient peut-être moins peur mais qui étaient aussi parfois moins respectueux »

Depuis que la loi pénalise le client, les conditions de travail des TDS se sont énormément dégradées. Le confinement accélère toutes ces dégradations ; criminalisation des TDS et des clients, insécurités, stigmatisation, etc... Camille me dit avoir la chance de pouvoir éviter les situations trop dangereuses ou qui ne seraient pas en accord avec la conception qu'il se fait de son travail. Mais il est bien conscient que certain.es TDS ne peuvent pas se permettre de trier les potentiels clients ou se retrouvent à accepter des choses qu'ielles n'auraient pas accepté en temps normal ou s'il y avait juste un meilleur encadrement de ce travail.

« (...) je sais que moi je peux gérer avec les clients genre moins heu... niveau thune. Et du coup j'avais pas aller m'exposer à des trop grands dangers mais y en a qui ont pas assez d'argent du tout et qui du coup sont pas safe au niveau de leur boulot puisqu'ielles sont obligé.es d'accepter des trucs qu'ielles ne font pas normalement... »

Le fait que Camille vive chez ses parents et qu'ainsi il ne soit pas totalement dépendant financièrement de son activité change son rapport à celle-ci. Il me présente le métier de TDS comme un épanouissement personnel et un engagement politique. Camille m'a montré à travers cet entretien une façon de vivre cette activité qui diffère de ce qu'on a l'habitude d'entendre. Son discours rompt avec les discours dominants présents dans la sphère publique et c'est en cela qu'il me semble important de le prendre en compte.

Livreurs en confinement : pédaler seul dans des rues vides

Livia Casalonga
Anaïs Delanoë
Jacopo Gerini

Si un portrait-type du livreur à vélo devait être tracé aujourd'hui, en France, ce serait le suivant : un jeune homme, peu ou pas diplômé, habitant dans les banlieues des grandes métropoles, pour qui la livraison à vélo est la principale source de revenu³². Les livreurs à vélo sont, pour la plupart, sous le régime de l'auto-entrepreneuriat, statut particulier de l'indépendance créé en France en 2008. La rhétorique autour de l'entrepreneuriat, valorise « l'idée d'entreprendre », le fait d'être son propre patron, l'indépendance dans un monde du travail où la norme est la domination patronale³³. Pourtant, la réalité de l'auto-entrepreneur est tout autre, notamment en termes d'éloignement du modèle traditionnel du salariat. Julien Gros³⁴ (2019) a travaillé sur les mutations de l'emploi, et note par exemple que les auto-entrepreneurs, surtout ceux venant des classes populaires, ont des temps de travail très proches de ceux du monde salarial. De plus, des auto-entrepreneurs, exerçant dans le cadre d'une plateforme de livraison, ont vu de nombreuses fois leur activité requalifiée en salariat déguisé, une relation de dépendance à une entreprise spécifique étant régulièrement identifiée. Mais si le salariat est déguisé, la sécurité sociale, elle, ne l'est pas, elle est simplement inexistante. Lorsqu'il n'y a pas d'entreprise employeuse, il n'y a aussi personne pour assurer la paie lors d'arrêts maladie, d'accidents du travail ou même de chômage partiel, que le temps soit à la pandémie mondiale ou non... Les livreurs à vélo n'ont d'ailleurs eu, en mars ou en novembre 2020, pas le choix de continuer à travailler à l'extérieur s'ils voulaient continuer à avoir des revenus. De plus la demande de livraison à domicile a connu une très forte croissance durant ces périodes.

Un choix guidé par la nécessité de travailler... Et d'échapper à sa condition

Nous avons retrouvé parmi nos enquêtés ayant travaillé durant la période du confinement du printemps 2020, les caractéristiques connues du jeune travailleur, homme, qui cherche à assumer une indépendance à la fois désirée et subie. Désirée parce qu'elle permet de travailler à des horaires plus flexibles, ce qui n'est pas le cas

³² Aguilera, Anne, Dablanç, Laetitia, et Rallet, Alain. « L'envers et l'endroit des plateformes de livraison instantanée. Enquête sur les livreurs micro-entrepreneurs à Paris », *Réseaux*, vol. 212, n° 6, 2018, p. 23-49.

³³ Chambard, Olivia. « Tous « startupeurs » ? Les enjeux de la diffusion de la rhétorique entrepreneuriale dans l'enseignement supérieur », *Savoir/Agir*, vol. 51, n° 1, 2020, p. 41-49.

³⁴ Gros, Julien. « 4. Les statistiques de l'emploi face aux mutations du travail indépendant », François Dubet éd., *Les mutations du travail*. La Découverte, 2019, p. 77-95.

d'autres professions à bas salaire et qualifiées (serveur, préparateur de commandes, caissier, etc.), avec un sentiment fort d'indépendance, mais subie du fait des difficultés pouvant survenir avec le statut d'auto-entrepreneur. Une tension qui pourrait se synthétiser ainsi : « Je travaille quand je veux, mais aux horaires qui rapportent ». « Je ne suis pas tombé malade, mais je ne sais pas comment j'aurais fait si cela m'était arrivé ». La peur de la contamination, cependant, n'était pas réellement présente dans leurs esprits. On peut associer cela au jeune âge de nos travailleurs qui, s'ils venaient à être contaminés, auraient un faible risque de tomber gravement malades. Un risque auquel on accorde peu d'importance donc, comparé au désir de sortir pendant un confinement strict, d'entretenir une sociabilité minimale, et évidemment, de continuer à percevoir un revenu maintenant cette impression d'indépendance, et, accessoirement, de se nourrir et garder un toit au dessus de sa tête... Parmi les motivations importantes, on retrouve pourtant aussi, et de manière moins attendue, le goût du service, et de l'aide à la personne : même si les clients ne sont pas des personnes à risque ou en situation de difficulté, elles ont, elles aussi, besoin de retrouver un peu de vie, quitte à ce que cela passe par la commande d'un plat chaud.

Portraits des enquêtés

Au-delà de caractéristiques communes à ces trois jeunes hommes, les portraits donnent à voir des parcours très différenciés.

L'enquêté de Livia se nomme Sami, il a 21 ans, il habite et a grandi à la Plaine-Saint-Denis. Titulaire d'un baccalauréat professionnel audiovisuel, il a régulièrement travaillé via Ubereats, notamment durant le confinement de mars 2020. Il est aujourd'hui salarié dans une grande enseigne de fast-food. Il vit dans un appartement avec ses deux parents et sa petite sœur, son père est plombier et sa mère est employée par la mairie de Saint-Denis. Ses parents sont nés tous les deux à Paris, tous les deux français, l'une avec des origines polonaises, l'autre avec de la famille en Tunisie. Son grand-père paternel est mort du Covid en mars 2020, Sami n'en parlera quasiment pas durant l'entretien.

Le livreur qu'a pu interviewer Anaïs s'appelle Hugo. Il a 21 ans et habite à Nancy. Il a étudié à l'IUT de Metz et, en plus d'être livreur, il travaille aussi comme mécanicien/vendeur pour une association qui répare et recycle des vélos. Depuis 2018, il est également réserviste à l'Armée de l'Air et de l'Espace. Il alterne régulièrement entre la livraison et d'autres activités.

Le dernier enquêté, celui de Jacopo, est Matteo. Il a 25 ans, c'est un garçon italien originaire d'une famille plutôt aisée (sa mère est avocate et son père décédé leur a laissé de l'argent), qui après sa licence a décidé de continuer ses études à Paris, où il a effectué un master en sciences sociales. Il est ensuite retourné en Italie mais pendant le confinement et les trois dernières années, il habitait à Paris, dans le XXe arrondissement, avec trois colocataires plus ou moins de son âge, tous étudiants.

Hugo : Il faut bien user des failles dans un système fracturé

Anaïs Delanoë

Une enquête soumise à la distanciation sanitaire

J'ai rencontré Hugo sur Facebook. Un message sur le groupe d'échanges des livreurs et coursiers à vélo, et rapidement, quelques réponses arrivent. A vrai dire, elles ne sont pas nombreuses : j'arrive peut-être après bien d'autres, journalistes ou sociologues. Quelques échanges sur le chat, un rendez-vous reporté une ou deux fois, et finalement, un dimanche après midi, s'est déroulé l'entretien. Une rencontre, en temps normal, on l'appréhende corporellement : on partage le même lieu, ne serait-ce qu'un court instant. Ici, le miroir est composé de LCD et de plastique : je rencontrerai Hugo par visioconférence, puisque nous sommes, au moment de l'entretien, en train de revivre la même situation qu'au printemps. Même si nous pensons encore que ce second confinement ne sera que passager, et que nous retrouverons une vie normale d'ici un ou deux mois, on sent l'environnement vivable se refermer, petit à petit.

Un rêve d'indépendance

Hugo est un jeune homme de 22 ans. Il travaille régulièrement avec Uber, grâce à son vélo de course, qu'il a lui-même monté et amélioré. Son statut de micro-entrepreneur, qu'il préfère nommer *auto-entrepreneur*, il l'aime et le valorise. C'est d'ailleurs ce qu'il exprime dès le début de notre entrevue :

« Les médias, et un peu tout le monde, je trouve qu'ils salissent énormément l'image des livreurs en donnant une image esclavagiste, [...] que je trouve complètement fausse. »

Et cette image, il la perçoit au quotidien. Quand il parle de son travail principal, on projette sur lui ces images qui, initialement, condamnent les plateformes de livraison, mais qui lui donnent la sensation d'être jugé.

Hugo aime voir sa vie libérée du salariat, auquel il ne se sent pas adapté. Il ne voit pas l'intérêt de se lever très tôt le matin, quand il n'est pas opérationnel. Ses amis disent de lui qu'il n'est d'ailleurs « *pas très salariable* ». Se faire réprimander pour des retards, des manques de productivité ou d'efficacité, lui semble être un carcan trop étroit ; Il en a fait l'expérience pratique au fil des opportunités qu'il croise régulièrement. S'il ne détaille pas ses expériences, Hugo s'adapte apparemment ; il dit avoir été tour à tour mécanicien, réserviste à l'armée de l'air, employé dans une chaîne de restaurants ou livreur indépendant. Selon lui, il faut savoir diversifier ses compétences afin de trouver sa place dans un marché du travail extrêmement concurrentiel... Et si possible, un emploi vivable.

Face aux inconvénients du salariat qu'expérimente Hugo, il préfère livrer des plats préparés par l'intermédiaire d'une application pour smartphone. Cela lui permet d'exercer une profession entrepreneuriale, sans nécessiter de gros investissements : un sac isotherme si possible avec la marque de l'application imprimée dessus, des vêtements adaptés à tous les temps, et bien sûr, un bon vélo. L'assurance santé aussi est payée par l'entrepreneur lui-même. Elle est rendue obligatoire par la plateforme. Pour Hugo c'est une formalité ; il ne se sent pas concerné par les problèmes de santé :

« Je suis jamais malade moi, de toute façon. [...] Je sais qu'on est affilié à une assurance, c'est vraiment tout ce que je sais ».

Le discours d'Hugo met en valeur un idéal du livreur indépendant tout en faisant apparaître la fragilité de sa position professionnelle.

« Si demain ils ont envie de supprimer mon compte ils peuvent le faire... Effectivement ça c'est une réalité. Après, je suis auto-entrepreneur, donc j'ai mon propre numéro de SIRET. C'est pas parce qu'ils vont supprimer mon compte qu'ils vont supprimer mon entreprise, donc si je veux faire [...] une autre activité, soit être en partenariat avec une plateforme, soit me lancer dans mon propre business, je peux toujours le faire ».

S'échapper de l'enfermement entre quatre murs

Durant le premier confinement, le chômage a connu une augmentation considérable³⁵. La livraison de plats préparés a permis à de nombreux jeunes de continuer à toucher un revenu malgré la forte diminution d'offres d'emplois ; tout comme elle le permet, hors crise pandémique, à de nombreuses personnes touchées par la discrimination à l'emploi ou par des difficultés d'adapter leurs horaires de travail à une autre activité comme des études. Elle permet donc, malgré la précarité de la situation, de dépasser une position d'impuissance face aux institutions traditionnelles du travail.

Le confinement, comme expérience en soi, procure la sensation d'une même impuissance. Le quotidien, alors peu stimulant, répétitif, et extrêmement solitaire, devient une situation insupportable. Aux murs déjà connus de la mise à l'écart du marché du travail salarié, s'ajoutent les murs bien concrets de l'appartement.

Pour Hugo, les livraisons durant le printemps 2020 ont été non seulement une source de revenus, qui a explosé du fait de l'augmentation de la demande ; mais aussi la seule manière d'échapper aux restrictions de mouvement et donner à la vie un semblant de normalité. Pour ceux qui maintenaient une activité professionnelle en dehors des murs, le confinement ne se faisait pas toujours sentir avec autant d'intensité.

³⁵ DARES, « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre pendant la crise sanitaire Covid-19 », *Synthèse des résultats de l'enquête flash* – avril 2020.

« Travailler [...] c'est par besoin de faire de l'argent parce que [...] c'est quand même ma principale source de revenus, [par]fois j'ai un autre travail à côté, c'est pas toujours le cas... Pendant le confinement [...] il y a une forte demande, donc ça fait [...] des soirées qui sont vraiment très rentables et qui rapportent pas mal. C'est un moment stratégique pour livrer. Puis en même temps ça me fait une raison de sortir ! »

Le confinement n'a pas été source d'angoisse pour Hugo, ou du moins n'a-t-il pas évoqué avoir eu peur d'être contaminé. Les plateformes ont effectivement mis un certain temps à réagir concernant les règles sanitaires à imposer aux livreurs avec lesquels elles travaillent, mais des gestes barrières étaient déjà mis en place parfois par les clients eux-mêmes. La distanciation sanitaire apparaissait ici plutôt comme une nouvelle forme d'attitude professionnelle, de respect du client. Une autre manière de bien effectuer son travail, et donc de valoriser sa situation.

Dans un marché du travail déjà durablement endurci par la fragilisation du droit du travail, ainsi qu'un accès au salariat de plus en plus concurrentiel pour les jeunes peu ou pas diplômés, il est nécessaire de trouver le moyen de survivre. On se permet même d'espérer se sentir vivre. Se raccrocher à tous les moyens nous permettent de dépasser ce sentiment de précarité, ou d'enfermement, et trouver quelques failles.

Matteo : temps, espace et argent pour un livreur en confinement

Jacopo Gerini

Matteo est un jeune homme italien de 26 ans qui a terminé son master il y a quelques mois. Assez grand, les cheveux bouclés, les yeux bleus, il vient comme moi de Florence, et nous avons été ensemble quelques années au lycée, avant qu'il ne continue ses études à Paris.

D'après mes souvenirs du lycée, il a toujours eu une personnalité assez forte et engagée – il a été délégué de classe, membre du collectif scolaire –, toujours en première ligne quand il fallait parler aux assemblées ou participer à des manifestations.

J'ai appris par hasard, par un ami commun, que lorsqu'il était à Paris, Matteo travaillait comme livreur pour différentes plates-formes de livraison, Uber Eats et Deliveroo, y compris pendant le confinement. Il a très bien réagi à ma proposition d'entretien, mais la rencontre s'est faite à distance, car Matteo était en Italie alors que je me trouvais à Paris. S'il s'est montré très bien disposé dès le début, c'est sans doute parce que nous nous connaissions, mais aussi parce qu'il semblait content de partager son expérience en tant que représentant d'un groupe de travailleurs qu'il a fréquenté plusieurs années, et dont il pouvait d'une certaine manière se sentir le porte-parole. Matteo a été bavard et l'entretien a été riche, malgré la distance physique.

Un besoin d'autonomie financière sans contrainte économique

Matteo vient d'une famille plutôt aisée. Sa mère travaille comme avocate. A la mort du père de Matteo, ce dernier et sa mère ont hérité d'une grosse somme d'argent qui lui apporte une tranquillité économique. Cela lui a permis de vivre plus sereinement son travail, même s'il tient à rester autonome et indépendant vis-à-vis de sa mère.

Avant de travailler comme livreur, Matteo a occupé beaucoup d'emplois : il a été serveur, plongeur mais aussi entraîneur de football dans une société de foot florentine, toujours en sachant qu'il s'agissait d'emplois temporaires, destinés à mettre de côté un peu d'argent et gagner une certaine indépendance par rapport à sa famille. Il n'envisage pas de faire cela très longtemps.

« Objectivement je ne veux pas rester 3 ans à faire le livreur, j'ai l'espoir et l'espérance de trouver quelque chose de différent. »

Son travail comme livreur a donc été aussi accompli dans cette optique, avec la conscience de vouloir le faire pendant une courte période de sa vie, mais avec la volonté d'en exploiter pleinement tous les bénéfices.

Travailler pour s'évader du Covid

Matteo est un garçon assez calme, et il dit n'avoir ressenti aucune inquiétude par rapport au virus, même s'il prenait des précautions lorsqu'il se trouvait dans des lieux collectifs. Cet extrait de l'entretien résume ses sensations face au Covid :

« Parfois je me trouvais au milieu de l'avenue tout seul et je me disais : qui moins que moi risque d'attraper le virus, nous étions ni dans le métro pour aller au travail ni au supermarché, où par exemple, c'était beaucoup plus risqué, parce que je ne suis pas anxieux et je n'ai pas été stressé par le confinement, mais quand j'allais au supermarché pour faire les courses, je devais faire un peu attention et je sentais que je devais le faire, pendant le travail absolument pas. Mais c'est pas une attitude trop commune, en effet il y a beaucoup de livreurs qui n'ont pas travaillé pendant le confinement parce qu'ils avaient peur d'infecter leur famille. »

Non seulement le travail n'était pas une source d'angoisse pour Matteo, mais il s'agissait aussi d'un moyen de s'évader, d'échapper au confinement. Par rapport à la perspective de rester à la maison et de ne rien faire, il était beaucoup plus tentant de sortir, de gagner de l'argent, de voir ses collègues et de bavarder, surtout vers la fin du confinement, à l'arrivée de la belle saison et du beau temps qui rendaient tout encore plus agréable. Il s'agissait donc, dans une situation de fortes restrictions sociales auxquelles personne n'était habitué, d'un moyen de combattre ces restrictions, éprouvantes physiquement et mentalement.

Il s'agit d'un aspect crucial pour Matteo qui revient plus tard dans l'entretien. Cette dimension d'évasion est en effet un tournant dans sa perception de son activité professionnelle ; ce qui était un travail plutôt ennuyeux visant à financer sa vie d'étudiant est devenu une activité essentielle extra-scolaire capable de transmettre des sensations positives dans un quotidien un peu écrasant. On est passé d'une réalité quotidienne faite d'insouciance et de plaisir typique des jeunes (banalement prendre une bière avec des amis) opposée à des obligations (de travail mais pas seulement) qui permettaient d'être indépendants, à une situation inverse, où les obligations quotidiennes étaient de rester à la maison et de ne jamais pouvoir sortir, et qui n'était « cassée » que grâce aux permis de travail.

« J'ai aimé vivre la ville de cette façon »

Avec la pandémie, les conditions de travail ont subi évidemment des transformations, que Matteo m'a dit avoir vécues dans l'ensemble plutôt bien. La relation humaine a changé en premier lieu, tant avec les restaurateurs qu'avec les clients, mais aussi avec les collègues. Pour lui, paradoxalement, les relations se sont resserrées. Le nombre de personnes actives s'étant réduit, en peu de temps les visages étaient toujours les mêmes, ce qui créait beaucoup plus rapidement une meilleure connaissance et confiance. Matteo se plaçait toujours devant les mêmes restaurants, en compagnie des mêmes collègues, jour après jour. Dans un contexte parfois surréel, dans la ville complètement vide, une solidarité émergeait entre des personnes partageant une même situation et vivant le

même contexte, que ce soit du point de vue du restaurant, du livreur ou celui qui achète un dîner.

D'un point de vue des livraisons, Matteo trouve que la situation était idéale :

« Le top, c'est l'abolition du code de la route. »

Pendant les heures de travail, il pouvait faire ce qu'il voulait et une fois passé le choc, la ville est devenue un lieu intime, personnel, qui lui appartenait :

« La rue était devenue un peu notre espace intime, donc en fait j'ai aimé vivre la ville de cette façon. »

Matteo était le plus souvent soucieux de respecter les normes d'hygiène que la situation sanitaire imposait. Les livraisons se faisaient à distance de sécurité, ainsi que les collectes dans les restaurants, et dans ces moments, Matteo portait toujours un masque. Il utilisait souvent du gel pour se désinfecter les mains et de temps en temps désinfectait aussi le sac de travail. Les produits ont tous été achetés par lui, Uber n'apportant presque aucune aide.

En définitive, Matteo avait conscience du risque, du danger du virus et de ses conséquences, mais au-delà de la procédure du retrait des livraisons et les livraisons elles-mêmes, qui limitaient des contacts physiques déjà en soi peu nombreux dans ce type d'activité, cela n'a pas eu d'impact sur son quotidien.

Matteo m'a fait remarquer une évolution dans sa perception de l'espace "intime". Alors qu'avant la pandémie il considérait la maison comme son espace privé, intime, pendant le confinement il a tellement travaillé dans la rue et donc dans les lieux et les espaces occupés dans ces moments seulement par lui et par ses collègues qu'il a eu le sentiment que ceux-ci lui appartenaient en quelque sorte. Quand la situation s'est améliorée et que les gens ont recommencé à sortir, Matteo et ses collègues ont eu l'impression que leur espace était "envahi".

Le temps et la ruée vers l'or

Ce qui a changé aussi pour Matteo, c'est la gestion du temps. Travailler pendant le confinement est devenu une sorte de ruée vers l'or, une course que gagne celui qui travaille le plus. Matteo me paraît être une personne assez organisée et il a donc cherché à suivre un programme hebdomadaire dans lequel il établissait quels jours et combien d'heures il travaillerait. Si dans la période qui a précédé le confinement, Matteo réussissait presque toujours à respecter ce tableau, pendant les mois de mars et avril le programme a été bouleversé. En effet, le gain potentiel qu'offrait la situation était trop tentant et Matteo, comme beaucoup d'autres livreurs, a décidé d'en profiter, d'une part pour des questions économiques, d'autre part, comme j'ai déjà dit, pour s'évader de la prison domestique.

« Quand j'ai vu qu'il était possible de se faire autant d'argent, j'ai travaillé pendant 40 jours sans un jour de pause, donc, je pense qu'il faut être bon dans la gestion du temps, je l'ai seulement fait sauter pendant le confinement, mais j'ai toujours fait ça pour ma santé mentale, parce qu'on ne vit pas pour travailler et parce qu'en même temps si on travaille, il faut que tu te donnes un cadre. »

En ce sens, dans cette période, la perspective de gagner de l'argent a été plus forte que la peur liée à la pandémie.

Ainsi, pour Matteo, les différences entre le travail avant et pendant le confinement sont nettes. Sa perception du travail d'abord, la façon de vivre l'espace et la façon de vivre le temps de travail, ensuite, ont changé. On peut trouver paradoxal que l'activité de livreur ait subi une transformation positive dans l'expérience de mon enquêté, dans un contexte (le Covid et le confinement) extrêmement négatif.

Sami : entre salariat et autoentrepreneuriat

Livia Casalonga

Nous sommes le 11 novembre, il est 11h du matin, j'allume mon ordinateur, je vais sur Facebook, j'échange quelques messages avec Sami, mon enquêté, ça sonne, il apparaît sur mon écran. Nous faisons un visio-entretien. C'est la première fois qu'il est le sujet d'un entretien sociologique, et c'est la première fois que je mène un entretien dans ces conditions. Nous sommes à la fois gênés et à l'aise : nous connaissons l'outil qu'est Facebook, les quelques échanges que nous avons eus se sont bien passés, mais cette situation d'enquête n'est pas évidente.

Sami est dans la cuisine d'un théâtre près d'Aubervilliers, et c'est bien la première fois qu'une personne que j'interviewe se trouve dans ce genre de lieu. En fait, il est ici car je l'ai convaincu de trouver un endroit tranquille, et au départ il comptait faire l'entretien dans la rue « car il y a trop de bruit chez [lui] ». Notre rencontre et sa présence dans cette cuisine ont la même origine : c'est Lana, une très bonne amie à moi rencontrée sur les bancs de l'université, qui est aussi sa professeure de théâtre, avec qui il a tissé des liens d'amitié. Elle passera d'ailleurs deux fois durant l'entretien faire une petite grimace ; sa pratique préférée, c'est le clown.

Malgré une détente générale, je suis parfois un peu gênée, et il me semble que lui aussi. Lorsque je lui demande de se présenter au début de notre entretien, il est décontenancé, et ne sait pas quoi répondre ; il sèche aussi quand je lui demande de me dire comment il pense que les client·es perçoivent les livreurs. Pour ma part, je suis une étudiante qui bute encore sur la traduction de mes questions sociologiques en langage courant face à un jeune homme, travailleur précaire, qui n'occupe pas un poste qui pousse à la réflexivité sur sa propre action : pas de perspectives d'évolution, pas de contacts avec ses collègues ou sa hiérarchie, etc.

Les avantages du salariat

Sami a 21 ans, il habite avec ses deux parents et sa petite sœur. Tous les quatre, ils ont toujours vécu dans cet appartement en Seine-Saint-Denis dans le quartier de la Plaine. Il est titulaire d'un baccalauréat professionnel en audiovisuel, qu'il a poursuivi par une formation dans la même branche, en alternance, sans la terminer. Il a ensuite été salarié dans une entreprise de sécurité incendie, malheureusement, l'expérience n'a pas été fructueuse puisque son patron, pourtant un ami de la famille, l'a accusé d'avoir volé du matériel et a refusé de lui payer un de ses mois de travail. C'est suite à cette expérience qu'il a commencé à travailler pour Uber Eats, et à livrer des repas sur son vélo, activité qu'il n'a d'ailleurs pas tout à fait abandonnée malgré sa récente embauche comme salarié : il lui arrive toujours de faire des courses lors de jours de repos... Mais sa petite sœur l'a fait embaucher dans le fast-food où il travaille actuellement, et où elle est elle-

même salariée. Il explique ce changement d'emploi par une meilleure paie et par les avantages sociaux auxquels il a enfin droit : « Au moins, si on est re-confinés et que je peux plus travailler, je serai quand même payé ».

Au sein de la famille, entre entrepreneuriat et emplois peu qualifiés

Ses deux parents, français, l'une avec des origines polonaises, l'autre tunisiennes, sont tous deux salariés. Son père est plombier depuis 30 ans dans la même petite entreprise, et sa mère est maintenant secrétaire à la mairie de sa ville, après avoir enchaîné des postes de cantinière et femme de ménage dans des établissements de la même ville. Sa petite sœur est titulaire d'un baccalauréat général. La famille a coupé les ponts avec les grands-parents maternels, mais Sami m'apprend que son grand-père travaille encore aujourd'hui à l'OCP (une entreprise française de distribution de médicaments), et que sa grand-mère travaille dans les cantines scolaires. Du côté paternel, les liens ne sont pas rompus, mais sa grand-mère est retournée vivre en Tunisie, et son grand-père est décédé en mars, après avoir contracté le Covid. Ils avaient tous deux exercé toute leur vie le métier de gardiens d'une résidence pour une mairie dans la banlieue sud. Sami n'évoque que très rapidement la mort de son grand-père en plein milieu de l'épidémie, peut-être par pudeur, mais sans que cela ne semble avoir créé d'inquiétude ou de prise de conscience des risques liés au virus.

« Y'a pas de patron. En fait, c'est moi le patron quand tu fais Uber. Je suis auto-entrepreneur. »

Comme la majorité des livreurs à vélo, Sami est auto-entrepreneur, un statut particulier de l'indépendance. L'idée sous-jacente à la création de ce statut était de favoriser l'« auto-crédation » d'emploi. Sami me répète plusieurs fois qu'il n'a pas de patron, plutôt pour m'expliquer le cadre de son travail que pour faire valoir une position qu'il trouve valorisable, comme ont pu le faire d'autres livreurs interviewés. Pourtant, quand il me décrit son expérience avec Uber Eats, je note des contraintes et des cadres qui font ressembler sa situation à celle d'employé salarié. D'un part, concernant les horaires, s'il travaille « quand il veut », il se concentre tout de même sur les moments de la journée où les commandes sont nombreuses, notamment car il est payé à la course et non à l'heure. De plus, comme d'autres auto-entrepreneurs issus des milieux populaires (Gros, 2019), son temps de travail est similaire à celui d'un temps partiel (20 heures/semaine). Sur les contraintes que font peser les commandes sur son cadre de travail, il me dira, lorsque je lui demande de me dire quelles zones il livre en majorité :

« Les premiers ordres, déjà, dès que j'allumais mon application, je restais que sur La Plaine. Après en fonction des commandes ça pouvait arriver que de la Plaine je livre à Aubervilliers [...] Ça dépendait en fait, de ou exactement les commandes elles m'emmenaient. »

Une partie de la littérature sur les livreurs et les plateformes aborde le management invisible par algorithmes et la distanciation de la relation d'emploi qu'opèrent les

plateformes. Quand Sami me raconte les fois où son compte a été suspendu, il emploie un vocabulaire lié à l'incompréhension, parce que la plateforme bloque son compte sans le prévenir ni le lui expliquer, ce qui constitue une forme de toute puissance de la plateforme :

« Et deux trois jours après, je vois mon application elle est bloquée. Et je comprends pas. [...] C'est relou. Bah c'est bête c'est relou quoi de tout le temps... Bah si il te bloque il justifie pourquoi... »

Si son compte a été bloqué une fois suite à la déclaration d'un client qui disait n'avoir jamais été livré, le premier blocage de son compte constitue un cas d'école d'injonction au travail produite par la plateforme. Un été, il n'a pas activé son compte Uber durant trois mois (de juin à août), car il était en vacances et avait décidé de ne pas travailler. A son retour, son compte était devenu inaccessible. Pour y accéder de nouveau, il a dû passer un certain temps à tenter de contacter les responsables, soit par téléphone, soit en allant au siège de l'entreprise à Aubervilliers. Aujourd'hui, alors même qu'il a un travail salarié stable, il me déclare :

« Du coup pour éviter qu'ils me le bloquent maintenant bah je fais quoi j'allume genre une heure et après je désactive même si je fais pas de commandes, histoire qu'ils me le bloquent pas quoi. »

« C'est mieux de livrer des personnes qui peuvent pas sortir. »

Durant tout l'entretien, le lexique de l'aide a été très présent. Que ce soit pour parler de la raison pour laquelle il acceptait de faire cet entretien (« Nan, mais c'est pour t'aider... ») ou bien, plus régulièrement, pour m'expliquer le sens qu'il donnait à ce travail de livraison. Quand nous abordons les nouveaux commerces qui sont apparus sur la plateforme durant le confinement (notamment les supérettes et supermarchés), il m'explique qu'il trouve cette nouvelle initiative bonne :

« Bah c'est bien moi je dis, c'est ce que je disais c'est une bonne initiative parce que, s'il y en a qui peuvent pas se déplacer pour acheter des pâtes ou de la boisson, il prend Uber Eats on lui ramène. Ça c'est bien. »

Il continuera sur la même lancée en mettant en avant le fait que s'il pouvait choisir, il ne livrerait que des personnes handicapées :

« Après si j'aurais pu choisir moi j'aurais choisi que des personnes handicapées c'est mieux. Je me suis dit c'est eux qu'il faut qu'ils restent confinés, ils vont pas sortir ils sont handicapés quoi. »

La rhétorique de l'aide et du soin qui est présente tout au long de notre entretien me semble être une façon de donner du sens à son activité et de valoriser son utilité ou son rôle durant cette pandémie et dans la société en général.

Sylvain : un syndicaliste en « première ligne »

Arnaud Dufau

Parmi ces travailleurs de « première ligne », si on trouve évidemment le personnel soignant et les corps régaliens, on a découvert ou redécouvert de nombreux secteurs de métiers pourtant peu reconnus en temps normal : aide à domicile, agents de nettoyage, caissier/caissière ou bien les travailleurs du transport public.

Parmi eux, Sylvain (c'est un pseudonyme), salarié de la RATP, qui pendant toute cette étrange période, a continué à exercer son activité de chauffeur de bus, profession qui de par sa nature même le met en contact avec le public et augmente fortement les risques de contamination, pour permettre à de nombreux autres travailleurs et travailleuses indispensables de continuer à faire tourner les rouages de la société.

Avantages et inconvénients d'une connivence enquêteur/enquêté

A 43 ans, Sylvain est machiniste au dépôt de bus de la RATP à Saint-Denis depuis 19 ans. Syndiqué élu à la CGT, je l'ai rencontré en 2019, pendant la grève contre la réforme des retraites (dans laquelle les agents de la RATP ont fait office de moteur, avec près de trois mois de reconductible, du jamais vu depuis 1995). Étant moi aussi militant politique et ayant activement participé à ce mouvement de lutte, j'ai pu nouer, au fil de ces combats, des rapports politiques et amicaux avec Sylvain et d'autres d'agents de la RATP.

À la suite de ce mouvement, et ce même si je n'y avais pas participé dans une optique sociologique, j'ai continué à garder des relations avec ces travailleurs du transport.

En ce début d'année, dans le cadre de l'enquête collective (hors les murs) autour des travailleurs ayant continué leur activité pendant la période du confinement du printemps dernier (particulièrement ceux vivant et travaillant à Saint-Denis), j'ai immédiatement pensé à Sylvain, que je connaissais bien et dont la situation était parfaitement en adéquation avec nos critères de recherche (le lieu de travail de Sylvain se situant par ailleurs à quelques centaines de mètres de notre université).

J'ai proposé à Sylvain de prendre un café dans un restaurant brasserie situé près du dépôt à la fin de son service et nous avons discuté de cet entretien qu'il a immédiatement accepté. Mes rapports avec Sylvain étaient toujours, à ce moment, basés sur la politique et sur une amitié teintée de respect entre militants. Le 5 décembre (première journée de la grève reconductible) il m'avait proposé, avec d'autres de mes camarades, de participer au piquet de grève qu'il tenait avec ses collègues et cette relation de lutte n'a pas disparu avec le temps. Il prend souvent de mes nouvelles et m'appelle de temps en temps pour discuter de la situation politique du moment, des problèmes qu'il peut rencontrer en tant que délégué syndical, etc.

Cela m'a permis d'obtenir très facilement son accord pour l'entretien, mais cela m'a aussi confronté à plusieurs difficultés liées à la distance entre moi et lui, ainsi qu'à ma nouvelle casquette d'enquêteur qui s'est entremêlée avec celle d'ami et de militant politique.

Dans l'entretien que nous avons eu par la suite, qui malheureusement s'est déroulé sur la plate-forme d'appels par Internet Zoom (la semaine où nous devions réaliser l'entretien, j'étais cas contact), j'ai pu constater a posteriori qu'une partie de son discours, sans doute de façon inconsciente, était orienté par ce qu'il pouvait imaginer que je pense de lui. Il a ainsi évité plusieurs questions sur lesquelles il nous savait en désaccord, masquant ainsi une partie de ce qu'il pouvait penser. Pour autant, la connaissance de notre relation et ma compréhension de cette situation m'a permis de saisir des implicites et des non-dits.

Construction d'une identité militante

Sylvain est un homme plutôt trapu, porte en permanence des lunettes, identifiable à sa gouaille typique de syndicaliste. On le reconnaît de loin, avec sa démarche un peu chaloupée, comme s'il passait sa vie sur le pont d'un bateau.

Pourtant, en dehors de sa façon de marcher, Sylvain n'a rien d'un marin. A 43 ans passés, il a travaillé presque toute sa vie pour la RATP. Lorsqu'il parle, les échos de ses nombreux discours en assemblée générale, de ses meetings, de ses prises de parole aux piquets de grève ressurgissent. Avec une diction calme, légèrement encline à la tergiversation, Sylvain raconte son parcours en employant de longues phrases.

Originaire de Deuil-la-Barre, il a grandi en région parisienne avec ses sœurs et ses parents. C'est de ces derniers qu'il tient sa passion pour le service public. Comme il aime à le dire « il a ça dans le sang », et en a hérité de sa mère d'abord, ancienne infirmière qui a mis un terme à son activité à la naissance de son premier enfant, et de son père, qui a passé toute sa carrière comme cheminot à la SNCF.

Après un bac ES raté et son service militaire, Sylvain enchaîne différentes missions d'intérim « en tant que magasinier, dans l'alimentaire, dans la chaîne du froid, dans les fleurs artificielles, dans les inventaires de supermarché aussi, chez Renault dans les pièces détachées à Aulnay-sous-Bois, dans les installations de lavage Karcher pour voiture à Paris ».

Des petits jobs, mal payés, mais qui lui permettent d'avoir un premier aperçu du monde du travail. Après son échec au bac, comme beaucoup d'autres jeunes en difficulté dans le système scolaire, Sylvain cherche une voie dans le monde du travail. Aucun de ces emplois ne va pourtant le convaincre et très vite, le service public, particulièrement le monde du relationnel et des transports, le rattrape.

Il tente tout d'abord de rejoindre, comme son père avant lui, la SNCF, mais échoue au test d'entrée. C'est alors vers la RATP qu'il se tourne, frappant à la porte de la Régie en septembre 2001 pour être finalement embauché aux termes des différents concours en août 2002. Il devient machiniste-receveur au centre bus de Saint-Denis, conduisant les bus parisiens et y accueillant les usagers. Un emploi qui lui convient bien mieux et qu'il occupe encore aujourd'hui.

À la RATP, Sylvain découvre aussi le syndicalisme, notamment à travers la CGT qu'il rejoint en mai 2005. Une volonté « d'être aux côtés des autres pour les aider » qui le conduit à devenir délégué du personnel de son dépôt et secrétaire à l'organisation de sa section syndicale locale.

Cette rencontre avec le monde ouvrier organisé et la solidarité qu'il y découvre l'ont profondément transformé et, au fil des années, prend une part de plus en plus importante de son quotidien.

Il ouvre aussi la porte de la politique, avec un passage éclair dans l'association SOS-Racisme de laquelle il garde des bons souvenirs et par son adhésion au PCF en 2008, même s'il dit lui-même n'avoir jamais de temps à consacrer au parti de par son hyperactivité syndicale.

En effet, le syndicalisme et le travail sont le cœur de la vie de Sylvain. Vivant seul, sans enfants, sa vie est rythmée par les réunions, les audiences, les alarmes sociales, les heures d'information syndicale et les manifestations.

Covid-19 : une adaptation du cadre professionnel vécue à tâtons

Pendant le confinement, ce relatif isolement s'est retrouvé renforcé. Travaillant principalement de nuit son « quotidien c'était mon appart le boulot et les courses. C'était un peu difficile parce que je vois déjà pas grand monde en temps normal ». Un isolement qu'il relativise cependant, car contrairement à nombre de ses collègues, Sylvain n'avait pas de crainte de contaminer quelqu'un de son entourage. Par ailleurs, il ne se met que peu en avant en termes de risque face au virus, affichant une posture de faible inquiétude pour lui-même, ne s'indignant que pour les autres ou la collectivité.

A travers son récit du confinement, Sylvain endosse en effet pleinement son rôle de syndicaliste et dépeint précisément les différentes mesures mises en place ou non par la RATP au jour près.

La première période du confinement est ainsi marquée à la RATP par un refus de la direction de mettre en place des mesures sérieuses face au risque rencontré par ses agents, pourtant bien souvent en première ligne face à la maladie.

« Par exemple, sur le port du masque, il n'a été officiel qu'à partir du 8 avril. Avant la direction était contre parce que selon eux ça donnait une image négative auprès de la clientèle de se masquer le visage. Après ils ont bien été obligés de nous en donner puisque ça été un ordre d'en haut, le 8 avril donc ».

Cette question du port du masque, il y revient plusieurs fois. Selon lui, si la direction de la RATP n'a pas interdit le port du masque, elle a exercé de fait une pression sur ses salariés pour leur déconseiller de le porter. Il faut rappeler qu'à cette période, le gouvernement affirmait publiquement l'inutilité du masque pour les personnes non malades ne faisant pas partie du personnel soignant.

Pendant toute cette période, les seules mesures mises en place dans les bus ont ainsi été l'obligation de laisser la vitre du conducteur ouverte en permanence et la distribution hebdomadaire d'un pack contenant « des gels hydroalcooliques avec des petits sachets de lingettes ». Ce pack permettait à chaque conducteur de nettoyer les tableaux de bord à chaque prise de service. Le nettoyage plus approfondi des bus était alors fait durant la nuit par des entreprises privées qui utilisaient des produits virucides sur les endroits clés, type poste de conduite ou barre de maintien des passages.

Selon Sylvain, ce premier confinement a aussi entraîné une réduction importante du nombre de bus exploités : « 30 % des bus [...] au centre bus de Saint-Denis ». Pour lui, dont la majeure partie de l'activité concerne les trajets nocturnes, cela s'est accompagné d'une diminution drastique du nombre d'usagers. Mais si cela pouvait le rassurer à titre personnel, ce n'était pas le cas pour ses collègues assignés aux horaires de pointe du matin et du soir qui constataient au contraire une augmentation du nombre de voyageurs du fait de cette diminution du service.

Il a fallu attendre mi-avril/mai pour assister à la mise en place de véritables mesures sanitaires à la RATP : achat des titres de transport par Smartphone et non plus directement par le conducteur, fermeture de la porte avant et séparation avec l'arrière du bus et la nouvelle technique de nettoyage virucides journalière : la nébulisation, réalisé par ces travailleurs en combinaison de cosmonaute, armé de canons, qui propulsent un brouillard de microgouttelettes de produit virucide.

Si ces mesures, bien que tardives, ont pu rassurer les conducteurs, Sylvain les considère toutefois insuffisantes. Cependant il constate aussi un changement significatif du côté des usagers, qui respectent de plus en plus le port du masque et les gestes barrières.

Aujourd'hui, une grande partie de ces mesures sont entrées dans le quotidien de Sylvain et des autres travailleurs de la régie. S'ils s'y sont habitués, c'est aussi un rappel constant, à cause de l'épidémie, des difficultés qui les attendent.

En outre, il ressort de l'entretien mené avec Sylvain que la gestion incertaine de l'épidémie dans son milieu professionnel révèle un double manque de reconnaissance.

Le manque de reconnaissance par la hiérarchie qui est évoqué lorsqu'il aborde la question de la prime : « On espérait avoir une petite marque de respect sous forme de prime, mais l'entreprise nous l'a complètement refusée ».

Le manque de reconnaissance par le gouvernement, qui poursuit les mesures de mise en concurrence prévues, comme le rappelle Sylvain : « Ce qui n'empêche pas évidemment, malgré le coronavirus, de toujours penser à nous privatiser, à nous faire entrer en concurrence et surtout, de plus en plus vite, pour faire plaisir à Madame Péresse ».

Ainsi, loin de s'émouvoir face au discours national héroïsant porté à l'égard des « travailleurs en première ligne », Sylvain se montre implacable : « et le fait qu'on ait été les « héros » de la crise n'a rien changé ».

Annexe : Guide d'entretien **(synthèse des éléments présents dans le « wiki » des notes de cours)**

Parcours professionnel : formation, emplois précédents, activités, lieux, ...

Éléments de la situation personnelle : situation familiale, résidentielle, logement, situation et activité des autres membres du ménage, charge de personne vulnérable, conditions de vie...

Éléments du parcours personnel : mobilité migratoire et géographique, situation familiale...

Situation de travail juste avant le confinement :

poste, statut d'emploi, employeur, contenu du travail, collègues, hiérarchies, contact avec un public ou clients, conditions de travail...

Motifs de la décision de continuer à travailler

comment a été prise la décision de travailler ou pas pendant le confinement ? est-ce que c'était une décision ou pas ?

rappports avec l'entreprise et travail imposé ou non ? selon quelles modalités ?

Situation de travail pendant le confinement :

des changements dans situation d'emploi ?

rémunération, contrat, hiérarchie

que du travail à l'extérieur ? du chômage partiel ? du télétravail ?

contenu du travail : le même que d'habitude ? différent ?

évolution du temps de travail

quelles connaissances les personnes ont des conditions de maintien de leur activité pendant le confinement ?

est-ce que les lieux de travail ont changé ? si oui où s'est déplacé le travail ?

comment se sont passés les déplacements ? comment obtenir les autorisations, ont-ils eu des amendes ? Usage des transports en commun ?

réorganisations spatiales et matérielles du lieu de travail ?

un effet sur le prix, le tarif des biens et services ?

Aménagements techniques (transports, risques...)

quelles mesures de protection prises et par qui et à quel moment ?

Comment se passe le travail avec les équipements et mesures de protection sanitaire

question de la mise en place des gestes barrières : au travail, chez soi. Port du masque, lavage de mains, distance. Jusqu'où on doit le faire ? Jusqu'où les gens sont allés dans ces gestes là ? Comment ces gestes sont perçus, est-ce qu'"on y croit", est ce qu'on pense que c'est efficace ?

dans quelle mesure pendant le confinement c'était prescrit par l'entreprise ou absent, voire interdit (cas à la ratp où interdiction du masque au début)

qu'est-ce que le confinement a changé dans le travail, quelle réorganisation du travail ?

se sont sentis en sécurité ou pas au travail ?

quelle évolution des conditions de travail en général au fil du temps pendant le confinement ?

Relations au travail

Relations avec les collègues: comment se passe en général, et en particulier pendant le confinement

Relations avec le public: comment se passe en général, et en particulier pendant le confinement

- relations entre collègues ? tensions / solidarités ? prise de conscience plus forte de droits, de revendications ?

relations avec les patrons, la hiérarchie ?

- des formes d'entraide pendant le confinement, de solidarité ?

- changement de clientèle pour les activités de commerces et services ?

Rapport au travail

- quel avis sur la gestion de la crise sanitaire en général ? des populations favorisées, d'autres pas ?

- et dans leur secteur en particulier ?

- est-ce qu'ils,elles se sont sentis plus valorisés que habituellement par le traitement médiatique ?

- est-ce que l'obligation de travailler renforce un stigmate ? une déconsidération ? idée que le travail dans le confinement a dégradé image de certaines activités ? a produit de nouvelles violences symboliques et sociales ?

Quel rapport à la maladie (peur, risque de contamination pour soi ou pour d'autres...) et à la crise sanitaire

avait-on peur, de quoi ? au travail, en dehors ? pour qui

comment les personnes s'informaient sur la situation ou essayaient d'éviter d'avoir trop d'info ?

répercussions personnelles (santé mentale, soutien psychologique)

Effet sur vie familiale, domestique, couple

si les personnes sont des enfants, qui s'en est occupé ? est-ce que ça a freiné la possibilité de travailler ?

vie personnelle et familiale : est-ce que les liens dans le logement se sont dégradés, améliorés ? comment maintenir du temps "libre" ?

les relations familiales : perturbées ou pas par le travail pendant le confinement ?

ont-ils continué à voir d'autres personnes ? famille, amis, voisins ?

comment se négocie à domicile la tension entre ne pas travailler mais ne pas avoir de revenus ou travailler et être exposé, surtout vis à vis de personnes à risques avec qui on vit ?

Pendant et après le confinement

comment a-t-on vécu l'installation dans le temps du confinement, les différentes phases au fil des semaines et mois ?

est-ce que certaines réorganisations sont restées après le confinement ?

